

OUVERTURE DES FRONTIÈRES AÉRIENNES

6 vols hebdomadaires de/vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie

P. 24

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

La presse nationale relève la forte présence de la jeunesse dans les listes de candidatures

P. 3

SITUATION AU MALI

L'Algérie rejette tout changement par la force

L'Algérie a exprimé, hier, son "ferme rejet" de toute action visant à changer le gouvernement au Mali par la force, appelant les acteurs maliens à privilégier le dialogue pour un déroulement paisible de la transition, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Le président et le premier ministre de la transition, Bah Ndaw et Moctar Ouane, ont été conduits sous la contrainte par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako dans un apparent coup de force après la formation du nouveau gouvernement. Le colonel Assimi Goïta a déclaré hier, avoir déchargé de leurs prérogatives les dirigeants de la transition. Pour rappel l'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne et la CDEA ont également appelé au respect de l'ordre institutionnel et du processus de transition entamé par ce pays.

P.p 14-24
DKnews



EDUCATION NATIONALE

Les examens de fin d'année scolaire session juin 2021 en chiffres

P. 4

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

Le ministère de l'Agriculture renforce ses dispositifs

P. 8

ILLIZI

Gel de l'exportation du sel dans le cadre du commerce de troc

P. 6

SANTÉ

TROUBLES ANXIEUX Comprendre la phobie pour en sortir

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (23^e JOURNÉE)

Le leader pour creuser l'écart, derbies indécis au Centre et à l'Ouest

P. 21



CYBER SÉCURITÉ

Clôture des travaux de la 3^e édition du séminaire sur la cyber-sécurité et la cyber-défense

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Démantèlement d'un réseau criminel de six individus à Maghnia

P. 24

SONATRACH Exercice de simulation au niveau de l'Oléoduc OK1 à Oued N'Gaous à Batna



La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a informé l'opinion publique qu'un exercice de simulation d'un incident portant sur l'éclatement d'une canalisation de transport du pétrole brut est prévu ce mardi, à partir de 09h30, au niveau de la commune de Boumagueur au lieu-dit Oued N'Gaous dans la wilaya de Batna.

Cet exercice de simulation fait partie du programme annuel arrêté dans le cadre de la mise en œuvre du système de Gestion des Urgences et des Crises du Groupe Sonatrach à l'effet de tester ses dispositifs techniques et organisationnels de réponse et aussi tester les interfaces avec les autorités locales, précise le communiqué.

"Sonatrach présente ses excuses aux citoyens de la ville de N'Gaous et la commune de Boumagueur pour toute gêne occasionnée par cet exercice de simulation", poursuit le communiqué.

BAC 2021 Près de 732.000 candidats attendus



Le nombre de candidats à l'examen du Baccalauréat/session 2021, prévu du 20 au 24 juin, a atteint 731.723 candidats, a-t-on appris lundi auprès de l'Office national des examens et concours (ONEC).

Le nombre global des candidats concerne 459.545 candidats scolarisés (180.833 garçons et 278.712 filles) et 272.178 candidats libres.

L'ONEC a consacré à cet examen 2.528 centres au niveau national, précise la même source ajoutant, que les copies seront compostées au niveau de 18 centres de regroupement et compostage avant de les répartir sur 87 centres de correction.

Les centres de correction ouvriront leurs portes à partir du 1er juillet jusqu'au 19 juillet prochain, ajoute l'ONEC.

Un seul centre national sera mobilisé pour l'annonce des résultats.

S'agissant de l'épreuve de l'éducation physique et sportive pour les candidats libres, les autorités concernées ont mobilisé 187 centres entre le 16 et 27 mai en cours.

Pour rappel, le taux de réussite du BAC/session 2020 avait atteint 55,30%.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 40 décès et 1797 blessés en une semaine dans le pays



Quarante (40) personnes sont décédées et 1.797 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant la période allant du 16 au 22 mai, indique mardi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 05 personnes décédées et 73 autres blessées suite à 47 accidents de la route, précise la même source.

TAMANRASSET Deux morts et 14 blessés dans un accident près de Silet



Deux (2) personnes sont mortes et quatorze (14) autres ont été blessées dans un accident de circulation survenu tôt ce mardi à 40 km de la daïra de Silet (Tamanrasset), a-t-on appris des services de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit suite au renversement d'un véhicule tout terrain à bord duquel se trouvaient seize (16) passagers, dont 14 de nationalités africaines et deux (2) autres d'origine algérienne, entraînant la mort des deux algériens (22 et 31 ans) et des blessures à 14 ressortissants africains (20 à 38 ans), a précisé la même source.

Les éléments de l'unité secondaire de la PC sont intervenus pour apporter secours aux blessés et les évacuer à l'hôpital de Silet, et le dépôt des dépouilles des deux victimes à la morgue de l'établissement public hospitalier "Mesbah Baghdadi" de Tamanrasset.

Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les circonstances de cet accident.

ENERGIE Covid-19 : les activités de production de la Sonatrach n'ont pas été impactées (Pdg)



Les activités de Sonatrach en terme de production n'ont pas été impactées par la crise sanitaire de la Covid-19, a affirmé lundi à Oran le Président directeur général du groupe, Toufik Hakkar.

Questionné sur l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les activités de Sonatrach, en marge de la cérémonie d'ouverture du 11e Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021), M. Hakkar a indiqué que le groupe a réussi avant la période Covid à réaliser ses objectifs fixés. En terme d'investissement, l'activité a toutefois connu un ralentissement, a souligné le même responsable, rappelant que l'aspect logistique international a été impacté par cette crise.

"Les projets d'investissement en Algérie et à l'international ont été touchés", a-t-il déclaré.

M. Hakkar a fait savoir, par ailleurs, que les efforts sont déployés pour rattraper le retard, notamment avec la mobilisation des capacités nationales.

Plusieurs projets, comme celui de la raffinerie d'Alger et de la phase 3 du projet Boosting de Hassi R'mel, ont été lancés avec les moyens algériens, a-t-il souligné, déclarant "On est en train de faire le nécessaire pour rattraper le retard".

BATNA Saisie de 15 kg de kif traité

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la wilaya de Batna a réussi à saisir une importante quantité de kif traité de l'ordre de 15 kg, a indiqué lundi la cellule de communication de ce corps de sécurité.

L'opération a été réalisée suite à l'arrestation de deux personnes âgées de 30 et 35 ans, dont l'un des deux est un repris de justice, à bord d'un véhicule de tourisme dans la cité Zemala (Batna) en possession de deux plaquettes de drogue de 180 gr, a précisé la même source.

Après avoir identifié les complices des deux individus arrêtés, des repris de justice âgés de 32 et 40 ans, et suite à la fouille du domicile de l'un des deux complices, dans le quartier "Parc à fourrage" de la ville de Batna, une autre quantité de kif traité s'élevant à 14,820 kg a été découverte, a-t-on souligné.

Les quatre mis en cause ont été présentés devant le parquet local, a-t-on précisé.

ALGER Démantèlement d'un réseau de faux-monnayeurs

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger représentés par la circonscription Est de la Police judiciaire, ont démantelé un réseau de faux-monnayeurs spécialisés dans la falsification des nouveaux billets de banque de 2.000 DA.

Deux individus ont été arrêtés lors de cette opération qui a permis la récupération d'un véhicule touristique, 13 ordinateurs portables, 4 imprimantes, 13 cartouches d'encre, 3 ordinateurs portables et 992.000 DA en faux billets de 2.000 DA.

Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes.



LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

L'édification de la Nouvelle Algérie en tête des ambitions des listes indépendantes

La concrétisation du changement escompté et la mise en place des contours de la Nouvelle Algérie sont en tête des aspirations des candidats de la liste indépendante "En-Nadjah" de Ouargla, en lice pour les législatives du 12 juin prochain.

S'exprimant lors d'une rencontre de proximité tenue à Ouargla, le représentant de cette liste, Tayeb Zaâtout (gérant d'entreprise), a estimé que "la prochaine période sera décisive, car engageant les candidats, une fois élus, à œuvrer au changement escompté auquel aspire la population et à bâtir un avenir meilleur dans le cadre d'une Algérie Nouvelle dont la prochaine échéance électorale constituera le socle". Les candidats s'engagent, dit-il, à défendre, dans le cadre du projet de l'Algérie Nouvelle, les attentes de la population d'Ouargla à travers une "sérieuse" prise en charge de leurs attentes et leur transfert aux différents départements ministériels, notamment les questions liées aux secteurs en rapport direct avec le quotidien du citoyen, dont la santé, l'emploi, le logement et l'investissement agricole et industriel. L'intervenant a évoqué, en outre, l'existence de certaines insuffisances dans la région depuis des années, notamment dans les domaines de la santé, dont le manque de praticiens spécialistes, le déficit en équipements médicaux, et l'absence de structures spécialisées, dont un hôpital des brûlés.

Le manque des structures de loisirs et de détente et les contraintes rencontrées par des promoteurs, font partie des préoccupations soulevées par le représentant de la liste indépendante précitée, qui souligne que "les can-



didats de cette liste accordent un grand intérêt aux jeunes, en s'engageant à œuvrer à promouvoir l'emploi à travers une panoplie de mécanismes tels que la mise au point d'une base de données nationale et l'augmentation des postes d'emplois dédiés aux jeunes au niveau des différentes entreprises nationales et étrangères établies dans la région.

"Ouvrir de nouvelles opportunités d'investissement en direction des jeunes, notamment ceux des zones d'ombre, en leur accordant des facilités pour s'impliquer dans l'effort de développement et la relance de l'économie locale", sont

d'autres axes enrichissant le programme électoral de cette liste indépendante, selon le même candidat qui appelle les électeurs à choisir, le jour "J", ceux qu'ils jugent "meilleurs" et "vecteurs de changement".

Promouvoir la femme au foyer et encourager l'investissement

Une autre liste indépendante, "El-Wihda ouel Aâmel" (Unité et Action), en lice à Ouargla pour les sièges de cette wilaya à la future Assemblée populaire nationale (APN), mise elle sur la promotion de la femme au foyer en tant qu'un

des piliers de la société, et le développement des opportunités d'investissement dans la wilaya.

Pour Belkheir Touggouri, candidat sur cette liste, "le programme électoral, peaufiné minutieusement et touchant divers secteurs, focalise, dans son chapitre social, sur la mise en place de mécanismes visant à promouvoir la femme au foyer dans le cadre d'une vision nouvelle et globale de la famille, cellule de base de la société".

Il appelle à l'encouragement de l'investissement entravé par moult obstacles, et la lutte contre les contraintes administratives

pour permettre aux jeunes de s'impliquer dans l'investissement par le montage de microprojets et de startups, ainsi qu'à une stratégie locale "efficiente" pour mieux gérer le dossier de l'emploi par de nouvelles approches axées sur des études scientifiques.

Poursuivant son explication, le même candidat a évoqué, entre autres axes contenus dans le programme électoral de sa liste indépendante, l'intérêt accordé aux secteurs de la culture, du tourisme, de l'environnement et de la santé qui est placée en tête des préoccupations soulevées par la population de la wilaya de Ouargla. Belkheir Touggouri a aussi plaidé pour la poursuite des efforts intersectoriels, notamment à travers une implication de l'élite, pour opérer le changement escompté et promouvoir l'action politique, notamment chez les jeunes, ajoutant que "cet objectif ne peut être atteint que par une participation massive aux élections pour le bon choix des candidats". De nombreux candidats ont, depuis le lancement de la campagne électorale pour les prochaines législatives, fait des sites électroniques et des réseaux sociaux des tribunes pour la présentation de leurs projets et programmes électoraux, en mettant à la disposition des internautes leurs CV et des vidéos traitant des grands axes de leurs programmes, en vue de convaincre et d'attirer le plus grand nombre d'électeurs.

La presse nationale relève la forte présence de la jeunesse dans les listes de candidatures

La forte présence de la jeunesse sur les listes de candidatures pour les législatives du 12 juin prochain était au cœur de la presse nationale de ce mardi qui a rapporté les faits saillants du cinquième jour de la campagne électorale et l'essentiel des meetings de la veille. La forte présence des jeunes sur les listes de candidature est également relevée par le quotidien Crésus qui explique ce phénomène par l'exigence de réserver la moitié de ces listes aux moins de 40 ans, ce qui fait de la jeunesse un acteur incontournable sur lequel il faut miser dans la course aux sièges de l'Assemblée. Ce média aborde également les ambitions des partis en lice et le bouleversement dans la hiérarchie que peuvent apporter les indépendants. Le quotidien "Le soir d'Algérie"

évoque une campagne électorale sans écarts majeurs qui a enregistré d'insignifiants dépassements de l'avis même des partis politiques en lice. Ce journal est revenu brièvement sur les activités du 5e jour de campagne. De son côté le quotidien L'Expression s'intéresse à cette "nouvelle génération d'universitaires et de patrons" qui va apporter le renouveau de l'Assemblée nationale et évoque "la présence timide des partis et le manque d'expérience politique des candidats" dans une analyse de la prochaine assemblée qui commence à se dessiner de par le nombre de listes indépendantes. Dans son éditorial, le quotidien "Liberté" revient sur le contenu de la campagne électorale et sur les propositions et le discours des candidats jugé "superficiel". Le

quotidien Horizons revient sur le débat suscité par la campagne électorale sur les réseaux sociaux avec le politologue Lazhar Marouk qui propose une analyse du discours politique qui reste pour le moment "superficiel et hors de l'action". Il relève également une "absence flagrante et cruelle de vision et de solutions aux problèmes posés". Ce quotidien, qui a consacré son carnet de campagne aux meetings du 5e jour, relève également un début de campagne timide qui devra atteindre sa vitesse de croisière dans les prochains jours. Le journal El Moudjahid qui propose également dans son carnet de campagne un bref retour sur cette journée de meetings, ouvre son éditorial sur le renouveau politique et institutionnel que devra apporter cette nouvelle assemblée qui

compte sur "la compétence et l'implication de la jeunesse longtemps vouées à la marginalisation et à la discrimination".

Le quotidien arabophone El Massa aborde également la jeunesse comme carte d'entrée au parlement et revient sur cette opportunité offerte par l'exigence de réserver la moitié de ces listes aux moins de 40 ans. De son côté le journal El Khabar a également relevé le débat suscité par la campagne électorale, le niveau du discours politique, la conception de la communication des candidats et les réactions des citoyens sur les réseaux sociaux, alors que le quotidien "El Chourouk" aborde les dispositions prises par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) pour le jour du scrutin et les opérations de dépouillement.

Les activités de proximité, le pari des indépendants pour attirer les électeurs (presse régionale)

Certains journaux édités dans l'Est du pays ont relevé, mardi, dans le cadre de la couverture de la campagne électorale des législatives du 12 juin prochain, que les candidats des listes indépendantes misent sur les activités de proximité pour attirer des électeurs.

Le quotidien En-nasr, d'expression arabe, édité à Constantine a ainsi titré dans sa Une : "Les listes indépendantes misent sur les campagnes de proximité pour attirer des électeurs" et à cet effet, le rédacteur de l'article rapporte que les candidats des listes indépendantes ont "délissé les méthodes traditionnelles habituelles des campagnes électorales", et sont descendus sur le terrain, privilégiant, depuis

le lancement de la campagne électorale, la proximité pour convaincre les électeurs. L'article relève également que les candidats des listes indépendantes "rivalisent" pour organiser les meilleures sorties sur terrain pour attirer les électeurs.

En-nasr a aussi publié en page 4, un article intitulé : "Le système de liste ouverte motive tous les candidats à se rendre sur le terrain", qui souligne que le système de liste ouverte aux élections législatives inclut dans la nouvelle loi électorale à "motivé tous les candidats des listes de partis politiques ou indépendantes à participer dans l'animation de la campagne électorale" avec l'espoir de décrocher un siège dans la prochaine Assemblée populaire

nationale (APN). De son côté, le quotidien d'expression arabe "Ayn El Djazair", édité à Constantine a souligné la présence "remarquable" de jeunes candidats sur les listes électorales des prochaines législatives, détaillant dans un article intitulé, "Les jeunes visages pèsent de tout leur poids", que les élections législatives du 12 juin prochain se distinguent par leur "ouverture sur de nouveaux horizons loin des stéréotypes habituellement présents dans ce genre de rendez-vous électoral".

Le rédacteur de l'article a souligné que cette nouvelle voie empruntée dans le choix des candidats pour cette échéance politique motive "la présence des jeunes par excellence".

De son côté, le quotidien "Al-Raya" d'expression arabe s'est focalisé sur la déclaration du président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali, faite lundi depuis Sétif, lors d'un meeting au cours duquel il a estimé que "la situation ne changera pas dans le pays sans la participation du citoyen aux élections".

La même publication a relayé une autre déclaration de Sofiane Djilali à travers laquelle il assure que le combat pour sa formation politique actuellement était "la construction d'une réflexion et d'une prise de conscience politique" dans le but d'inciter les citoyens à participer aux prochaines échéances électorales.

Le quotidien d'expression française "L'Est Républicain",

édité à Annaba, a répercuté la déclaration de Moussa Touati, le président du Front national algérien (FNA), depuis Jijel, dans laquelle il a relevé que "les prochaines élections sont une étape pour mettre fin à l'Assemblée populaire nationale désignée et élire des représentants plébiscités par le peuple". Pour sa part, "Le Quotidien de Constantine" a cité des passages de l'allocation du secrétaire général du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, qui a plaidé lundi lors d'un meeting populaire tenu à Guelma, pour "un nouveau système de gestion des collectivités locales qui donnerait des prérogatives aux élus et les protégerait".

TOURISME

Boughazi appelle les acteurs du secteur à œuvrer à la réussite de la saison estivale

Le ministre du Tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a appelé lundi les acteurs du secteur à œuvrer à la réussite de la saison estivale 2021, soulignant la nécessité de renforcer le rôle des établissements relevant de sa tutelle et des directions exécutives dans la promotion du tourisme en Algérie.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2021, le secteur du tourisme s'attelle à la mise en œuvre du plan promotionnel tracé pour chaque ville côtière, et au renforcement du travail participatif et interactif avec tous les départements ministériels concernés et les différents opérateurs et acteurs du secteur, a précisé M. Boughazi dans un communiqué rendu public au terme d'une rencontre nationale virtuelle pour faire le point sur les préparatifs de la saison estivale avec les directeurs du tourisme, de l'artisanat et du travail familial des 58 wilayas du pays et des représentants d'établissements relevant de sa tutelle. La nouvelle dynamique que connaît le secteur du tourisme doit s'accompagner du



strict respect du protocole sanitaire, a-t-il insisté. Il a par ailleurs évoqué la diversification des offres touristiques proposées pour cette saison estivale, le renforcement du rôle des agences de tourisme et de la participation des artisans des wilayas du sud et des hauts plateaux aux expo-

sitions organisées dans les wilayas côtières, insistant sur la nécessité d'accorder un intérêt particulier aux personnes aux besoins spécifiques et aux enfants dans toutes les activités estivales proposées.

Le communiqué a également détaillé les différentes mesures

prises par les directions côtières pour assurer le succès de la saison estivale, ainsi que les programmes élaborés par le Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) et l'Office national algérien du tourisme. Par ailleurs, un exposé a été présenté par le représentant du ministère au sein du Comité national de préparation des Jeux méditerranéens sur le rôle du secteur pour assurer la réussite de cet important événement sportif. Durant la saison estivale 2021, 45 établissements viendront renforcer le parc hôtelier des wilayas côtières, contribuant à la création de 1.819 emplois directs, et 75 expositions d'artisanat seront organisées avec la participation de 2.688 artisans et 143 associations.

ROUTE TRANSSAHARIENNE

M. Rezig prend part à la réunion du Comité de liaison

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a participé lundi aux travaux de la 71ème session du Comité de liaison de la route transsaharienne, sous la présidence du ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, a indiqué le département ministériel du Commerce dans un communiqué. Lors de cette réunion tenue par vidéoconférence, l'accent a été mis sur

la dimension commerciale de ce projet qui tend à lier les principaux ports de la Méditerranée et le port du Centre d'El Hamdania à Cherchell, et concrétiser les démarches visant à consolider le Commerce interafricain. Intervenant à ce propos, M. Rezig a expliqué que la réalisation de la Transsaharienne figurait parmi les projets sur lesquels l'Algérie pour accéder aux mar-

chés africains, augmenter le volume des investissements étrangers et des exportations hors-hydrocarbures, notamment après l'entrée en vigueur de la ZLECAF. La rencontre a été une occasion pour passer en revue les pas jusque-là franchis dans le cadre de ce projet, notamment le transfert du tronçon algérien à un couloir économique, a conclu le communiqué.

EDUCATION NATIONALE

Plus de 641.000 candidats à l'examen du BEM prévu du 15 au 17 juin

Un total de 641.187 candidats se présenteront aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de juin 2021, selon l'Office national des examens et concours (ONEC). Selon la fiche technique des examens de fin d'année session 2021 publiée, lundi par l'ONEC, ce nombre est réparti entre 625.223 candidats scolarisés dont 292.767 garçons et 332.456 filles, et 159.64 candidats indépendants (1100 garçons et 4864 filles). L'Office a fixé la date des épreuves du BEM du 15 au 17 juin à travers l'ensemble du territoire national où il sera procédé au compostage des copies d'examen au niveau de 18 centres de collecte et de compostage, avant leur répartition à travers 70 centres de correction. La correction des copies d'examen débutera le 22 juin et s'étalera jusqu'au 03 juillet 2021. 7824 candidats passeront l'épreuve d'éducation physique et sportive au niveau de 57 centres. Le taux d'élèves admis en première année se-

condaire pour l'année scolaire 2019-2020 est de 90,61%. Ce taux représente le nombre global d'élèves ayant obtenu une moyenne de 9-20 et plus durant les deux trimestres (1er et 2e r) de l'année scolaire 2019-2020 et ceux admis après avoir passé l'examen durant la session de septembre 2020. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, après

consultation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, juin dernier, le ministre de l'Éducation nationale en ce qui concerne le Brevet de l'Enseignement moyen pour l'année scolaire 2019/2020. Ces instructions stipulent que le BEM est facultatif en ce sens où, pour les élèves scolarisés, il n'est plus un diplôme nécessaire

pour le passage en classe supérieure. Ce passage se faisant en calculant la moyenne des deux premiers trimestres, laquelle doit être égale ou supérieure à 9 sur 20. Toutefois, les élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 9 sur 20 ont la possibilité de passer les épreuves du BEM, dont la note sera prise en compte pour leur passage.

Les examens de fin d'année scolaire session juin 2021 en chiffres (ENCADRE)

Les examens nationaux de l'année scolaire 2020/2021, session juin 2021, se dérouleront entre le 2 et le 24 juin en cours. Voici les examens en chiffres :
Examen de fin de cycle primaire : 853.391 candidats.
Examen de BEM : 641.127 candidats.
Examen du Baccalauréat : 731.723 candidats.
* Examen de cinquième année primaire *
Date du déroulement : 02 juin 2021
Centres de déroulement : 14.472
Centres de compostage : 13
Centres de correction : 62
Centre de regroupement pour la proclamation des résultats : 01.
* Examen du BEM *
Candidats scolarisés : 625.223
Candidats libres : 15.964
Date du déroulement : du 15 au 17 juin 2021

Centres de déroulement : 2585
Centres de compostage : 18
Centres de correction : 70
Centre de regroupement pour la proclamation des résultats : 01.
Inscrits concernés par l'éducation physique et sportive (EPS) : 7824 candidats.
* Examen du BAC *
Candidats scolarisés : 459.545
Candidats libres : 272.178
Date du déroulement : du 20 au 24 juin 2021
Centres de déroulement : 2528
Centres de compostage : 18
Centres de correction : 87
Centre de regroupement pour la proclamation des résultats : 01.

ECONOMIE

Le CNESE organise un cycle de conférences sur la veille stratégique et l'intelligence économique

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a annoncé lundi dans un communiqué l'organisation à partir de demain d'un cycle de conférences sur la veille stratégique et l'intelligence économique, et ce, pour anticiper sur les différentes évolutions socioéconomiques bâties sur différents types de scénarios. Ce cycle de conférence sera inauguré demain par une rencontre qui sera animée par Marc Lavoie, professeur émérite des sciences économiques à l'université d'Ottawa (Canada), autour du

thème "la modélisation avec cohérence des flux et des stocks (Stock-Flow Consistent ou SFC)", a précisé la même source. Cette conférence sera suivie d'un débat et verra la participation des représentants des ministères et d'institutions directement concernés par cette problématique, a ajouté le communiqué. Au sujet de la tenue de ces conférences, le CNESE a mis en avant "les mutations que subit notre espace socioéconomique à la faveur de processus de modifications profondes qui affectent notre environnement national

et international implique la mise en place des dispositifs d'observations et d'analyses appropriés et de stratégie devant guider le choix de politique économique, sociale et environnementale de notre pays". Outre la mise en place de ces dispositifs d'observations et d'analyses, des centres d'intelligence économique, des systèmes intégrés d'observations et des outils de surveillance ont été installés à travers le monde pour anticiper sur différentes évolutions socioéconomiques bâties sur différents types de scénarios, a

AGRICULTURE

Sud : plus de quatre millions de palmiers seront traités contre le Boufaroua et le Myelois (INPV)

Plus de quatre (4) millions de palmiers dattiers productifs à travers les wilayas productrices de dattes du pays, seront traités contre les parasites du Boufaroua et du Myelois, a-t-on appris auprès de la station régionale de Protection des Végétaux (INPV) de Ghardaia.

Initiée annuellement par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, cette opération préventive, au titre de la campagne 2021, touchera 4.133.555 palmiers dattiers productifs de onze (11) wilayas productrices (Adrar, Bechar, Biskra, El-Bayadh, El-Oued, Ghardaia, Illizi, Ouargla, Tamanrasset, Tindouf et Khenchela), a-t-on précisé.

L'opération, qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à protéger le palmier dattier vis-à-vis des parasites et ravageurs nuisibles afin d'améliorer la production et la qualité des dattes algériennes ainsi que de préserver le palmier, sera entreprise après "une étude-diagnostic" et des tournées de prospection de la situation phytosanitaire dans les palmeraies, a-t-on ajouté.

L'exécution des opérations d'évaluation de la situation phytosanitaire, de surveillance et de lutte contre ces ravageurs est confiée aux ingénieurs agronomes de l'INPV. Une action de sensibilisation préventive des phéniciens et propriétaires de palmiers aux enjeux liés à la production de dattes de qualité et la lutte contre le Boufaroua a été lancée auparavant par la station régionale de la protection des végétaux (SRPV) de Ghardaia.

Le patrimoine phénicien national, qui compte plus de 20 millions de palmiers dont près de 12 millions productifs, offre une multitude de variétés connues, notamment les espèces Deglet-Nour, Ghers, Bent-K'bala et Timjounhart, et permet de pérenniser l'écosystème et l'environnement des populations soumises aux aléas naturels et climatiques. Pour cela, les pouvoirs publics accordent une attention particulière à la filière phénicienne, source de revenus pour de nombreuses familles des wilayas du sud, en améliorant aussi bien la qualité et la productivité des dattes par des opérations de réhabilitation et de densification des palmeraies et la formation des agriculteurs.

Le Boufaroua et la Myelois sont des vers qui tissent autour d'un régime de dattes une toile semblable à celle de l'araignée, et rongent le fruit, étouffant le palmier et causant une baisse de sa productivité et de la qualité de son fruit, selon les ingénieurs agronomes de Ghardaia.

Pour faire face à titre préventif contre une éventuelle infestation de ces parasites destructeurs de la production phénicienne, la station régionale de l'INPV de Ghardaia va assurer l'encadrement et l'exécution des opérations de lutte au niveau des wilayas de Ghardaia, El-Meneaa, Ouargla et Touggourt.

Pas moins de 965.000 palmiers dattiers producteurs dans les wilayas d'Ouargla et Touggourt (635.000) et Ghardaia et El-Meneaa (330.000) seront traités par la station régionale de l'INPV et des entreprises spécialisées de jeunes des wilayas précitées. Les wilayas Ghardaia et El-Meneaa, qui comptent près de 1,3 million de palmiers dattiers dont 1.115.446 productifs, espèrent réaliser cette saison, selon les services agricoles de Ghardaia, une récolte estimée à près de 590.000 quintaux, qui reste tributaire des conditions climatiques favorables, du suivi phytosanitaire et du traitement préventif contre le Boufaroua et le Myelois.

tenu à relever le CNESE. Partant de ce constat et afin d'atteindre ses objectifs, le Conseil national économique et social envisage d'organiser un cycle de conférence orientée sur la formation et qui vise l'appropriation par son encadrement, des modèles et instruments méthodologiques de simulation et de modélisation et qui concourent à la mise en place d'une veille stratégique au profit des policymakers", le tout devant aider, a-t-il mentionné, à "la prise de décision pour l'érection d'une nouvelle économie durable".

OUARGLA ET TOUGGOURT 30 nouveaux transformateurs électriques mis en service (SADEG)

Trente (30) nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service à travers les wilayas d'Ouargla et Touggourt, a indiqué mardi un communiqué de la direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG-filiale de Sonelgaz).

L'exploitation de ces nouvelles installations s'inscrit dans le cadre d'un programme d'investissement (spécial été 2021) de développement visant à renforcer le réseau d'électricité en prévision de la saison estivale, a-t-on précisé.

Doté d'un financement global de 510 millions DA, ce programme a porté également sur la réalisation d'un réseau électrique de 68 km, dont



38 km de moyenne tension et 30 km de base tension, a ajouté le communiqué.

D'autres transformateurs électriques d'une capacité de 60/30 kilovolts (80 mégavolts-am-

père chacun), ont été déjà réalisés et mis en service au niveau des daïras de Taïbet et Mégarine (wilaya de Touggourt). L'opération entre dans le sillage des efforts de l'entreprise afin d'améliorer la qualité du service public dans les deux wilayas qui totalisent 185,411 clients approvisionnés par un réseau de 8.210 km et plus de 5.369 transformateurs électriques, selon la même source.

TIZI-OUZOU Plus de 2 milliards de DA de factures d'électricité et de gaz impayées

Le montant des factures d'électricité et de gaz impayées par les clients ménages à Tizi-Ouzou depuis le début de l'année en cours, est de l'ordre de 2,294 milliards de DA, a indiqué, lundi la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

La même source a observé, dans un communiqué, que le problème de non-paiement des factures d'électricité et du gaz, auquel faisait face l'entreprise, "a été aggravé, principalement, par l'impact direct de la crise sanitaire de la Covid-

19, qui a été, d'ailleurs, accompagnée par des mesures exceptionnelles relatives à la suspension de l'opération de coupures de l'énergie durant toute cette période de pandémie", a-t-on souligné.

Les difficultés financières nées de cette situation "affectent la trésorerie de la société et retardent la concrétisation des différents projets inscrits dans les plans de développement de ses activités, en matière de réseaux électriques et gaziers, ainsi qu'en matière de modernisation de diverses pres-

tations proposées à sa clientèle" est-il ajouté dans le même document. A ce titre, la direction de distribution de Tizi-Ouzou, a invité, les clients concernés à se rapprocher "le plutôt possible" de ses agences commerciales, afin de profiter des facilitations accordées par la société, dont l'élaboration d'échéanciers de paiement qui seront "négociés et arrêtés en fonction du nombre de factures, du montant des créances et de leur niveau de solvabilité", a-t-on signalé.

ADRAR Sit-in de solidarité contre l'agression "sauvage" des enseignantes à Bordj Badji Mokhtar

Des enseignants des trois cycles d'enseignement ont organisé, lundi, des sit-in de solidarité devant les directions de l'Éducation à travers le pays, en vue d'exprimer "leur consternation" et leur rejet de l'agression "sauvage" dont ont été victimes, la semaine passée, neuf enseignantes à Bordj Badji Mokhtar.

Cette journée nationale de protestation qui a consisté en l'organisation de sit-in de solidarité devant les directions de l'Éducation, intervient en réponse à l'appel du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Éducation (Cnapeste).

Les enseignants ayant pris part en force à ce sit-in de solidarité ont exprimé "leur rejet de l'agression barbare" dont ont été victimes, la semaine passée pendant la nuit, des enseignantes dans leur lieu de résidence

à Bordj Badji Mokhtar, ainsi que de l'agression d'enseignantes dans la wilaya de Biskra, estimant que ceci est un indice de la réalité "difficile" que vit l'enseignant dans les zones enclavées. A ce propos, le chargé de communication au sein de cette organisation syndicale, Messaoud Boudiba a appelé, dans une déclaration à l'APS, à la nécessité de "sécuriser les établissements de l'Éducation et les résidences des enseignants, notamment dans les régions éloignées, en vue de les protéger des menaces et des agressions".

Appelant également à prendre "des mesures coercitives à l'encontre des agresseurs", le même responsable a revendiqué "la promulgation d'une loi, en vue de protéger l'enseignant et criminaliser l'agression contre l'enseignant", ajoutant que "l'agression de femmes dans leur logement de fonction durant deux heures par une bande en-

cagulée qui portait des armes blanches, est "une atteinte à la femme".

Dans ce contexte, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait affirmé, dimanche à Alger, que toute atteinte ciblant la femme algérienne dans son intégrité, physique ou morale, est inacceptable", exprimant sa colère face "aux actes criminels isolés contre la femme dans certaines régions" du pays "et qui sont étrangers à l'authenticité et aux valeurs de la société algérienne".

"Nous ne tolérerons aucune forme d'atteinte ciblant l'intégrité physique ou morale de la femme, et partant nous avons instruit le renforcement du gardiennage au niveau des résidences isolées et de punir tout acte ou atteinte à l'intégrité ou la quiétude de leur résidentes", avait-t-il fait savoir. Et d'ajouter : "nous continuerons à garantir à la femme algérienne la place qui lui sied et

son droit à la vie publique et à la protection dans les espaces publics afin qu'elle puisse contribuer, avec courage et force, à l'édification de l'Algérie Nouvelle".

"Nous n'épargnerons aucun effort pour criminaliser toute forme de violence visant la femme ou son image, par n'importe quel moyen", avait encore assuré le Premier ministre. Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, avait affirmé mercredi dernier, que "la Justice suivra son cours" et tout individu impliqué dans l'agression infâme dont ont été victimes des enseignantes innocentes, aura la peine qu'il mérite". Jeudi dernier, neuf individus suspectés d'être impliqués dans l'agression contre des enseignantes du primaire dans la wilaya frontalière de Bordj Badji Mokhtar ont été arrêtés, avait indiqué le parquet général de la Cour d'Adrar.

CONSTANTINE Caravane de sensibilisation contre les feux de forêts et des récoltes agricoles

Une caravane de sensibilisation et de prévention visant à prévenir les incendies de forêts et de récoltes agricoles, au titre de la saison 2021, a entamé mardi son périple à travers la wilaya de Constantine à l'initiative de la direction locale de la Protection civile (DPC).

Initiée en étroite collaboration avec les directions des services agricoles (DSA), de l'environnement (DE) et de la Conservation des forêts, l'opération, dont le coup d'envoi a été donné depuis la commune d'El Khroub, vise essentiellement à "réduire le nombre de surfaces incendiées recensées durant la saison estivale précédente", a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la DPC, le capitaine Abderrahmane Lagraâ.

La participation des citoyens dans la prévention contre les risques d'incendies, en particulier durant les périodes caniculaires, est "impérative" pour diminuer les départs de feux touchant les récoltes agricoles, en particulier dans les zones d'ombre renfermant des cultures agricoles, a affirmé, dans ce contexte, le même responsable. Selon la même source, préserver le patrimoine forestier local à travers la sensibilisation de la population sur le comportement à entreprendre, avant, pendant et après le sinistre, de manière à s'impliquer plus efficacement et éviter d'éventuelles catastrophes tout au long de cette

saison, est l'autre objectif de la programmation de cette caravane, accueillie favorablement, dit-il, dès la première journée par les habitants des zones ciblées.

Le capitaine Lagraâ a insisté, en outre, sur la nécessaire collaboration entre les différents acteurs impliqués pour une meilleure gestion des interventions urgentes et la lutte contre les incendies de forêts, plus précisément dans les localités et les zones proches des massifs forestiers, dont ceux de Draâ Naga dépendant de la commune d'El Khroub (Sud de Constantine) et celle de Chettaba à Ain Smara (Sud-Ouest de Constantine). L'organisation d'ateliers de formation autour des méthodes de communication avec les agents d'intervention de la Protection civile pour lutter

contre la propagation des flammes en cas d'éventuelle catastrophe, à destination des fellahs et des habitants du monde rural, figure également au programme de cette caravane qui se poursuivra jusqu'au 29 juin prochain, a-t-on ajouté de même source. Pour rappel, d'autres instances publiques et acteur s concernés, à l'instar de la Caisse régionale de mutualité agricole, la Chambre de l'agriculture de la wilaya, la Concession de distribution de l'électricité et du gaz ainsi que les Assemblées populaires communales, ont pris part également à cette opération.

OUARGLA Un laboratoire pour tester les équipements photovoltaïques fin 2021

Un laboratoire pour tester les équipements photovoltaïques devrait être réalisé par Sonatrach fin 2021 à Bir R'baa Nord (Ouargla), a-t-on appris lundi à Oran de la chargée des projets d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables auprès du Groupe, Khadija Benzine. Premier du genre en Algérie, ce laboratoire à ciel ouvert "Lab-solar" est ainsi conçu pour tester les technologies et les équipements photovoltaïques mis sur le marché, a expliqué Mme Benzine en marge de l'ouverture du 11e Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021) qui se tient au Centre des conventions d'Oran (CCO) "Mohamed Benahmed" d'Oran. "Les équipements photovoltaïques sont jusque-là testés au niveau de laboratoires classiques", a-t-elle déclaré, expliquant que le laboratoire "Lab-solar" devrait permettre de tester de tels équipements dans des conditions extrêmes (températures élevées et vents de sable). "Il s'agit de tester la performance de ces équipements dans un environnement réel", a-t-elle encore souligné. Le P-dg de Sonatrach a donné, au cours de sa visite au stand s du Salon "ERA 2021" l'instruction de mettre ce laboratoire à la disposition des universitaires et chercheurs versés dans le domaine de la création de ce type d'équipements, de même qu'aux privés voulant tester des produits photovoltaïques.

MASCARA Commémoration du 138^e anniversaire du décès de l'Emir Abdelkader

La wilaya de Mascara a commémoré lundi le 138e anniversaire du décès de l'Emir Abdelkader avec la tenue de plusieurs activités mettant la lumière sur la personnalité du fondateur de l'Etat algérien moderne. Le programme établi à cette occasion par la direction de la culture et des arts a consisté en l'organisation d'une conférence à la maison de culture Emir Abdelkader, au centre-ville. Plusieurs professeurs et chercheurs qui y ont pris part ont abordé différents aspects de la personnalité de l'Emir Abdelkader et de sa lutte. Tahar Bekkedar, du département des Lettres arabes de l'université de Mascara, a présenté les "pages brillantes sur le parcours de

l'Emir Abdelkader", alors que Ouadene Boughoufala, de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, a animé une conférence sur "L'allégeance dans les récits oraux contemporains" sur l'événement. Pour sa part, le chercheur Salah-Eddine Benaoum, fonctionnaire à la direction des affaires religieuses et des waqfs de la wilaya de Mascara, a abordé les personnalités ayant accompagné l'Emir Abdelkader, alors que le chercheur Noureddine Sahla, de l'université de Mascara, a présenté une lecture sur le livre "Mascara, capitale de l'histoire et cœur de l'Afrique".

La rencontre, à laquelle ont pris part les autorités locales, a également été marquée par la

projection d'une vidéo sur le rapatriement de la dépouille de l'Emir Abdelkader de Damas (Syrie) et sa ré-inhumation au cimetière d'El Alia, à Alger en 1966. Une exposition a été mise sur pied à la maison de commandement de l'Emir Abdelkader, comprenant une aile sur les parutions ayant abordé le fondateur de l'Etat algérien moderne, ainsi qu'un espace consacré à l'exposition de toiles et de photos relatives au rapatriement de la dépouille de l'Emir Abdelkader. Enfin, une aile a été réservée à la présentation de maquettes de quelques monuments et constructions liés à la lutte de l'Emir Abdelkader.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE La CAPC veut contribuer à la stratégie nationale avec 41 propositions

Un document, comportant 41 propositions de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) pour contribuer à l'élaboration de la stratégie nationale de transition énergétique, à travers les volets financier, réglementaire, technique et humain, a été présenté lundi à Alger. Lors d'une conférence organisée à cette occasion au siège de la CAPC, le président de la commission "Energie" de cette organisation patronale, Ryadh Boudjemadi, a énuméré 6 axes essentiels autour desquels reposent les propositions contenues dans le document élaboré par la CAPC et envoyé, selon lui, au Premier ministre, au ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelable et au ministère de l'Energie et des Mines.

Le conférencier a cité, ainsi, l'amélioration du mix énergétique (solaire, éolien et autoconsommation), le développement de l'efficacité énergétique (économie d'énergie dans les habitations, le transport et l'industrie), la préparation du lancement du Smart Energy (réseau, mobilité et éclairage connectés), le soutien de l'innovation dans l'internet of Things (IoT) et le power to X (hydrogène vert et bleu) et enfin encourager des champions locaux (start-up) qui iront à la conquête de l'Afrique. S'agissant du financement, M. Boudjemadi a expliqué qu'il est nécessaire d'ouvrir les portes aux étrangers pour qu'ils puissent venir investir en Algérie à travers des investissements directs étrangers (IDE), tout en les encourageant à le faire en adaptant des textes réglementaires aux standards internationaux.

Cela en plus de proposer la création d'un fond d'investissement "vert" alimenté par les investisseurs privés et qui sera exploité pour le financement des projets ayant trait à la transition énergétique.

Cela en plus de la possibilité de financer une partie des projets grâce aux économies réalisées sur la consommation des énergies fossiles (gaz).

M. Boudjemadi a affirmé que toutes les conditions et les moyens existent en Algérie pour démarrer sa transition énergétique, ce qui pourrait se faire, selon lui, "dans les semaines à venir".

Il a mis l'accent, toutefois, sur l'importance de faire une transition énergétique "à l'algérienne" sans pour autant copier intégralement un quelconque modèle étranger, et pour cela, l'Algérie pourra compter sur les compétences locales qui existent au niveau des groupes publics Sonatrach et Sonelgaz, qui ont des indicateurs de performance les plaçant dans le Top 10 mondial, a souligné le cadre de CAPC.

M. Boudjemadi a précisé que l'énergie solaire (photovoltaïque), avec un taux d'ensoleillement des plus importants au monde, ne représente qu'un élément des atouts énergétiques durables de l'Algérie, se référant à une étude de la Banque mondiale (BM) publiée au mois de septembre 2020 qui révèle le potentiel énorme de l'Algérie en éolien, estimé à 7,7 giga watt-heure par l'instance financière mondiale.

Aller vite vers l'hydrogène

Il a insisté, de plus, sur l'opportunité d'aller "très vite" vers l'hydrogène au vu du potentiel de l'Algérie dans ce domaine, notamment en matière de savoir-faire, d'équipements (stations de liquéfaction) et de réseau de transport qui permettrait d'exporter facilement vers l'Europe à travers les gazoducs déjà existants, via la possibilité de transporter 25% d'hydrogène dans une canalisation de transport de gaz.

Le président de la commission Energie de la CAPC a appelé, en outre, à la réalisation d'un électrolyseur made in Algeria ce qui est, selon lui, dans les cordes des compétences locales.

Pour sa part, le président de Cluster Solar Energy, Mhamed Hammoudi, ayant participé à l'élaboration de ce document, a soutenu l'importance pour l'Algérie d'investir dans l'hydrogène en commençant par expliquer la différence entre l'hydrogène gris, bleu et vert.

Il a fait savoir, dans ce sens, que l'hydrogène gris est produit à partir du méthane (gaz) et qui nécessite une purification coûteuse, alors que l'hydrogène bleu est produit par électrolyse en utilisant des énergies fossiles, alors que l'hydrogène vert est généré exclusivement par des énergies vertes.

M. Hammoudi a lié la qualité de l'hydrogène produit à la stabilité de l'énergie utilisée dans le processus d'électrolyse, ce qui l'a amené à préconiser l'adoption d'un modèle de production d'hydrogène basé sur un mix entre l'énergie fossile (bleue) et renouvelable (verte) pour augmenter la production et réduire les coûts tout en étant en mesure d'exporter l'excédent.

De son côté, le président de CAPC, Sami Agli, a estimé que la transition énergétique en Algérie "n'est plus un choix" en soulignant l'importance de ne plus dépendre des énergies fossiles et d'aller vers les énergies renouvelables sous toutes leurs formes (solaire, éolien, hydrogène).

A noter que des représentants des ministères de l'Energie et des Mines, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de Sonelgaz ont assisté à cette conférence.

FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE L'Algérie appelée à conduire à la cristallisation du marché commun

Les participants au Forum africain de l'investissement et du Commerce ont appelé, lundi, l'Algérie à conduire les pays africains vers la cristallisation de leur marché commun, escompté dans le cadre de la Zone de libre échange commercial africain (ZELCAF), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Lors de ce Forum, organisé sous le thème "La production africaine" en présence de quelque 350 opérateurs économiques et plus de 49 pays africains, le Conseiller du Président de la République en charge des affaires économiques, Abdelaziz Khelaf, a indiqué que l'objectif suprême de l'Algérie, à la tête de la locomotive économique africaine, est de faire passer le Continent de la sphère des pays en développement à celle des pays avancés à travers l'encouragement de la coopération interafricaine.

De son côté, le Directeur général du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), Amine Boutalbi, a mis en avant le rôle d'avant-garde qui incombe à l'Algérie pour le développement durable dans le continent affirmant que l'Afrique verra, dans les dix prochaines années, une grande relance économique grâce à ses ressources et richesses.

A ce propos, le représentant de l'UA, Hussein Hassen, a estimé que l'investissement interafricain doit constituer le véritable moteur de l'économie africaine, appelant les 55 pays du continent à promouvoir



la coopération et à créer des partenariats fructueux dans les divers domaines commerciaux, industriels et agricoles, qui soient bénéfiques pour l'ensemble de l'Afrique.

Lors de ce Forum, organisé par le CAAID, des représentants des ambassades africaines ont appelé l'Algérie à conduire les pays africains vers la cristallisation du marché commun continental et à favoriser les opportunités d'investissement interafricain, y compris l'exportation des produits algériens dans tous le continent.

Dans ce sens, l'ambassadeur du Soudan à Alger, Elabeid Mohamed Elabeid a mis l'accent sur l'import-

ance d'intensifier la coopération entre les Etats africains pour réaliser un développement durable d'envergure en Afrique.

Pour l'ambassadeur de l'Etat du Sénégal à Alger, Serene Diyat, "il incombe à l'Algérie de conduire la locomotive du développement durable en Afrique, à travers la Zlecaf à même de favoriser la diversification de l'économie africaine et l'autosuffisance du continent".

Il a rappelé, dans ce contexte, la collaboration de l'Algérie avec le Sénégal dans le domaine énergétique, notamment dans le domaine des bases pétrolières et de la production énergétique et gazière, au regard de sa grande expérience en la

matière, ajoutant que cette coopération a englobé également les domaines industriel et agricole.

L'ambassadeur de l'Etat du Cameroun à Alger, Komidor Hamidou Njimoluh a indiqué, pour sa part, que son pays tend à asseoir une production locale qui lui épargne l'importation et à encourager l'exportation vers les différents pays africains dans le cadre de la Zlecaf.

Les Etats africains gagneraient à collaborer entre eux pour le développement de leur production locale à travers l'investissement interafricain afin d'ériger le marché africain en véritable marché, a-t-il souligné.

Saluant la création de la Zlecaf, l'ambassadeur d'Ethiopie, Nabyat Getachou, a relevé qu'elle est un investissement gagnant pour le continent africain, à court et long termes. Une exposition, organisée en marge du Forum, a regroupé plus de 80 exposants de produits locaux algériens des deux secteurs privé et public concernés par l'exportation vers l'Afrique.

Ce Forum de deux jours a vu l'organisation d'ateliers de formation et de rencontres B to B.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN ALGÉRIE De grands changements à moyen terme

Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de "grands changements à moyen terme" à la lumière des orientations des pouvoirs publics, a affirmé lundi à Oran le Président directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras.

"Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de grands changements à moyen terme à la lumière des nouvelles orientations prises par les autorités publiques pour activer ce programme à travers la réalisation de 5,600 mégawatts en début de l'année 2028", a indiqué M. Boulakhras à l'ouverture de la 1^{re} édition du Salon international des Energies renouvelables, des Energies propres et du Développement durable (ERA) au Centre des conventions d'Oran.

"Cette question nécessite de nouveaux mécanismes pour financer et élaborer les programmes, en collaboration avec des opérateurs du pays et de l'étranger par dif-

férentes formes (investissement classique), a-t-il toutefois précisé.

Le P-dg de Sonelgaz a indiqué que les énergies renouvelables s'insèrent à grande échelle dans le mix énergétique en donnant une place importante à l'énergie solaire qui constitue une priorité, faisant observer que le gaz naturel "a un avenir prometteur car disponible, et outre ses caractéristiques écologiques, il dispose de cette capacité d'avoir des partenariats fiables avec les énergies renouvelables".

Le gaz naturel, a-t-il considéré, est "un carburant idéal" qui permet la transition énergétique et son accompagnement progressif avec un mix énergétique effectif qui transforme tout ce processus en un nouveau modèle énergétique dans sa partie relative à la production, parallèlement à la poursuite des efforts dans sa partie relative au modèle de consommation.

"Le groupe Sonelgaz envisage de se positionner en tant qu'investisseur dans

le domaine des énergies renouvelables, au moins dans les premières tranches lancées par les autorités publiques, surtout que son expérience dans la création et la gestion de projets d'investissement mixte dans la production d'électricité l'habilitent à devenir un investisseur parrain dans le domaine des EnR (Energie nouvelle et Renouvelable) pas seulement en Algérie mais au niveau continental et international". Le P-dg de Sonelgaz a souligné, dans ce cadre, que son groupe planifie pour se positionner en tant qu'investisseur en matière de prise en charge et financement des infrastructures de base des énergies renouvelables, ajoutant qu'il ambitionne d'être leader pour la partie algérienne à l'échelle internationale sans exclure le secteur privé.

"Les secteurs public et privé doivent s'engager et investir dans le domaine pour aboutir aux résultats escomptés", a-t-il déclaré.

COMMERCE - TROC

Illizi: gel de l'exportation du sel dans le cadre du commerce de troc

L'exportation par les opérateurs économiques du sel de table et brut dans le cadre du commerce de troc avec le Mali et le Niger a été gelée sur décision de la direction du Commerce de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

Cette décision, qui ne mentionne pas les raisons du gel, intervient pour suspendre l'exportation de ce produit (sel brut et de table) qui avait été inclus dans la nomenclature des marchandises éligibles à l'exportation dans le cadre du

troc frontalier avec le Mali et le Niger, a précisé la direction du commerce dans un communiqué. Les mêmes services avaient auparavant établi des autorisations d'importation du cheptel (ovin, caprin et camelin) au profit des opérateurs économiques activant dans ce genre d'échanges commerciaux, après que cette activité ait été suspendue provisoirement sur décision de wilaya par mesure préventive contre la transmission des zoonoses. Selon le document de la direction du commerce de la wilaya,

la décision d'interdiction de l'importation des fruits tropicaux (mangue, ananas, noix de coco, banane, avocat et kiwi) demeure en vigueur afin d'éviter la propagation de maladies et pour la protection de la richesse végétale. Pas moins de onze (11) opérateurs économiques activent dans le cadre du commerce de troc leur ouvrant droit à l'exportation de 14 produits algériens, dont les dattes, les couvertures, les articles d'artisanat, le savon en poudre, les olives, le miel, les ustensiles en plastique et les

produits détergents. La liste des marchandises éligibles à l'importation dans le cadre de ce type d'échanges commerciaux comprend 36 produits, dont le henné, le thé vert, les épices, le miel, les aliments de bétail, le tissu et les effets vestimentaires locaux (targuis). Le commerce de troc, opéré avec le Mali et le Niger, concerne les wilayas d'Adrar, Illizi, Tamanrasset et Tindouf, en vertu d'un arrêté interministériel (Commerce et Finances) publié au Journal officiel N 44.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 68 dollars

Les prix du pétrole marquaient le pas mardi après la hausse la veille, les investisseurs restant attentifs aux négociations sur le nucléaire iranien susceptible d'augmenter l'offre mondiale de brut à terme.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,13 dollars à Londres, en baisse de 0,48% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour le même mois abandonnait 0,68% à 65,60 dollars. Lundi, les deux contrats de référence avaient gagné plus de 3%.

Cette hausse s'est poursuivie dans la nuit de lundi à mardi en séance asiatique - le Brent et le WTI atteignant respectivement 68,90 dollars et 66,34 dollars.

Si les prix s'effritaient mardi sur des prises de bénéfices, la dynamique du marché restait haussière.

"La croissance de la demande mondiale de



pétrole continue de maintenir les prix à un niveau plancher" aux alentours de 65 dollars le baril, a indiqué Tamas Varga, analyste.

En outre, les investisseurs "ne s'attendent plus à

ce que l'accord nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran soit rétabli dans un avenir proche, ni donc à ce que les exportations de pétrole iranien reprennent rapidement", a expliqué

l'analyste, Eugen Weinberg. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a pourtant annoncé lundi avoir prolongé son accord technique avec l'Iran sur la surveillance du programme nucléaire, extension qui offre un sursis aux grandes puissances négociant actuellement à Vienne.

Mais les propos tenus la veille sur la chaîne de télévision CNN par le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken, estimant que les Etats-Unis n'avaient par encore vu de signes concrets d'une volonté de Téhéran de "faire le nécessaire" pour se conformer à l'accord et permettre ainsi la levée de certaines sanctions américaines, pèsent sur le marché.

BOURSE DE NEWYORK
Wall Street entame la semaine sur un ton optimiste

La Bourse de New York a nettement progressé lundi, résolument optimiste quant au rythme de la reprise économique américaine avant une série d'indicateurs attendus plus tard dans la semaine.

Le Dow Jones Industrial Average est monté de 0,54% à 34.394,98 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a pris 1,41% à 13.661,17 points et l'indice S&P 500 a gagné 0,99% à 4.197,05 points. Après une semaine en demi-teinte, au cours de laquelle le Dow Jones et le S&P 500 s'étaient affaiblis, Wall Street a redémarré sur les chapeaux de roue. "C'est un marché haussier. Nous sommes encore au début d'un nouveau cycle économique et les chiffres sont exceptionnels", souligne Maris Ogg de Tower Bridge Advisors, se référant notamment aux bons résultats des entreprises cotées.

Les 482 groupes du S&P 500 ayant déjà fait part de leur bilan trimestriel ont vu leur chiffre d'affaires grimper de 51,5% en moyenne, selon les données du cabinet Factset, signe que l'activité a nettement redémarré par rapport au début d'année dernière, quand la pandémie avait paralysé l'économie américaine.

Le marché a diverses raisons d'avoir confiance à court terme, estime Mme Ogg: la hausse du nombre d'Américains vaccinés et la réouverture des commerces impliquent une reprise de la consommation, la Chine et l'Europe sont également sur une trajectoire ascendante et les banques centrales continuent d'être au chevet de l'économie. Certains observateurs craignent qu'un tel environnement ne conduise à une inflation hors de contrôle qui pourrait, à terme, peser sur l'économie et les marchés boursiers. "La Bourse est friande d'une inflation entre 3% et 4%", juge cependant Mme Ogg. "Cela donne aux entreprises le pouvoir de fixer le prix, ce qui n'a plus été le cas depuis 10 ans.

"Le marché guettera plusieurs indicateurs cette semaine pour jauger le rythme de la reprise, notamment les chiffres de ventes de maisons neuves aux Etats-Unis en avril et l'indice du Commerce Board sur la confiance des consommateurs américains en mai, tous deux diffusés mardi. La deuxième estimation du PIB américain, les chiffres sur les commandes de biens durables et les promesses de ventes de logements aux Etats-Unis en avril seront publiées jeudi.

Vendredi, les revenus et dépenses des ménages en avril et l'estimation finale de la confiance des consommateurs en mai seront suivis de près.

Parmi les valeurs du jour, Virgin Galactic a bondi de 27,6% après la réussite pendant le week-end d'un vol spatial habité, prélude au tourisme dans l'espace.

Le producteur de gaz naturel Cimarex a chuté de 7,09% après l'annonce de sa fusion avec le groupe pétrolier Cabot (-6,79%) en un groupe valant 17 milliards de dollars, une nouvelle opération de consolidation dans un secteur bousculé depuis le début de la pandémie. Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine reculait à 1,60%.

Le pétrole en hausse surveille les négociations sur le nucléaire iranien

Les prix du pétrole se sont nettement repris lundi après avoir perdu aux alentours de 3% la semaine précédente, les investisseurs restant attentifs aux pauses et aux avancées des négociations sur le nucléaire iranien.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé à Londres à 68,46 dollars, en hausse de 2,02 dollars ou 3,04% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril de WTI pour le même mois a gagné 2,47 dollars ou 3,88% à 66,05 dollars.

"Le marché réalise que même s'il y a des progrès" dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran sur l'accord international sur le nucléaire iranien, "les discussions ne vont pas être faciles et il y a un risque qu'on ne parvienne pas à un accord", a indiqué Andrew Lebow de Commodities Research Group.

Dans le même temps, les investis-

seurs pensent que "même si l'accord a lieu, il est peu probable qu'on assiste à une grande augmentation de la production de brut dès le 4e trimestre", a ajouté l'analyste.

Les Etats-Unis ont indiqué dimanche n'avoir pas encore vu de signes concrets d'une volonté de Téhéran de "faire le nécessaire" pour se conformer à l'accord international sur le nucléaire iranien et permettre ainsi la levée de certaines sanctions américaines.

L'AIEA a prolongé lundi d'un mois la "solution temporaire" trouvée avec l'Iran pour surveiller son programme nucléaire, une extension qui offre un sursis aux grandes puissances négociant à Vienne pour sauver l'accord international de 2015.

"La question à laquelle nous n'avons pas encore de réponse est de savoir si l'Iran, en fin de compte, est prêt à faire le nécessaire pour se conformer de

nouvel à l'accord", a affirmé le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken.

L'industrie pétrolière iranienne est soumise à embargo par les Etats-Unis mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'allègement de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché, qui peine déjà à écouler ses stocks, d'un volume important d'or noir.

Facteur positif pour la demande et donc pour les cours, "beaucoup de données concernant le trafic commencent à s'afficher à un meilleur niveau que ce qu'on attendait", a encore indiqué l'analyste de Commodity Research Group évoquant le nombre de vols programmés, la réouverture prévue des croisières, et des données positives de trafic que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis.

Un léger repli du dollar a aussi favorisé les cours de l'or noir.

G20 - COMMERCE
Hausse du commerce de marchandises du G20 au 1^{er} trimestre 2021 (OCDE)

Le commerce international de marchandises du G20 a atteint des niveaux records au premier trimestre 2021, poursuivant la reprise amorcée au troisième trimestre 2020, selon les données publiées mardi par l'organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Par rapport au trimestre précédent, les exportations et les importations ont augmenté de 8,0% et 8,1%, respectivement, a souligné l'organisation.

A l'exception du Royaume-Uni, toutes les économies du G20 ont enregistré une croissance positive au premier trimestre 2021, la dépréciation du dollar américain et les hausses connexes des prix des produits de base ayant joué un rôle dans la reprise par rapport aux niveaux les plus bas de la Covid-19. Les prix des produits agricoles, notamment les céréales et les huiles végétales, ont augmenté de plus de 10% au premier trimestre 2021, tandis que les prix des métaux sont proches des niveaux observés pour la dernière fois en 2011.

L'Argentine avec des exportations de plus 33,3%, l'Australie (+17,5%), le Brésil (+14,7%) et l'Afrique du Sud (+17,3%), qui figurent parmi les princi-



aux exportateurs de ces produits au sein du G20, ont bénéficié de la hausse des prix des matières premières.

En outre, l'augmentation de près de 35% des prix du pétrole brut au premier trimestre 2021 s'est traduite par une hausse des valeurs d'exportation du Canada (+10,8%), de la Russie (+13,1%) et de l'Indonésie (+12,4%).

Comme les produits énergétiques constituent une importation majeure pour la plupart des économies du G20, les hausses de prix ont également entraîné une augmentation de la valeur des importations au cours de la même période, selon les données de l'OCDE.

ETATS-UNIS
Cabot et Cimarex fusionnent en un groupe de pétrole et gaz à 17 milliards dollars

Les producteurs américains de pétrole et de gaz naturel Cabot Oil & Gas et Cimarex Energy ont annoncé lundi leur fusion en un groupe valant 17 milliards de dollars, une nouvelle opération de consolidation dans un secteur bousculé depuis le début de la pandémie.

La transaction, qui doit être finalisée d'ici à la fin de l'année, combine les actifs principalement pétroliers de Cimarex au Texas, au Nouveau Mexique et dans l'Oklahoma, avec ceux de Cabot, un producteur de gaz naturel, dans le nord-est des Etats-Unis.

Selon les termes de l'accord, les actionnaires de Cabot posséderont 49,5% de la nouvelle société, qui sera basée à Houston au Texas, et ceux de Cimarex 50,5%.

Les groupes d'exploration et production de pétrole et gaz naturel ont été fragilisés par la chute des prix de l'énergie au début de la pandémie, quand les mesures de restrictions ont soudainement figé l'économie mondiale. Les cours se sont repris depuis mais de nombreuses entreprises du secteur, qui avaient beaucoup emprunté pour croître ces dernières années, restent chancelantes.

Certaines ont déposé le bilan, selon un décompte du cabinet juridique Haynes and Boone, 107 sociétés spécialisées dans l'exploration et la production de l'or noir ou dans les services au secteur pétrolier et gazier ont



déposé le bilan dans le pays en 2020, contre 63 sur l'ensemble de l'année 2019. D'autres ont choisi de se rapprocher, Chevron rachetant par exemple en juillet pour 5 milliards de dollars le producteur de pétrole et de gaz naturel Noble tandis que ConocoPhillips a annoncé en octobre son intention de racheter son concurrent Concho Resources pour 9,7 milliards de dollars. L'opération annoncée lundi était fraîchement accueillie à la Bourse de New York, où le titre de Cabot perdait à la mi-séance environ 6% et celui de Cimarex près de 7%.

ALGÉRIE - PNUD CapDel : pour une participation renforcée du citoyen dans la gestion des affaires locales

Les projets lancés dans le cadre du programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (CapDel) contribuent à la promotion de la démocratie participative en renforçant l'implication du citoyen dans la gestion des affaires locales, a indiqué lundi le directeur national du programme, Mohamed Dahmani.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge d'une rencontre d'évaluation participative des projets associatifs des communes pilotes du CapDel qui se tient du 24 au 26 mai à Alger, M. Dahmani a indiqué que l'objectif du programme CapDel est de "promouvoir la participation des citoyens dans la gestion des affaires locales, en l'occurrence communale, donc de renforcer la démocratie participative".

Revenant sur les 40 projets financés à plus de 1,4 millions d'euro par l'Union Européenne, le PNUD et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et lancés dans 8 communes pilotes, à savoir Babar (Khenchela), Djanet, Djemila (Sétif), El-Khroub (Constantine), Ghazaouet (Tlemcen, Messaad (Djelfa), Ouled Ben Abdelkader (Chlef) et Timimoun, M. Dahmani a fait savoir qu'ils ont porté sur le renforcement du rôle de la société civile dans le processus de la gouvernance concertée et son rôle dans le développement économique local (DEL).

Pas moins de 16 projets financés concernent le secteur de l'artisanat et les métiers et le patrimoine culturel, 3 projets intéressent l'agriculture, 3 le secteur de l'environnement, 9 projets l'amélioration de la vie des citoyens et 9 autres concernent le renforcement des capacités de la société civile, a affirmé le directeur national du programme CapDel.

Il a, à cette occasion, annoncé qu'un projet pilote de mise en œuvre du premier plan local de prévention contre des risques majeurs sera élaboré au niveau de la commune d'Ouled Ben Abdelkader, à Chlef, dans le cadre du programme CapDel.

Le même responsable a estimé qu'il ne peut pas avoir de développement durable "sans une bonne prévention des risques majeurs" et de "bonnes prestations" du service public et la gestion des risques.

Les associations, ajoute M. Dahmani, auront un rôle à jouer à travers la mise en œuvre des plans de prévention multirisques qui seront élaborés, en sus de "doter les communes d'un réseau informatique avec la création de sites internet et de plates-formes virtuelles de participation citoyenne".

De son côté, Imane Hayef, conseillère technique principale du Programme CapDel, a estimé que les associations "peuvent être catalyseurs de développement économique parce qu'elles ont cette capacité de jouer un rôle d'animateur au niveau de ces alliances des acteurs de territoire".

Dans le cadre du CapDel, ajoute Mme Hayef, le PNUD apporte un appui technique dans les grandes thématiques, notamment celle du développement économiques et du développement local dans les perspectives de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Parmi les porteurs des projets CapDel, l'association "Al Amel" pour les enfants autistes de la wilaya de Timimoun a lancé un projet "les couleurs de l'espoir" qui consiste à ouvrir un atelier pour les enfants souffrant d'autisme pour assurer une prise en charge orthophonique, pédagogique et psychologique", souligne Lazgham Mimouna, présidente de l'association et mère d'un enfant autiste.

Mme. Lazgham affirme que des sessions au profit des parents d'enfants autistes dans la wilaya de Timimoun ont été organisées dans le cadre de ce projet, en vue de les aider à mieux prendre en charge leurs enfants.

Pour sa part, l'association "authenticité et créativité" de Babar à Khenchela gère le projet de développement et de modernisation du Tapis local de sorte à ce qu'il soit un "produit répondant aux normes du marché international", selon Drahem Sofiane, membre de l'association, qui s'est félicité d'avoir déjà atteint la phase de production et formé plusieurs femmes et des techniciens pour concevoir les maquettes.

FEUX DE FORÊTS Le ministère de l'Agriculture prépare sa campagne de lutte en renforçant ses dispositifs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a présidé lundi à Alger les travaux de la réunion annuelle de la commission nationale de protection des forêts (CNPF) organisée dans le cadre de la préparation de la campagne 2021 de prévention et de lutte contre les feux de forêts.

Cette rencontre a regroupé des cadres du ministère et de la Direction générale des forêts pour se concerter sur les mesures et les dispositions nécessaires afin de prévenir et de lutter d'une façon coordonnée et concertée contre ce fléau, a-t-on appris auprès du ministère.

Ainsi, pour la campagne 2021, il est prévu d'accroître les moyens de lutte par d'importants renforts en moyens humains et matériels de la protection civile notamment les colonnes mobiles, a-t-on expliqué.

Selon les précisions du ministère, le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts mis en place à travers les conservations des forêts des 40 wilayas est composé de 404 postes de vigie chargés de la surveillance et l'alerte avec un effectif à mobiliser de 940 éléments de 478 brigades mobiles avec un



effectif de 2.675 éléments chargés de la première intervention.

En outre, 2.892 points d'eau situés en forêts ou à proximité ont été recensés et serviront à approvisionner en eau des moyens d'interventions des CCFFL (camions nouveaux

camions citerne feux de forêts légers). Pour renforcer ses moyens de lutte, la DGF prévoit pour cette campagne l'acquisition de 80 nouveaux CCFFL supplémentaires, en portant leur nombre à 244 unités.

La DGF compte par ailleurs déployer 30 colonnes mobiles d'interventions couvrant la totalité de la

région du nord du pays de manière à appuyer les wilayas les plus affectées par les incendies de forêts.

Durant la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de l'année 2020, la superficie totale parcourue par le feu est de 43 918 ha, engendrés par 3.493 foyers d'incendies, dont 38% de forêts (représentant 16.

570 ha), 32% maquis (13.880 ha) et 30% de broussailles (13.467 ha).

Cela représente une moyenne de 23 foyers/jour et une superficie de 12,57 ha/foyer.

Parmi les wilayas les plus touchées par les incendies de forêts, figurent Tizi Ouzou avec une moyenne de 12 incendies par jour et 375 foyers, Jijel avec une moyenne de 12 incendies et 356 foyers/jour, Tipaza avec 11 incendies et 350 foyers ainsi que Bejaia avec 6 incendies et 188 foyers.

LE CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN Un acteur incontournable dans l'humanitaire (journée d'étude)

L'apport et la contribution du Croissant rouge algérien (CRA) dans la consolidation des activités humanitaires, en interne et à l'international, depuis sa création, ont été évoqués mardi à Alger dans le cadre d'une journée d'étude.

Organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), la rencontre a permis de mettre en relief les efforts déployés en matière humanitaire durant la Guerre de libération nationale et après le recouvrement de la souveraineté nationale, par l'Algérie, à travers le CRA.

Les conditions de la création du CRA le 8 janvier 1957, son rôle actif auprès des réfugiés algériens à l'extérieur du territoire national et dans l'échange des prisonniers durant la période coloniale, ont été rappelés lors de la rencontre.

La présidente du CRA, Saïda Benhabylès, a présenté le cadre juridique et le statut légal du CRA, les conditions de sa création et, notamment, son rôle et sa mission en matière humanitaire tant sur le plan national qu'international.

Affirmant que "le CRA n'est pas né d'une idée conjoncturelle, puisqu'il a été officiellement reconnu en vertu d'un décret présidentiel publié dans le Journal Officiel du 14 septembre 1962, soit à peine deux mois après l'indépendance de

l'Algérie". Mme Benhabylès a rappelé que ce décret présidentiel, précisait que "le Croissant rouge algérien, constitué en association légale possédant la personnalité juridique sur la base des Conventions de Genève et des principes formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge, est officiellement reconnu comme société de secours volontaire autonome auxiliaire des pouvoirs publics".

Elle a ajouté, toujours selon le décret, que "le CRA est reconnu comme auxiliaire autonome des services de santé militaire conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1949" et considéré comme "la seule société nationale du Croissant-Rouge pouvant exercer son activité sur l'ensemble du territoire algérien", citant dans le détail les décrets exécutifs et les textes d'application ayant suivi le décret présidentiel.

L'oratrice a souligné que "le Croissant rouge algérien œuvre avec force depuis sa création pour vulgariser la culture de la solidarité, de la fraternité et de la tolérance, par conviction que ces valeurs universelles forment le béton armé du respect et de la défense de la dignité humaine et de la cohésion sociale".

Elle a ajouté, dans le même contexte, que du fait que le CRA fait partie du mou-

vement humanitaire international, il demeure "attaché" et "fidèle" aux principes fondamentaux de ce mouvement, notamment celui de la protection et la défense de la dignité humaine, qui représente "la pierre angulaire de la création du CRA".

"Notre raison d'exister c'est de défendre et de protéger la dignité humaine. Nous devons veiller à ce que le non-alignement et la neutralité ne soient pas synonymes de complaisance".

Se taire lorsqu'il y a atteinte à la dignité humaine, sous prétexte qu'on est neutre, cela signifie qu'on est complice", a tenu à signaler Mme Benhabylès.

Affirmant que "la pire atteinte à la dignité humaine, c'est l'occupation, le colonialisme et la privation des peuples de leur droit à l'autodétermination", la présidente du CRA a souligné que "notre silence, en tant qu'organisations humanitaires, face à ces drames humanitaires, est considéré comme complicité".

"Il est temps que ce mouvement mondial humanitaire constitue une force de pression sur les grands décideurs de ce monde, c'est-à-dire les Nations-Unies et leur Conseil de sécurité, pour qu'ils réfléchissent sur les conséquences dramatiques de leur politique sur la situation humanitaire", a-t-elle indiqué.

INTOXICATION ALIMENTAIRE À MILA Le propriétaire de la pâtisserie sous mandat de dépôt

Le procureur de la République près le tribunal de Mila a ordonné la mise sous mandat de dépôt du propriétaire de la pâtisserie et confisqué à l'origine de l'intoxication alimentaire collective enregistrée durant la première semaine du mois de mai en cours, a-t-on appris lundi auprès des services de la sûreté de wilaya. Le propriétaire de la

pâtisserie a fait l'objet d'une comparution directe après l'achèvement de toutes les mesures judiciaires nécessaires et à la lumière des résultats de l'analyse des échantillons prélevés dans la pâtisserie, effectués au niveau du laboratoire régional de la police scientifique de Constantine, lesquels se sont avérés "positifs", a-t-on

précisé. Le propriétaire de la pâtisserie a été mis sous mandat de dépôt pour "fraude sur des produits alimentaires", "atteinte à la santé d'autrui", "vente de produits alimentaires avariés" et "manque d'hygiène", a ajouté la même source, soulignant que le verdict dans cette affaire sera prononcé dans le courant de la semaine pro-

chaine. Pour rappel, l'intoxication alimentaire collective qui a touché plus de 300 personnes, tout âge confondus et issus de plusieurs communes de la wilaya de Mila, s'est produite suite à la consommation de gâteaux et des confiseries achetés dans cette pâtisserie située au centre-ville.

YÉMEN

Près de 50.000 personnes dans des conditions proches de la famine (PAM)

Près de 50.000 personnes au Yémen vivent déjà dans des conditions proches de la famine et cinq millions sont en danger immédiat, a alerté lundi, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM).

Dans ce pays du Moyen-Orient, un enfant meurt toutes les 10 minutes de maladies évitables telles que la diarrhée, la malnutrition et les infections des voies respiratoires.

"La fragilité persistante du Yémen, aggravée par les facteurs persistants d'insécurité alimentaire, rend le pays extrêmement vulnérable à une aggravation de la faim et de la famine", a déclaré le directeur du PAM au Yémen, Laurent Bukera.

L'escalade du conflit, le déclin économique, la hausse des prix mondiaux des produits de base et la Covid-19 "ont tous contribué à une augmentation alarmante de la faim aiguë au cours de l'année dernière", a-t-il expliqué. La



faim a augmenté au Yémen à mesure que le conflit s'est intensifié, déplaçant des familles pour la troisième, voire la quatrième fois, alors

que le conflit entre dans sa septième année.

La hausse des prix des denrées alimentaires - jusqu'à 200% au-dessus des niveaux

d'avant le conflit - a rendu la nourriture inabordable pour des millions de personnes, outre une deuxième vague mortelle de Covid-19.

Pour répondre à ces besoins aigus, le PAM a repris les distributions mensuelles de nourriture à 350.000 personnes dans 11 districts confrontés à des conditions de famine en février.

En avril dernier et mai courant, après la confirmation de nouveaux fonds, l'agence onusienne, qui a besoin d'au moins 1,9 milliard de dollars en 2021, a commencé à accroître son aide à près de six millions de personnes dans les neuf gouvernorats présentant les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire d'urgence.

ERUPTION DU NYIRAGONGO (RD CONGO)
Le bilan s'alourdit à 32 morts

Au moins 32 personnes ont trouvé la mort suite à l'éruption du Nyiragongo survenue dans la nuit de samedi à dimanche dans la région de Goma, dans la province du Nord-Kivu, située dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), selon le gouvernement congolais.

Parmi ces 32 morts, la protection civile a signalé neuf personnes calcinées alors que cinq autres ont été asphyxiées en voulant traverser la lave qui avait coupé la route.

Quatorze d'entre elles ont péri dans

l'accident d'un camion qui transportait les sinistrés.

Quatre des victimes étaient des prisonniers incarcérés dans une prison de Goma qui avaient tenté de s'évader.

Le bilan risque de s'alourdir car les recherches se poursuivent et l'éruption n'est pas totalement terminée, a indiqué Joseph Makundi, responsable de la protection sur place.

La délégation gouvernementale est arrivée lundi à Goma pour évaluer la situation en vue d'une riposte humanitaire, sanitaire et sécuritaire adaptée.

Pour le ministre de la Santé, Jean-Jacques Mbugani, qui la dirige, la priorité demeure la surveillance du volcan, l'évaluation de la situation humanitaire et le maintien de l'ordre dans la région sinistrée.

Depuis l'arrêt de la lave aux portes de Goma, les mouvements sismiques sont encore perceptibles, causant des fissures pendant la journée.

Les autorités provinciales ont invité la population dans la zone rouge à ne pas regagner leur domicile et à respecter les directives du plan d'évacuation.

INDE

Près de deux millions de personnes évacuées en prévision du cyclone Yaas

Près de deux millions de personnes vivant le long de la côte orientale de l'Inde ont été évacuées en prévision du cyclone Yaas qui se renforce dans le Golfe du Bengale, ont annoncé mardi les autorités, une semaine après

Tauktae qui a saccagé l'ouest du pays. Le cyclone Yaas, en formation depuis le passage du cyclone Tauktae lundi, devrait toucher terre dans les Etats du Bengale occidental et d'Odisha à la mi-journée mercredi, selon le département météorologique indien, cité par des médias.

Yaas, accompagné de vents violents allant jusqu'à 165 km/h et de fortes pluies,

devrait perturber les efforts de lutte contre la Covid-19 qui ravage les communautés urbaines et rurales.

L'épidémie de nouveau coronavirus a coûté la vie à plus de 300.000 personnes au total.

"Ce cyclone est un coup terrible pour de nombreuses personnes dans les districts côtiers dont les familles sont affectées par des contaminations et des décès dus au Covid-19", a déclaré le ministre du développement de la région des Sundarbans au Bengale occidental, Bankim Chandra Hazra.

"Près d'un demi-million de personnes sont évacuées de leurs maisons dans la

région côtière, c'est une gageure de leur fournir un abri (tout en) maintenant une distanciation physique" contre la Covid-19, a-t-il ajouté. Certains centres de vaccination dans les districts côtiers du Bengale occidental et à Calcutta, sa capitale, suspendront leurs opérations, ont indiqué des responsables.

Selon la Première ministre de l'Etat, Mamata Banerjee, les autorités s'efforçaient de d'approvisionner les hôpitaux en stocks suffisants d'oxygène et de médicaments pour faire face aux besoins durant le passage de la tempête.

Dans l'Etat d'Odisha, 1,4

million de personnes ont été éloignées des districts côtiers, tandis que des milliers de personnels des services de secours et de gestion des catastrophes ont été déployés, rapportait la presse locale. Selon le commissaire spécial chargé des secours d'Odisha, Pradeep Jena, des dispositions ont été prises pour maintenir la distanciation physique au sein des refuges, dotés en outre de masques et de désinfectants.

Lundi, le cyclone Tauktae, première tempête tropicale majeure de la saison, avait touché terre dans l'Etat du Gujarat, faisant au moins 155 morts dans l'ouest du pays.

ESPAGNE

Un homme retrouvé mort dans une statue de dinosaure

Un homme d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort dans une statue de dinosaure dans une ville proche de Barcelone, dans le nord-est de l'Espagne, rapportent mardi, des médias, citant la police locale.

Les enquêteurs tentent de comprendre comment et pourquoi cette personne s'est retrouvée à l'intérieur de cette statue de stégosaure dans la ville de Santa Coloma de Gramanet, a indiqué une porte-parole de la police de la région de Catalogne, citée par des

médias. "Tout indique qu'il s'agit d'une mort accidentelle", a déclaré la porte-parole, précisant que la police n'avait trouvé "aucun indice" évoquant une cause "criminelle".

Les autorités ont été averti samedi. "Nous nous sommes rendus sur place et avons vu qu'une personne décédée se trouvait à l'intérieur du dinosaure", a encore, a-t-elle poursuivi.

Selon la presse locale, un père et son fils, qui jouaient dans la zone, ont

découvert le corps à l'intérieur de cette statue de dinosaure, installée à cet endroit par un cinéma du quartier, et ont appelé la police.

Les pompiers ont dû couper l'une des jambes de la sculpture pour retirer le corps.

Des sources policières citées par la presse locale pensent que cet homme aurait pu entrer dans le dinosaure pour y dormir ou aurait essayé de récupérer un objet, comme un téléphone mobile, tombé à l'intérieur.

CHINE

Sept morts à la suite d'une fuite de gaz dans une usine alimentaire

Sept personnes sont mortes par suffocation à la suite d'une fuite de gaz toxique dans une usine de transformation des aliments dans la province chinoise du Sichuan (sud-ouest), lundi.

L'accident s'est produit vers 15h00 lorsqu'une usine de pousses de bambou du district de Changning de la ville de Yibin effectuait des travaux d'entretien, a annoncé mardi le département de la communication du district. Les sept victimes sont d'abord tombées dans le coma, puis sont décédées après que les traitements médicaux n'ont pas réussi à les ranimer, ont déclaré des responsables, ajoutant qu'une autre victime de l'accident était dans un état stable.

Les autorités mènent une enquête sur la cause de l'accident.

Chine : cinq morts dans le naufrage d'un bateau de pêche dans le nord-est

Cinq personnes ont été tuées et quatre autres portées disparues après le naufrage d'un bateau de pêche samedi, dans une rivière de la province chinoise du Heilongjiang (nord-est), ont annoncé mardi les autorités locales.

Des vents violents et des hautes vagues ont ainsi fait sombrer le bateau samedi, dans la section de la rivière Nenjiang du district de Fuyu, de la ville de Qiqihar, avec onze personnes à son bord.

Le bateau naufragé a été repêché et un membre d'équipage disparu a été retrouvé sans signe de vie, ce qui porte le bilan à cinq morts, selon la commission provinciale chargée de la sécurité du travail du Heilongjiang, citée par l'agence Chine Nouvelle.

Deux personnes ont été sauvées et se trouvent dans un état stable, selon la même source. La recherche des quatre personnes disparues se poursuivait.

NOUVELLE ZÉLANDE

Suspension de la "bulle" aérienne avec l'Etat australien de Victoria

La Nouvelle-Zélande va suspendre mardi les vols sans quarantaine depuis l'Etat de Victoria en Australie à la suite de l'apparition d'un foyer épidémique, ce qui porte à quatre le nombre d'interruptions de cette "bulle aérienne" depuis son lancement en avril.

Les autorités néo-zélandaises ont reconnu faire preuve de prudence après le recensement à Melbourne de neuf cas locaux de Covid-19, tous en lien avec un hôtel où des voyageurs arrivant de l'étranger sont placés en quarantaine.

Le ministre néo-zélandais en charge de la lutte contre le Covid-19, Chris Hipkins, a précisé que cette suspension entrerait en vigueur mardi à 20h00 (08h00 GMT) pour au moins 72 heures.

"Le gouvernement comprend que cette suspension va perturber les passagers", a-t-il souligné. Cette "bulle" aérienne a été lancée le 18 avril, près de 400 jours après la fermeture par ces deux pays de leurs frontières internationales en raison de la pandémie. Les vols entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie-Occidentale ainsi que la Nouvelle-Galles du Sud ont déjà été suspendus quelques jours. Jus qu'à présent, tous les foyers épidémiques apparus en Australie ont un lien avec les hôtels où les voyageurs internationaux sont placés en quarantaine.

VACCIN ANTI-COVID-19 Un nouveau quota de 30.000 doses pour Oran (DSP)

Un quota de 30.000 doses du vaccin anti-covid19 sera réceptionné "dans les prochaines heures", par la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran, a-t-on appris, mardi, de cette instance.

"Il s'agit du cinquième quota réceptionné par la wilaya d'Oran et le plus important, ce qui nous permettra de vacciner presque l'ensemble des personnes inscrites sur la plateforme numérique de vaccination", a précisé à l'APS le chargé de communication, Dr Youcef Boukhari.

"Avec ce nouveau quota, administré en deux doses avec un intervalle de 15 jours, nous pourrions vacciner 15.000 personnes, sachant que le nombre d'inscrits sur cette plateforme s'élève à presque 16.000 personnes", a-t-il fait savoir.

Le même responsable a ajouté qu'"une fois ce quota épuisé, et avec la réception d'un prochain quota, nous pourrions faire baisser l'âge des personnes à vacciner, qui est actuellement fixé à 50 ans mais souffrant d'une maladie chronique".

Jusqu'à présent, quelque 15.000 personnes ont été vaccinées dans la wilaya d'Oran depuis le début de la campagne de vaccination.

Quatre quotas de vaccins ont déjà été épuisés, a rappelé la même source.

Le même responsable a noté que la campagne de vaccination, lancée officiellement le 2 février dernier, se poursuit "dans de bonnes conditions", relevant qu'"une forte demande sur la vaccination a été enregistrée".

GESTION DES CATASTROPHES Protection civile: vers la création de quatre centres médicaux mobiles d'intervention

Quatre (4) centres médicaux mobiles d'intervention en cas de catastrophes et incidents majeurs relevant de la protection civile seront créés au niveau national, a annoncé, mardi à Mostaganem, le sous-directeur des secours médicaux à la Direction générale de la Protection civile, Omar Benabdeslam.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'un séminaire national sur les secours médicaux, Omar Benabdeslam a souligné que ces centres médicaux avancés qui peuvent être transportés par voie aérienne et déployés rapidement permettront aux unités de la protection civile d'intervenir dans les premières heures de la catastrophe ou l'accident et par conséquent réduire le nombre de pertes humaines et augmenter les chances de secours.

Le poste médical avancé d'Alger (centre) sera mis en service prochainement après que l'équipe qui compose ce dispositif de secours a été formée, a-t-il fait savoir, soulignant que les autres centres des wilayas d'Oran (ouest), Skikda (est) et Ouargla (sud) seront mis en place au courant de l'année 2022.

Ce séminaire national de secours médicaux, qui regroupe des médecins principaux de la protection civile de 22 wilayas du Centre et de l'Ouest du pays, vise à organiser les secours médicaux au sein de la protection civile qui compte quelque 300 médecins, a-t-il indiqué.

Cette rencontre de deux jours prévoit des communications et des ateliers pour actualiser les informations au profit des participants à ce premier regroupement national, améliorer l'organisation des secours de personnes en général et le secours médical en particulier surtout dans les zones éloignées.

Omar Benabdeslam a indiqué, dans ce contexte, que la Direction générale de la Protection civile a effectué dans les dernières dix années, plus de 65.000 consultations au niveau des zones désertées notamment au Sud et dans les Hauts plateaux pour rapprocher les secours médicaux des citoyens.

Ces caravanes médicales mobiles qui fournissent l'assistance aux citoyens lors des consultations et des médicaments sont devenues des missions de terrain que la Direction générale de la protection civile s'attelle à développer les années prochaines, a-t-il souligné.

BILAN CORONAVIRUS 254 nouveaux cas, 175 guérisons et 7 décès

Deux cent cinquante-quatre (254) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 175 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 127.361 dont 254 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.433 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 88 672 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 20 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24



heures, 24 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 autres ont connu plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle

exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

COVID - VACCINATION

Le ministère de la Santé invite les citoyens à se présenter au niveau des structures de santé

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a invité lundi les citoyens désirant se faire vacciner contre la covid-19, à se présenter au niveau des structures de santé de proximité dédiées à cet effet.

"La priorité est accordée aux personnes âgées de plus de 60 ans et aux personnes présentant des comorbidités", précise le ministère dans un communiqué.

Une plateforme numérique est mise à la disposition des citoyens et acces-



sible à cette adresse : rdvac/select_lang_form/.
h t t p s : / / v a c - Le ministère rappelle, à
covid19.sante.gov.dz:9580 ce titre, aux citoyens la

nécessité de se munir d'une pièce d'identité le jour de leur vaccination.

"Même vaccinés, il est nécessaire de maintenir les mesures barrières, à savoir le lavage des mains, la distanciation physique et le port du masque", souligne encore le ministère.

Lancée fin janvier en Algérie, la campagne de vaccination contre la covid-19 est placée sous le slogan "Faites-vous vacciner et dites aux autres: moi j'ai fait mon vaccin, et toi ?".

COVID-19

L'Algérie a pris des mesures au plus haut niveau de l'Etat pour faire face à ce défi sanitaire (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé, lors de la 74e session de l'Assemblée mondiale de la santé, que l'Algérie avait pris des mesures "au plus haut niveau de l'Etat" pour faire face au défi sanitaire que représente la pandémie de la Covid-19.

L'Algérie qui n'a pas été épargnée à l'instar des pays de par le monde, a rapidement pris des mesures au plus haut niveau de l'Etat en vue de faire face à ce défi sanitaire, à travers notamment la création d'une cellule de crise intersectorielle présidée par le Premier ministre, d'une Commission de suivi et de coordination au ministère de la Santé et d'un Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, ainsi qu'à travers l'orientation des décisions de riposte à la Covid-19 et ce, en matière de prévention et de prise en charge", a rappelé le ministre. A ce propos, M.

Benbouzid a indiqué que l'Assemblée mondiale de la santé tient sa 74e session virtuellement dans le contexte de cette crise mondiale "induite par la pandémie de la Covid-19 depuis environ une année et demi et qui a eu des répercussions sanitaires et socio-économiques, à divers degrés, sur tous les Etats du monde".

Cette crise sanitaire a révélé, poursuit le ministre de la santé, "plusieurs insuffisances dans tous les systèmes de santé, y compris le système le mieux organisé et le plus efficace, ce qui nous montre que nous n'étions pas prêts à faire face à une catastrophe sanitaire de cette ampleur".

Cet engagement politique au plus haut niveau de l'Etat en Algérie, ajoute le Professeur Benbouzid, a permis de "prendre de fortes mesures ayant contribué à la stabilisation de la situation épidémiologique".

"Nous devons tirer les enseigne-

ments de cette pandémie en vue d'asseoir de manière efficace des systèmes de santé plus souples et aptes à riposter à tout phénomène sanitaire inhabituel".

Pour M. Benbouzid, il importe que chacun "fasse preuve d'esprit de solidarité dans ce contexte relatif à la vaccination contre la Covid-19 et d'en assurer un accès universel, à travers les mécanismes connus ou la coopération bilatérale ou multi-latérale", ajoutant que "la levée des brevets sur les vaccins permet une production plus élargie et une facilitation d'accès au vaccin dans les pays à revenu faible et qui connaissent une situation épidémiologique préoccupante".

Le ministre a rappelé, à l'occasion, que "l'Algérie partage la vision ambitieuse et déterminée du Directeur général, notamment les grands défis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) doit relever à l'avenir".

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

INDE

Le nombre des cas quotidiens à son plus bas niveau depuis plus de 40 jours

L'Inde a signalé mardi 196.400 nouveaux cas de Covid-19, soit une forte baisse par rapport aux 400.000 cas quotidiens enregistrés au début d'avril dernier.

De même, le nombre de décès était à son plus bas en 27 jours avec 3.260 décès signalés au cours des dernières 24 heures, selon le ministère indien de la Santé.

La plupart des Etats les plus touchés par la pandémie comme le Karnataka, le Kerala, le Maharashtra, le Tamil Nadu et Delhi continuent d'enregistrer une baisse des cas de Covid-19 depuis plus d'une semaine.

"Le pays est sur la voie de reprendre le contrôle de la situation pandémique", a indiqué lundi le ministre indien de la Santé, Vardhan Harsh, ajoutant que les guérisons quotidiennes de Covid-19 l'emportent sur les nouveaux cas pour le 12e jour consécutif. Plusieurs



Etats et territoires de l'Union (UT) ont prolongé les restrictions jusqu'à la fin du mois pour briser davantage la chaîne de transmission du

virus. Dimanche, le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, a annoncé la prolongation d'un confinement en cours jusqu'au 31 mai, faisant

savoir que la capitale commencerait à "se déconfiner" si le nombre de cas quotidiens dans la mégapole continuait de baisser.

Par ailleurs, les autorités s'efforcent d'avancer dans la campagne de vaccination.

A ce jour, près de 200 millions de doses ont été administrées aux bénéficiaires éligibles, notamment après l'ouverture de la vaccination à tous les personnes de plus de 18 ans depuis le 1er mai dernier.

En Inde, trois vaccins sont approuvés à ce jour.

Il s'agit du Covishield de l'Université d'Oxford-AstraZeneca, du Covaxin fabriqué par la société indienne Bharat Biotech et du vaccin russe Sputnik V.

IRAN

251 décès supplémentaires en 24 heures

L'Iran a signalé 251 décès supplémentaires liés à la Covid-19, ce qui porte le bilan total à 78.848 morts a annoncé lundi, le ministère iranien de la Santé, du Traitement et de l'Education médicale.

Selon la même source, citée par l'agence de presse, IRNA, entre dimanche et lundi, quelque 11.000 nouveaux

patients atteints du Covid-19 ont été identifiés dans la République Islamique, dont 1.605 hospitalisés, ce qui porte le nombre total de patients atteints du virus, à 2.843.523. A ce jour, 2.347.752 malades ont été rétablis ou sont sortis des hôpitaux, a ajouté la même source, faisant état de 4.753 autres se trouvant en soins intensifs.

De mêmes 19.54.521 tests de diagnostic du nouveau coronavirus, ont été effectués dans le pays.

Selon le rapport du département iranien de la santé, huit villes sont désormais en rouge, 233 en orange et 207 en jaune, et les déplacements depuis et vers ces villes à risque "sont interdits".

VACCINS

Appel de pays d'Amérique latine pour une distribution équitable des vaccins contre le Covid-19

Six dirigeants de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réclamé lundi à la communauté internationale un accès équitable aux vaccins contre le Covid-19, demandant aux pays qui détiennent le plus de doses de les partager.

"Nous lançons un appel ardent aux pays qui disposent d'un surplus de doses ou qui ont déjà vacciné leur population à risque, pour qu'ils mettent en oeuvre des mesures afin que ces excédents soit distribués équitablement et de manière immédiate", affirment-ils dans un communiqué conjoint diffusé par le prési-

dent du Costa Rica, Carlos Alvarado. Outre ce dernier, l'appel a été signé par le président argentin Alberto Fernandez, celui du Mexique Andrés Manuel Lopez Obrador, par le Premier ministre de Jamaïque Andrew Michael Holness, le président de Bolivie Luis Alberto Arce Catacora, de l'Equateur Guillermo Lasso Mendoza et de l'Uruguay Luis Alberto Lacalle Pou.

Sur les 1,3 milliard de doses de vaccins déjà administrées dans le monde, plus de la moitié l'ont été dans cinq pays, qui concentrent 50% du PIB mondial, selon des données officielles.

"Personne ne sera en sécurité tant que nous ne serons pas tous en sécurité.

Faire face à la pandémie et s'en remettre ne sera possible que lorsque les vaccins parviendront aux populations vulnérables dans le monde entier", expliquent-ils, en soulignant qu'"au total, les pays aux faibles revenus n'ont reçu que 0,3% des doses mondiales".

L'apparition de "variants nouveaux et plus dangereux du virus du Covid-19 met en évidence le fait que la vaccination isolée, par pays, est une straté-

gie peu efficace pour sortir de la phase aiguë de la pandémie", ajoutent-ils.

Cinq pays d'Amérique latine figurent parmi les dix pays du monde comptant le plus de cas détectés pour 100.000 habitants ces deux dernières semaines: l'Uruguay, l'Argentine, le Costa Rica, le Paraguay et la Colombie. Le patron de l'Organisation mondiale de la Santé Tedros Adhanom Ghebreyesus, et le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, ont déjà lancé des appels similaires à un accès équitable aux vaccins.

GRANDE BRETAGNE

Critiques après de nouvelles directives pour les zones touchées

Le gouvernement britannique est critiqué mardi pour avoir publié, sans les annoncer, de nouvelles directives déconfinant les déplacements non essentiels dans huit zones de l'Angleterre affectées par des flambées du variant indien du nouveau coronavirus. Ces consignes, publiées vendredi, recommandent aussi aux habitants de se rencontrer à l'extérieur, plutôt qu'à l'intérieur, dans ces zones du nord-ouest, du nord-est et du centre de l'Angleterre, ainsi que dans l'arrondissement londonien de Hounslow.

Des autorités locales et députés se sont plaints de ne pas avoir été informés de ces changements. "Je n'ai pas été informée et personne d'autre à Bolton, d'après ce que je comprends", a déclaré Yasmin Qureshi, la députée travailliste de la circonscription située près de Manchester, citée par des médias. "Je

suis estomaquée. Ils font une annonce d'une telle importance et ils n'ont même pas la décence de nous le dire", a-t-elle ajouté, accusant le gouvernement d'"incompétence". La maire du comté du Yorkshire de l'Ouest, Tracy Bradin, a demandé une "clarification urgente" de la part du gouvernement, estimant que ces recommandations pourraient "causer anxiété et confusion".

Le directeur de la santé publique de Blackburn et Darwen (nord-ouest), Dominic Harrison, a déploré sur Twitter que les autorités locales n'aient "pas été consultées, prévenues, notifiées ou alertées". Il a demandé à voir l'évaluation des risques sur laquelle s'appuient ces mesures: "elle ne nous a pas encore été fournie", a-t-il indiqué. Interrogée sur Sky News, la ministre de l'Emploi et des Retraites, Theresa Coffey, s'est dite "surprise" par ces réactions. "Le Premier

ministre a indiqué que nous devons redoubler de prudence dans certaines zones en ce qui concerne le variant indien", a-t-elle indiqué. "Il s'agit de formaliser officiellement les directives". Le gouvernement avait déjà été critiqué pour avoir tardé en avril à durcir les restrictions sur les voyages en provenance d'Inde, où le Premier ministre Boris Johnson prévoyait une visite officielle.

Celle-ci avait finalement été annulée en raison de la forte détérioration de la situation sanitaire dans ce pays. Pays le plus meurtri d'Europe avec près de 128.000 morts, le Royaume-Uni a vu sa situation sanitaire nettement s'améliorer après un long et strict confinement hivernal et une campagne de vaccination massive. Toutefois, les poussées du variant indien pourraient compromettre la levée des dernières restrictions en Angleterre, prévue le 21 juin.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

"Aucun pays ne doit considérer être sorti d'affaire"

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a prévenu qu'"aucun pays ne doit considérer être sorti d'affaire", quelque soit son taux de vaccination, à l'ouverture de la 74e Assemblée mondiale de la santé (AMS), organisée dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

"Nous devons être très clairs: la pandémie n'est pas terminée et elle ne le sera pas tant que la transmission n'est pas contrôlée dans tous les pays", a souligné le chef de l'OMS, et le monde demeure dans "une situation très dangereuse", 18 mois après l'apparition de la Covid-19 en Chine, a-t-il averti.

Officiellement, plus de 166,8 millions de personnes ont été infectées par le nouveau coronavirus qui a causé plus de 3,46 millions de décès.

Le nombre de cas de Covid-19 recensé jusqu'à présent en 2021 (moins de cinq mois) est plus important que celui enregistré pour toute l'année 2020, indique l'OMS.

Selon les projections, il devrait en être de même pour le nombre de décès liés au virus d'ici trois semaines.

Si aucun des variants du virus ne semble compromettre l'efficacité des vaccins, diagnostiques et thérapeutiques contre la Covid-19, "il n'y a aucune garantie que cela restera le cas", a affirmé Dr Tedros, lors de cette Assemblée mondiale de la santé dont les travaux se poursuivront jusqu'au 1er juin prochain.

De son côté, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a déploré le fait que "nous sommes confrontés à une situation dans laquelle les pays riches vaccinent la majorité de leur population et ouvrent leurs économies, tandis que le virus continue de causer de profondes souffrances en tournant et en mutant dans les pays les plus pauvres".

À l'Assemblée mondiale de la santé, le chef de l'ONU a exhorté le monde "à réagir résolument et solidairement pour arrêter le virus", et à renforcer leurs systèmes de santé primaire et la couverture sanitaire universelle, mais aussi à se préparer à l'éventualité d'une prochaine crise sanitaire mondiale.

Une "injustice qui perpétue la pandémie"

Pour le chef de l'OMS, la crise actuelle des vaccins contre la Covid-19 est une "injustice scandaleuse qui perpétue la pandémie".

Selon l'agence onusienne, plus de 75% de tous les vaccins ont été administrés dans seulement 10 pays.

"Il n'y a pas de façon diplomatique de le dire: un petit groupe de pays qui fabriquent et achètent la majorité des vaccins dans le monde contrôlent le sort du reste du monde", a déploré le Dr Tedros.

Si le mécanisme de solidarité internationale COVAX a permis d'acheminer 72 millions de doses à 125 Etats aux ressources modestes, seulement 1% de la population combinée de ces pays a été vaccinée.

Dr Tedros a appelé tous les Etats à faire en sorte qu'au moins 10% de la population de chaque pays soit vaccinés d'ici septembre et au moins 30% d'ici la fin de l'année.

Selon l'OMS, le nombre de doses administrées dans le monde à ce jour aurait été suffisant pour couvrir tous les agents de santé et les personnes âgées, si elles avaient été réparties équitablement.

"Nous aurions pu être dans une bien meilleure situation", a repris Dr Tedros, estimant que les pays qui vaccinent les enfants et d'autres groupes à faible risque le font désormais au dépens des agents de santé et des groupes à haut risque dans d'autres pays.

Il a en outre appelé, "tous les pays" à partager leurs doses avec le programme Covax, visant à garantir un accès équitable au vaccin, et à soutenir ce dernier.

Il a également appelé les fabricants de vaccins à accroître leurs productions et à réserver au moins 50% de cette dernière au mécanisme de solidarité internationale.

Troubles anxieux : ils proviennent de la peur de l'inconnu

La peur est vitale pour la survie de l'être humain, mais quand elle s'emballa, elle provoque des troubles anxieux, comme les phobies. Trouble panique, anxiété sociale, phobie : des pathologies qui se ressemblent, et pour cause ! Des scientifiques de l'université de l'Illinois à Chicago ont établi que tous ces troubles proviendraient d'une peur de l'inconnu. Phobie des auteurs, l'inconnu consiste en une menace incertaine dont on ne peut prévoir ni l'incidence, ni l'intensité, ni la fréquence, ni la durée. En réponse à ces incertitudes, certaines personnes développent un sentiment généralisé d'apprehension et d'évitement, avec une conduite d'évitement. Cette peur de l'inconnu peut alors entraîner un trouble anxieux comme l'anxiété chronique ou aiguë.

UNE PEUR DE L'INVISIBLE

Dans leur étude, les chercheurs ont suivi 160 participants âgés de 18 à 65 ans. Parmi eux, 25 présentent un trouble dépressif majeur, 29 un trouble anxieux généralisé, 41 souffrent d'un trouble d'anxiété sociale, et 24 de phobie spécifique. Les 41 restants ne montrent aucun signe de psychopathologies. Les volontaires ont été soumis à des micro-ondes électriques sur le poignet prévisibles et imprévisibles alors qu'ils portaient une électrode sous les yeux. L'étude a consisté à mesurer la force des clignotements des paupières selon que le choc était ou non prévisible.

Les clignotements imprévisibles font cligner les yeux beaucoup plus fortement chez les personnes avec un trouble d'anxiété sociale, une phobie spécifique, par rapport aux participants souffrant de trouble dépressif majeur, d'anxiété généralisée ou d'un trouble mental. Selon Stephanie Gorka, professeur de psychiatrie et psychologue clinicienne au Collège de médecine de l'Illinois, « cette anxiété anticipatoire sous-tend tous les troubles anxieux basés sur la peur, ce qui suggère que les médicaments qui ciblent spécifiquement cette sensibilité pourraient être efficaces ». L'auteur principale de l'étude pense aussi qu'il faudrait ouvrir des services ou des cliniques pour cibler la neurobiologie commune de ces pathologies plutôt que s'attacher à des diagnostics spécifiques...

UNE PSYCHOTHÉRAPIE, POUR QUOI FAIRE ?

Anxiété, stress, phobie, manque de confiance en soi... autant de symptômes qui peuvent être vaincus par une psychothérapie. Mais pas facile de s'y retrouver dans la jungle psy. On vous aide à y voir plus clair !

À chacun son psy

Pourquoi aller consulter ? Parce que l'on a une souffrance intime dont on ne parvient pas à se défaire. Étape suivante : le choix d'une psychothérapie. Certaines sont particulièrement indiquées pour soulager des souffrances spécifiques : ainsi les thérapies cognitives et comportementales, pour l'anxiété, le stress, les phobies... Mais choisir une psychothérapie se fait aussi selon sa personnalité et son ressenti. Vous êtes déconnectée de vos sensations et peu encline à vous plonger dans le passé ? Vous envisagez peut-être une approche humaniste ou une thérapie psychocorporelle (hypnose, sophrologie...), associez le corps et l'esprit. Vous êtes à l'aise avec le langage verbal et souhaitez revisiter votre enfance ? Une approche psychanalytique semble plus appropriée.

Bonne nouvelle pour les indécidés

Par-delà les différents courants, la réussite d'une psychothérapie repose en grande partie sur la qualité de la relation thérapeutique, précise Jean-Luc Colla, psycho-praticien en sophrologie existentielle et vice-président de la Fédération française de psychothérapie et de psychanalyse. Attention ! Ce n'est pas parce que votre amie vous vante les mérites de son psy qu'il vous conviendra. Lors des premières séances, posez-vous les bonnes questions : ce psy est-ce en relation et empathique ? Est-ce que je me sens en sécurité et à l'aise avec lui ? Faltes confiance à votre petite voix intérieure. Et si le courant ne passe pas, ne vous découragez pas, trouver le bon psy prend parfois un peu de temps...

LE DÉPASSE LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR

Peut-être êtes-vous de celles qui pensent ne pas mériter les succès et les attribuent à des circonstances extérieures, comme la chance ou les relations ? De celles qui craignent que leur supposée imposture ne finisse par éclater au grand jour ? Vous pourriez être atteinte du syndrome de l'imposteur, qui touche également les femmes bachelées de diplômées ! Ces symptômes témoignent d'une faible estime de soi. Ils s'accompagnent d'anxiété, voire de honte, explique Rodolphe Oppenheimer, psychanalyste. Lors des séances, le psychothérapeute va vous ancrer dans la réalité des faits. Par exemple : vous affirmez que vous avez été nulle en réunion ? Il vous demandera de lui donner les preuves qui portent à croire que vous avez réussi et celles qui



peuvent laisser estimer que vous avez tout raté... Vous travaillez aussi sur la gestion de la procrastination ainsi que sur l'affirmation de soi...

JE REBONDIS APRÈS UNE ÉPREUVE

Divorce, maladie grave, perte d'emploi... les événements de vie difficiles nous interpellent sur notre capacité de résilience, c'est-à-dire notre faculté à rebondir après une épreuve. Certes, nous ne sommes pas toutes à égalité sur ce plan. D'autant que, parfois, à la souffrance actuelle vient s'ajouter une souffrance du passé réveillée par la première. Par exemple, un divorce subi peut réactiver un sentiment d'abandon vécu dans l'enfance (parents trop peu présents...). La psychothérapie, en reliant le présent avec le passé, et en soignant les blessures de ce dernier, permet une mise à distance de l'événement douloureux, explique Martine Samama Levy, psycho-praticienne. Votre identité va s'en trouver renforcée et, tel un chêne, vous deviendrez ainsi capable de traverser des intempéries sans pour autant être déracinée...

JE ME DÉBARRASSE DE MES PHOBIES

Arachnophobie, claustrophobie... les phobies sont nombreuses. À l'extrême, elles entraînent un événement qui peut être très handicapant et qui peut vous gêner la vie. Les thérapies cognitives et comportementales (TCC), qui s'appuient désormais sur la réalité virtuelle, offrent une immersion progressive dans la situation redoutée, expose Rodolphe Oppenheimer. La phobie des avions, par exemple. L'idée de vous retrouver dans un avion vous donne des sueurs froides ? Dotée d'un casque virtuel, vous entrez d'abord dans le couloir qui y mène, puis dans la cabine. On vous donne des outils pour mieux gérer votre stress (exercices de respiration...).

Au début, l'avion est vide, le sas ne

se ferme pas et vous êtes libre de quitter l'appareil... Au fil des séances, l'environnement se complexifie : les passagers sont plus nombreux, le sas se ferme... et à un moment donné, l'avion décolle !

Je fais les bons choix amoureux

Marre de toujours attirer le même genre de partenaires, alors que vous pensez tout mettre en œuvre pour les éviter ? Passi simple ! Car la rencontre amoureuse est avant tout téguéidie à notre insu par notre inconscient ! Vous pensez choisir votre amoureux (amoureuse) alors qu'en réalité, vous reproduisez certains schémas de votre passé. Exemple : enfant, vous avez été dévalorisée par votre père. Vous jetterez votre dévolu sur un homme dans les yeux duquel vous vous sentez quelqu'un de bien, déclare Martine Samama Levy. Mais une fois encore, la relation va peut-être se transformer et vous subirez de nouvelles dévalorisations. La psychothérapie vous permettra de faire le lien entre votre passé et votre présent, et de revisiter votre enfance sous l'angle de la relation œdipienne (triangulation père/mère/enfant).

JE ME LIBÈRE DE MES SOMATISATIONS

Lorsque nous ne parvenons pas à poser des mots sur notre souffrance psychique, notre corps peut alors s'exprimer à notre place. C'est un langage qui nous cloue sur place, un ventre douloureux... liste non exhaustive ! Le lieu et le type de somatisation dépendront tout à la fois de vos zones de fragilité physiologiques (organes, dos, peau...) et de la nature de votre état émotionnel (colère, tristesse, honte...). précise Martine Samama Levy. La psychothérapie vous aidera à poser les bonnes questions. Ces douleurs de dos me parlent-elles de cette situation ou de cette personne que je supporte quotidiennement ? En la je "plein le dos" ? Elle permettra d'établir

des liens entre votre vécu émotionnel et vos symptômes.

À qui s'adresser ?

Un psychopraticien Il est formé à une ou plusieurs techniques de psychothérapie (comportementale, psychocorporelle...). L'usage du titre est réglementé depuis août 2009. Il est réservé aux psychologues et cliniciens (titulaires d'un master 2 de psychologie clinique), aux médecins généralistes, aux médecins psychiatres ainsi qu'aux psychanalystes (thérapeutes qui s'appuient sur les théories analytiques).

Un psychopraticien

Il est lui aussi formé à une ou plusieurs méthodes spécifiques. L'usage du titre n'est pour l'instant pas réglementé.

Les grands courants en psychothérapie

Les approches analytiques Elles s'appuient sur les mêmes concepts que la psychanalyse (libre association d'idées, exploration de l'inconscient au travers des rêves, des lapsus...), mais leur cadre est plus souple (thérapies moins longues, séances en face-à-face...).

Les thérapies cognitives et comportementales (TCC)

Elles visent à modifier les comportements et cognitions (pensées) erronées.

Les psychopraticiens humanistes et les thérapies psychocorporelles

Elles prennent en charge l'être dans sa globalité et visent à trouver en soi la force nécessaire à son accomplissement personnel. Exemples : hypnose, ericksonienne, Gestalt-thérapie...

Les approches systémiques

Elles postulent que les difficultés sont liées à l'interaction entre l'individu et son environnement. Exemple : les thérapies familiales pour dénouer des conflits, des non-dits...

Troubles anxieux : ils proviennent de la peur de l'inconnu

La peur est vitale pour la survie de l'être humain, mais quand elle s'emballa, elle provoque des troubles anxieux, comme les phobies. Trouble panique, anxiété sociale, phobie : des pathologies qui se ressemblent, et pour cause ! Des scientifiques de l'université de l'Illinois à Chicago ont établi que tous ces troubles proviendraient d'une peur de l'inconnu. Phobie des auteurs, l'inconnu consiste en une menace incertaine dont on ne peut prévoir ni l'incidence, ni l'intensité, ni la fréquence, ni la durée. En réponse à ces incertitudes, certaines personnes développent un sentiment généralisé d'apprehension et d'évitement, avec une conduite d'évitement. Cette peur de l'inconnu peut alors entraîner un trouble anxieux comme l'anxiété chronique ou aiguë.

UNE PEUR DE L'INVISIBLE

Dans leur étude, les chercheurs ont suivi 160 participants âgés de 18 à 65 ans. Parmi eux, 25 présentent un trouble dépressif majeur, 29 un trouble anxieux généralisé, 41 souffrent d'un trouble d'anxiété sociale, et 24 de phobie spécifique. Les 41 restants ne montrent aucun signe de psychopathologies. Les volontaires ont été soumis à des micro-ondes électriques sur le poignet prévisibles et imprévisibles alors qu'ils portaient une électrode sous les yeux. L'étude a consisté à mesurer la force des clignotements des paupières selon que le choc était ou non prévisible.

Les clignotements imprévisibles font cligner les yeux beaucoup plus fortement chez les personnes avec un trouble d'anxiété sociale, une phobie spécifique, par rapport aux participants souffrant de trouble dépressif majeur, d'anxiété généralisée ou d'un trouble mental. Selon Stephanie Gorka, professeur de psychiatrie et psychologue clinicienne au Collège de médecine de l'Illinois, « cette anxiété anticipatoire sous-tend tous les troubles anxieux basés sur la peur, ce qui suggère que les médicaments qui ciblent spécifiquement cette sensibilité pourraient être efficaces ». L'auteur principale de l'étude pense aussi qu'il faudrait ouvrir des services ou des cliniques pour cibler la neurobiologie commune de ces pathologies plutôt que s'attacher à des diagnostics spécifiques...

UNE PSYCHOTHÉRAPIE, POUR QUOI FAIRE ?

Anxiété, stress, phobie, manque de confiance en soi... autant de symptômes qui peuvent être vaincus par une psychothérapie. Mais pas facile de s'y retrouver dans la jungle psy. On vous aide à y voir plus clair !

À chacun son psy

Pourquoi aller consulter ? Parce que l'on a une souffrance intime dont on ne parvient pas à se défaire. Étape suivante : le choix d'une psychothérapie. Certaines sont particulièrement indiquées pour soulager des souffrances spécifiques : ainsi les thérapies cognitives et comportementales, pour l'anxiété, le stress, les phobies... Mais choisir une psychothérapie se fait aussi selon sa personnalité et son ressenti. Vous êtes déconnectée de vos sensations et peu encline à vous plonger dans le passé ? Vous envisagez peut-être une approche humaniste ou une thérapie psychocorporelle (hypnose, sophrologie...), associez le corps et l'esprit. Vous êtes à l'aise avec le langage verbal et souhaitez revisiter votre enfance ? Une approche psychanalytique semble plus appropriée.

Bonne nouvelle pour les indécis

Par-delà les différents courants, la réussite d'une psychothérapie repose en grande partie sur la qualité de la relation thérapeutique, précise Jean-Luc Colla, psycho-praticien en sophrologie existentielle et vice-président de la Fédération française de psychothérapie et de psychanalyse. Attention ! Ce n'est pas parce que votre amie vous vante les mérites de son psy qu'il vous conviendra. Lors des premières séances, posez-vous les bonnes questions : ce psy est-ce en relation et empathique ? Est-ce que je me sens en sécurité et à l'aise avec lui ? Faltes confiance à votre petite voix intérieure. Et si le courant ne passe pas, ne vous découragez pas, trouver le bon psy prend parfois un peu de temps...

LE DÉPASSE LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR

Peut-être êtes-vous de celles qui pensent ne pas mériter les succès et les attribuent à des circonstances extérieures, comme la chance ou les relations ? De celles qui craignent que leur supposée imposture ne finisse par éclater au grand jour ? Vous pourriez être atteinte du syndrome de l'imposteur, qui touche également les femmes bachelées de diplômées ! Ces symptômes témoignent d'une faible estime de soi. Ils s'accompagnent d'anxiété, voire de honte, explique Rodolphe Oppenheimer, psychanalyste. Lors des séances, le psychothérapeute va vous ancrer dans la réalité des faits. Par exemple : vous affirmez que vous avez été nulle en réunion ? Il vous demandera de lui donner les preuves qui portent à croire que vous avez réussi et celles qui



peuvent laisser estimer que vous avez tout raté... Vous travaillez aussi sur la gestion de la procrastination ainsi que sur l'affirmation de soi...

JE REBONDIS APRÈS UNE ÉPREUVE

Divorce, maladie grave, perte d'emploi... les événements de vie difficiles nous interpellent sur notre capacité de résilience, c'est-à-dire notre faculté à rebondir après une épreuve. Certes, nous ne sommes pas toutes à égalité sur ce plan. D'autant que, parfois, il la souffrance actuelle vient s'ajouter une souffrance du passé réveillée par la première. Par exemple, un divorce subi peut réactiver un sentiment d'abandon vécu dans l'enfance (parents trop peu présents...). La psychothérapie, en reliant le présent avec le passé, et en soignant les blessures de ce dernier, permet une mise à distance de l'événement douloureux, explique Martine Samama Levy, psycho-praticienne. Votre identité va s'en trouver renforcée et, tel un chêne, vous deviendrez ainsi capable de traverser des intempéries sans pour autant être déracinée...

JE ME DÉBARRASSE DE MES PHOBIES

Arachnophobie, claustrophobie... les phobies sont nombreuses. À l'extrême, elles entraînent un événement qui peut être très handicapant et qui peut vous gêner la vie. Les thérapies cognitives et comportementales (TCC), qui s'appuient désormais sur la réalité virtuelle, offrent une immersion progressive dans la situation redoutée, expose Rodolphe Oppenheimer. La phobie des avions, par exemple. L'idée de vous retrouver dans un avion vous donne des sueurs froides ? Dotée d'un casque virtuel, vous entrez d'abord dans le couloir qui y mène, puis dans la cabine. On vous donne des outils pour mieux gérer votre stress (exercices de respiration...).

Au début, l'avion est vide, le sas ne

se ferme pas et vous êtes libre de quitter l'appareil... Au fil des séances, l'environnement se complexifie : les passagers sont plus nombreux, le sas se ferme... et à un moment donné, l'avion décolle !

Je fais les bons choix amoureux

Marre de toujours attirer le même genre de partenaires, alors que vous pensez tout mettre en œuvre pour les éviter ? Passi simple ! Car la rencontre amoureuse est avant tout téleguidée à notre insu par notre inconscient ! Vous pensez choisir votre amoureux (amoureuse) alors qu'en réalité, vous reproduisez certains schémas de votre passé. Exemple : enfant, vous avez été dévalorisée par votre père. Vous jetterez votre dévolu sur un homme dans les yeux duquel vous vous sentez quelqu'un de bien, déclare Martine Samama Levy. Mais une fois encore, la relation va peut-être peu se transformer et vous subirez de nouvelles dévalorisations. La psychothérapie vous permettra de faire le lien entre votre passé et votre présent, et de revisiter votre enfance sous l'angle de la relation œdipienne (triangulation père/mère/enfant).

JE ME LIBÈRE DE MES SOMATISATIONS

Lorsque nous ne parvenons pas à poser des mots sur notre souffrance psychique, notre corps peut alors s'exprimer à notre place. C'est un langage qui nous cloue sur place, un ventre douloureux... liste non exhaustive ! Le lieu et le type de somatisation dépendront tout à la fois de vos zones de fragilité physiologiques (organes, dos, peau...) et de la nature de votre état émotionnel (colère, tristesse, honte...). précise Martine Samama Levy. La psychothérapie vous aidera à poser les bonnes questions. Ces douleurs de dos me parlent-elles de cette situation ou de cette personne que je supporte quotidiennement ? En ai-je plein le dos ? Elle permettra d'établir

des liens entre votre vécu émotionnel et vos symptômes.

À qui s'adresser ?

Un psychopathe Il est formé à une ou plusieurs techniques de psychothérapie (comportementale, psychocorporelle...). L'usage du titre est réglementé depuis août 2009. Il est réservé aux psychologues cliniciens (titulaires d'un master 2 de psychologie clinique), aux médecins généralistes, aux médecins psychiatres ainsi qu'aux psychanalystes (thérapeutes qui s'appuient sur les théories analytiques).

Un psychopathe

Il est lui aussi formé à une ou plusieurs méthodes spécifiques. L'usage du titre n'est pour l'instant pas réglementé. C

Les grands courants en psychothérapie

Les approches analytiques Elles s'appuient sur les mêmes concepts que la psychanalyse (libre association d'idées, exploration de l'inconscient au travers des rêves, des lapsus...), mais leur cadre est plus souple (thérapies moins longues, séances en face-à-face...).

Les thérapies cognitives et comportementales (TCC)

Elles visent à modifier les comportements et cognitions (pensées) erronées.

Les psychodrames humanistes et les thérapies psychocorporelles

Elles prennent en charge l'être dans sa globalité et visent à trouver en soi la force nécessaire à son accomplissement personnel. Exemples : hypnose, ericksonienne, Gestalt-thérapie...

Les approches systémiques

Elles postulent que les difficultés sont liées à l'interaction entre l'individu et son environnement. Exemple : les thérapies familiales pour dénouer des conflits, des non-dits...

MALI

Assimi Goïta dit avoir déchargé de leurs prérogatives les dirigeants de la transition

L'actuel vice-président de la transition au Mali, le colonel Assimi Goïta, a indiqué mardi avoir déchargé de leurs prérogatives le président et le Premier ministre de transition, arrêtés la veille par les militaires, les accusant d'avoir violé la charte de la transition.

Assimi Goïta a aussi indiqué, dans une déclaration lue à la télévision publique que "le processus de transition suivra son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022".

Le président de la Transition au Mali, Bah N'Daw et son Premier ministre, Moctar Ouane, ainsi que de certains de leurs collaborateurs, ont été arrêtés lundi, par des militaires.

Le colonel Goïta a reproché à Bah N'daw et à Moctar Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans se concerter au préalable avec lui, bien qu'il soit en charge de la

défense et de la sécurité, domaine cruciaux dans le pays en pleine tourmente.

"Une telle démarche témoigne d'une volonté manifeste du président de la transition et du Premier ministre d'aller vers une violation de la charte de transition (...), d'où une intention avérée de sabotage de la transition", a-t-il dit.

Le colonel Goïta dit s'être vu "dans l'obligation d'agir" et de "placer hors de leurs prérogatives le président et le Premier ministre ainsi que toutes les personnes impliquées dans la situation".

Mardi, la communauté internationale a condamné "le coup de force" au Mali qui s'est déroulé dans la soirée de lundi et exigé la libération immédiate et sans conditions du président de la transition, Bah N'daw, et de son Premier ministre, Moctar Ouane.

L'ONU appelle à la libération "inconditionnelle" des dirigeants de la transition

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation au Mali marquée par "la conduite sous contrainte" du président de la transition, du Premier ministre par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako, appelant à leur libération "inconditionnelle".

Dans un message publié sur son compte Twitter, le chef de l'ONU, s'est dit "profondément préoccupé par la détention des dirigeants civils de la transition malienne. J'appelle au calme et à leur libération inconditionnelle".

M. Guterres a assuré, dans le même message, que "son représentant spécial travaille avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union africaine (UA) et les acteurs internationaux soutenant la transition politique en cours". La situation était tendue lundi soir au Mali ou le président et le Premier ministre de transition, Bah N'daw et Moctar Ouane, ont été conduits "sous la contrainte" par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako, après la formation d'un nouveau gouvernement.

Le président de l'UA condamne et appelle à la retenue

Le président congolais, président en exercice de l'Union africaine (UA), Félix Tshisekedi a "fermement" condamné "toute action visant à déstabiliser le Mali", appelant "tous les acteurs de la transition politique malienne à la retenue ainsi qu'au respect de la Constitution".

Tshisekedi qui s'exprimait sur le compte twitter de la présidence congolaise a également appelé à la "libération immédiate et inconditionnelle" des personnalités arrêtées.

"Tout doit être mis en œuvre afin de préserver la stabilité du Mali et consolider la paix dans la sous-région", a encore plaidé le président de l'Union africaine. La situation était tendue lundi soir au Mali ou le président et le Premier ministre de transition, Bah N'daw et Moctar Ouane, ont été conduits "sous la contrainte" par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako, après la formation d'un nouveau gouvernement.

L'UE condamne fermement l'arrestation du président et du PM

L'Union européenne a condamné, mardi, avec fermeté l'arrestation, lundi, par des militaires du président de la Transition au Mali, Bah N'Daw et de son Premier ministre, Moctar Ouane, ainsi que de certains de leurs collaborateurs.

Les 27 dirigeants européens se sont associés à la déclaration de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine et ont appelé à la libération immédiate et sans conditions des responsables, conduits "sous contrainte" par les forces militaires à la base de Kati (à 15 km de Bamako). "Ce qui s'est

passé est grave. Nous appelons à un retour à la transition civile", a souligné Charles Michel, président du Conseil européen. L'UE s'est dite prête à envisager des mesures ciblées à l'encontre des dirigeants politiques et militaires faisant obstruction à la transition au Mali. La situation était tendue lundi soir au Mali où le président et le Premier ministre de transition, Bah N'daw et Moctar Ouane, ont été conduits "sous la contrainte" par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako, après la formation d'un nouveau gouvernement.

AP

MAROC

Une pétition internationale pour sauver la vie du journaliste Soulaïman Raïssouni

Des militants ont lancé une pétition internationale pour sauver la vie du journaliste marocain Soulaïman Raïssouni, en grève de la faim depuis 48 jours et qui est dans un état critique, ont rapporté mardi des médias marocains.

La pétition lancée sur la plateforme internationale de cybermilitantisme (Avvaz), indiquait que la période de privation de liberté au cours de laquelle Raïssouni a été placé dépassait un an, et il s'agit d'une mesure incompatible avec les textes de loi en vigueur au Maroc.

Les signataires de la pétition ont exigé que le journaliste Soulaïman Raïssouni jouisse d'un procès équitable.

Ils ont appelé également à l'égalité entre tous les Marocains devant la loi et à ne pas discriminer les voix dissidentes et critiquant les politiques officielles, tout en exprimant leur espoir que cet

appel trouvera "une réponse des autorités compétentes et qu'il sera pris au sérieux et de manière responsable".

En outre, les signataires ont souligné que "Raïssouni est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une décision judiciaire, et que la détention provisoire et le contrôle judiciaire étant des mesures exceptionnelles, les poursuites en cas de libération étant la règle".

Le procès de Soulaïman Raïssouni, poursuivi pour "attentat à la pudeur avec violence" et "séquestration", a été reporté au 3 juin prochain.

Ses avocats ont



toujours clamé son innocence et ses soutiens dénoncent un "procès politique", lié à ses articles souvent très critiques à l'égard des services de sécurité et du régime.

Les différentes demandes de liberté provisoires formulées par ses avocats ont été rejetées par la justice marocaine qui a décidé de le maintenir en détention malgré l'absence de preuves et

les garanties qu'il présente. Le 14 mai dernier, le Comité de rédaction du quotidien américain, The Washington Post, avait affirmé que les journalistes emprisonnés au Maroc, en particulier Soulaïman Raïssouni et Omar Radi, méritaient l'attention de l'administration Biden "qui devrait discuter avec le régime marocain de son bilan en matière de droits de l'Homme".

LIBYE

Report de la plénière consacrée à l'adoption du budget général de 2021

La Chambre des représentants du peuple (Parlement) en Libye a reporté, lundi, la plénière consacrée à l'adoption du projet de loi sur le budget général de l'année 2021, à mardi, faute de convergence auprès des parlementaires sur le budget proposé par le gouvernement, rapportent des médias libyens.

Les parlementaires ont jugé les montants arrêtés par le gouvernement supérieurs aux coûts réels des besoins fixés par le gouvernement durant la période de transition devant prendre fin d'ici au 24 décembre pro-

chain" ajoutent les mêmes sources. Les représentants du peuple ont contesté aussi les crédits accordés à la Tunisie et à la Turquie, exigeant la révision à la baisse des montants accordés", ajoute-t-on.

Ils ont exigé également l'intégration des augmentations dans les salaires accordés aux enseignants dans l'actuel budget.

Le président de la Commission de la défense et de la sécurité auprès du parlement, Tarek al-Djerouchi, a contesté, pour sa part, l'absence d'un budget pour l'institution militaire. Le projet de loi sur le budget général

2021 présenté, lundi, a connu pour autant des modifications par rapport à la première version présentée le 20 avril dernier et qui a été rejetée par la Chambre des représentants du peuple pour manque de rigueur dans les dépenses.

Le nouveau gouvernement de transition dirigé par Abdelhamid Dbeibah s'est fixé douze objectifs durant la période de transition.

La résolution du problème de manque d'électricité et de l'eau, ainsi que la réédification des structures détruites par la guerre sont les premières priorités.

CENTRAFRIQUE

Scrutins partiels pour achever les législatives en Centrafrique

Les Centrafricains ont voté dimanche dans le calme pour élire leurs 49 derniers députés, dans des circonscriptions où le scrutin n'avait pas pu avoir lieu au premier tour il y a cinq mois en raison d'une offensive rebelle.

Ces dernières partielles d'élections législatives laborieuses en trois étapes présentaient peu d'enjeux: la nouvelle chambre, qui a

commencé ses travaux, est déjà dominée par le parti du président réélu le 27 décembre, Faustin Archange Touadéra, dont les proches sont déjà élus aux postes clés de l'Assemblée, bien qu'il ne dispose pas pour l'heure d'une majorité.

Car l'opposition s'est présentée en ordre très dispersé dès le premier tour de ces législatives, le 27 décembre. Les bu-

reaux de vote ont fermé en début de soirée.

Le scrutin s'est déroulé "sans incident", a déclaré dimanche soir Vladimir Monteiro, porte-parole de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca).

Les résultats ne devraient pas être rendus publics avant quelques jours.

Lors du premier tour du 27 décembre, moins d'un élec-

teur sur trois avait eu la possibilité de se rendre aux urnes dans un pays alors occupé aux deux-tiers par des groupes armés et en pleine offensive d'une rébellion menaçant Bangui.

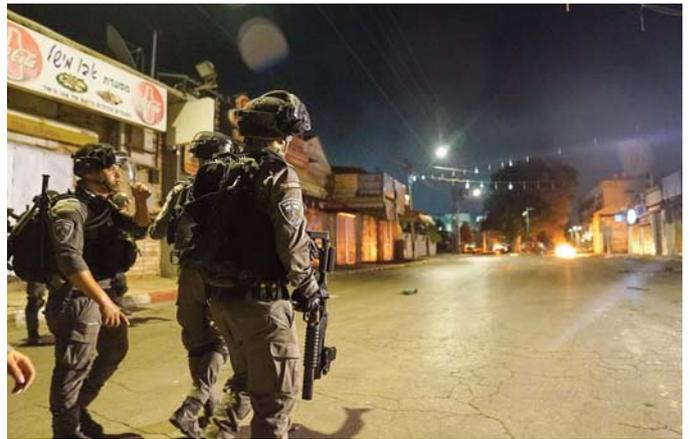
Depuis, grâce notamment à des centaines de paramilitaires russes dépêchés par Moscou à la rescousse de l'armée, les rebelles ont été repoussés loin de la capitale.

PALESTINE Un palestinien tué par les forces spéciales de l'occupant sioniste en Cisjordanie

Un jeune palestinien a été tué mardi par les forces spéciales de l'occupant sioniste dans la ville d'al-Bireh en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Dans une interview avec la radio "voix de Palestine", le directeur de l'hôpital de Ramallah, Ahmed Bitawi a déclaré que la dépouille du défunt, Ahmed Jamil Fahd est arrivée du camp de réfugiés d'Al-Amari dans la matinée, précise Wafa.

D'autres médias qui citent une source de sécurité palestinienne ont rapporté que le jeune palestinien a été tué à l'aube, près de Ramallah, lors d'une opération des forces de sécurité israéliennes à la recherche d'un autre homme.



ONU Sécurité des Casques bleus : recul du nombre de décès

Les mesures prises ces dernières années pour renforcer la sécurité des Casques bleus ont permis de réduire le nombre de décès dus à des actes malveillants a affirmé lundi, le chef des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Lors d'un débat du Conseil de sécurité consacré à la sûreté et à la sécurité des Casques bleus, M. Lacroix a souligné que les opérations de maintien de la paix "continuent d'opérer dans des environnements complexes, où elles font face à un nombre croissant d'attaques contre leur personnel par des acteurs hostiles".

Selon le responsable onusien, 15 soldats de la paix ont été tués depuis le 1er janvier dernier, "à cause d'actes malveillants".

Outre les environnements hostiles et les attaques directes,



les accidents de véhicules et les maladies font des morts et peuvent affecter considérablement la capacité des soldats de la paix à s'acquitter des tâches qui leur sont confiées.

En 2020, par exemple, 13 soldats de la paix ont perdu la vie à la suite d'actes violents, contre 15 en raison d'accidents et 81 en raison de maladies.

Cela a été aggravé par la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, le chef des

opérations de paix a déclaré que l'ONU continuait de s'efforcer d'améliorer la sécurité des soldats de la paix.

La mise en œuvre d'un plan d'action a ainsi permis de faire des progrès significatifs en la matière et a contribué à une diminution du nombre de morts parmi les soldats de la paix en raison d'actes malveillants, de 59 en 2017 à 13 en 2020.

Il a aussi noté que des progrès avaient été faits pour aider

les pays hôtes dans leurs efforts pour traduire en justice les auteurs de crimes contre les soldats de la paix, notamment en République centrafricaine, au Mali et en RDC.

"Cela a conduit à une augmentation de l'identification des auteurs présumés de crimes contre les soldats de la paix et à une augmentation du nombre d'enquêtes et de condamnations", a-t-il dit, notant que six personnes ont été condamnées en République centrafricaine début 2020, une au Liban en décembre 2020 et, au Mali, une personne a été reconnue coupable et huit autres ont été reconnues coupables et condamnées par contumace en mars 2021.

Toutefois, malgré les progrès réalisés, de nombreux facteurs continuent d'entraver la sûreté et la sécurité des soldats de la paix sur le terrain, a estimé le chef des opérations de paix.

MANIFESTATIONS EN COLOMBIE Au moins 129 personnes sont toujours portées disparues

Les autorités colombiennes recherchent toujours 129 personnes présumées disparues lors des manifestations, qui ont débuté le 28 avril et fait au moins 43 morts.

Le Bureau du Procureur a indiqué dans un communiqué que, dans le cadre d'une action conjointe avec le Bureau du Médiateur, "290 personnes qui avaient été signalées disparues ont été déjà retrouvées", notant que le Mécanisme de recherche urgente (MBU) est toujours actif pour retrouver 129 autres personnes portées disparues".

Le Bureau du procureur a également des preuves d'au moins une plainte pour disparition forcée, qui aurait eu lieu le 4 mai dans la ville de Saragossa, dans le département d'Antioquia (nord-ouest).

D'autre part, le Bureau du procureur a rapporté qu'il a appris que 43 personnes sont décédées jusqu'à présent, bien que seulement "17 cas de décès ont un lien direct avec les manifestations".

Il a expliqué que le plus grand nombre de décès est survenu dans le département de Valle del Cauca (sud-ouest) avec 11 morts, dont 8 à Cali, la capitale et épicerie des manifestations dans le pays.

Outre les 11 décès à Cali, trois sont survenus respectivement à Cundinamarca et un autre à Bogotá, Cauca (sud-ouest) et Tolima (centre).

En outre, il y a 7 décès toujours en vérification, tandis que pour 19 autres, il existe suffisamment de preuves pour établir qu'elles ne sont pas liées aux manifestations.

Pour rechercher les disparus, le parquet et le médiateur ont activé 35 équipes composées d'un procureur, des enquêteurs, des policiers et des défenseurs régionaux.

Les manifestations, émaillées d'actes de violence et de vandalisme, ont éclatées le 28 avril contre la réforme fiscale qui a été par la suite retirée par le gouvernement sans que les protestations ne s'arrêtent.

Les revendications ont depuis pris de l'ampleur et se sont transformées en manifestations anti-gouvernement.

APS

AVION INTERCEPTÉ PAR LE BÉLARUS "Scandaleux", dénonce Biden

Joe Biden a condamné lundi le détournement "scandaleux" d'un avion de ligne européen vers Minsk pour arrêter un opposant au régime d'Alexandre Loukachenko dont le président américain a réclamé la libération immédiate.

"Les Etats-Unis condamnent de la façon la plus ferme le détournement de l'avion et l'arrestation" de Roman Protassevitch, a indiqué le président démocrate dans un communiqué.

"Cet événement scandaleux et la vidéo que M. Protassevitch semble avoir faite sous la contrainte sont des attaques honteuses contre l'opposition politique et la liberté de la presse", a poursuivi Joe Biden, en apportant son soutien aux sanctions prises par l'Union européenne envers le Bélarus et en appelant à la libération du dissident. "Je me joins aux nombreux ap-

pels à une enquête internationale pour déterminer les faits. Je salue la nouvelle selon laquelle l'Union européenne a appelé à des sanctions économiques ciblées et d'autres mesures, et j'ai demandé à mon équipe de réfléchir aux options appropriées pour faire rendre des comptes aux responsables, en coordination étroite avec l'Union européenne, d'autres alliés et partenaires et des organisations internationales", a-t-il ajouté.

Les dirigeants de l'UE ont décidé lundi soir de fermer leur espace aérien au Bélarus et d'adopter un nouveau train de sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko après cette affaire.

Ils ont aussi recommandé aux compagnies européennes de contourner l'espace aérien du Bélarus, a indiqué le porte-parole du président du Conseil européen

Charles Michel. Le conseiller américain à la sécurité nationale Jake Sullivan s'est de son côté entretenu avec Svetlana Tikhanovskaïa, la figure de l'opposition bélarusse en exil en Lituanie, pour lui exprimer "le fort soutien des Etats-Unis" à la demande de "démocratie, de droits humains et de libertés fondamentales" du peuple, selon un communiqué.

Roman Protassevitch, un journaliste d'opposition de 26 ans, et sa compagne Sofia Sapéga se trouvaient à bord d'un vol reliant Athènes à Vilnius dérotté dimanche sur Minsk, la capitale du Bélarus, après une alerte à la bombe qui s'est révélée mensongère, selon le Bélarus.

Ils ont été arrêtés à l'aéroport et le jeune homme, désormais détenu à Minsk a dit être "passé aux aveux" dans une vidéo diffusée par la télévision d'Etat.

L'UE va fermer son espace aérien aux avions bélarusses

L'UE a décidé lundi soir de fermer son espace aérien aux appareils du Bélarus, pour sanctionner le régime d'Alexandre Loukachenko accusé d'avoir détourné un avion de ligne européen pour arrêter un dissident, selon un porte-parole du Conseil.

Les 27 Etats membres, réunis en sommet à Bruxelles, ont également demandé à leurs compagnies aériennes d'éviter le survol du Bélarus et réclamé "la libération immédiate" du journaliste opposant Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapéga,

selon des conclusions du sommet mises en ligne par le porte-parole. Le Conseil européen "condamne avec force l'atterrissage forcé d'un avion Ryanair à Minsk (...) qui a porté atteinte à la sécurité aérienne et la détention par les autorités bélarusses" de M. Protassevitch et Mme Sapéga, indique le document. Le Conseil, qui représente les Etats membres, appelle également l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à enquêter sur cet "incident sans précédent et inacceptable". Il invite aussi à "élargir

dès que possible la liste des responsables et entités" du Bélarus visés par des sanctions européennes. Quelque 88 personnes, dont Alexandre Loukachenko, et sept entités ont déjà été sanctionnées par une interdiction de voyager dans l'UE et un gel des avoirs pour la répression de l'opposition et la présidentielle du 9 août 2020, jugée "truquée" par les Européens. Les Vingt-Sept demandent en outre "l'adoption d'autres sanctions économiques ciblées" et invitent le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell

et la Commission européenne "à soumettre sans délai des propositions à cette fin". L'UE a également exprimé sa "solidarité" avec la Lettonie après "l'expulsion injustifiée" de ses diplomates par Minsk. Le Bélarus a ordonné lundi l'expulsion de l'ambassadeur de Lettonie et de tout le personnel de l'ambassade à Minsk, accusant les autorités lettones d'avoir remplacé le drapeau bélarusse par celui de l'opposition en marge du mondial de Hockey. En réponse, Riga a annoncé l'expulsion de diplomates bélarusses.

AFRIQUE - JOURNÉE - CÉLÉBRATION

La Journée de l'Afrique sous le signe de l'art et de la culture

"Arts, culture et patrimoine: leviers pour construire l'Afrique que nous voulons" est le thème choisi, cette année, pour commémorer La Journée de l'Afrique qui correspond à la création l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 25 mai 1963 à Addis Abeba, en Ethiopie, ancêtre de l'Union africaine (UA).

Cette journée est l'occasion pour chaque pays du continent d'organiser des événements ayant pour finalité de favoriser le rapprochement entre les peuples africains.

Une tradition fortement enracinée et qui met en relief le combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique. L'Afrique est considérée à juste titre comme le berceau de l'humanité, à l'origine d'un grand nombre de peuples, de langues, de religions et de traditions, ce qui ne peut occulter les tristes records détenus par le continent.

Le PIB par habitant est le plus bas du monde et l'évolution actuelle ne semble pas aller dans le bon sens malgré les extraordinaires ressources naturelles dont regorge l'Afrique. L'endettement des pays reste très lourd faute d'un développement économique harmonieux.

La pénurie d'eau potable demeure un sujet de préoccupation et ses conséquences sur la santé des populations sont importantes.

Le SIDA, quant à lui, fait de réels ravages et le continent africain présente le plus fort taux de séropositivité au monde.

En raison de la pandémie de la Covid-19 et des restrictions sur la tenue d'événements de l'UA en présentiel, la célébration de la Journée de l'Afrique et le lancement continental de l'entrée en vigueur de la Charte pour la renaissance culturelle africaine se tiendront en visioconférence.

A l'occasion de cette journée, le Secrétaire général de l'ONU a délivré un message dans lequel il réaffirme son "entière solidarité avec les populations et les gouvernements d'Afrique dans la lutte contre la Covid-19", tout en appelant au "respect des pratiques démocratiques" alors que plusieurs élections risquent d'être reportées en raison de la pandémie.

"En cette Journée de l'Afrique, l'accent est mis sur les arts, la culture et le patrimoine, comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons.

Le patrimoine culturel et naturel riche et diversifié de l'Afrique est important pour le développement durable, la réduction de la pauvreté et le maintien et la consolidation de la paix.

Il peut servir de fondement solide pour progresser sur le plan économique de manière inclusive, alors que le continent s'efforce

de s'attaquer aux problèmes que fait peser la pandémie de Covid-19", a-t-il dit.

Seul, le continent africain a déclenché une récession mondiale et a dévoilé des vulnérabilités et des inégalités profondément ancrées.

Elle a mis en péril des gains durablement acquis en matière de développement en Afrique et ailleurs".

Elle a également "accentué les facteurs de conflit : elle a augmenté les inégalités et révélé la fragilité de la gouvernance dans de nombreux pays, notamment sur le plan de la prestation de services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'électricité, l'eau et l'assainissement.

L'impact de la pandémie a également été exacerbé par la crise climatique, qui touche les pays en développement de façon disproportionnée".

Pour enrayer la pandémie, accompagner la reprise économique et atteindre les objectifs de développement durable, "il nous faut garantir un accès équitable et universel aux vaccins contre la Covid-19. Il existe actuellement un profond déséquilibre dans la distribution des vaccins entre les pays.

D'après les derniers chiffres, les pays d'Afrique n'ont reçu à ce jour que 2 % des vaccins".

"En cette Journée de l'Afrique, je renouvelle mon appel aux nations développées pour qu'elles soient solidaires de l'Afrique", a-t-il souligné.

Pour sa part, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a mis en avant, mardi, la culture et la pensée africaines comme patrimoine indispensable dans la recherche de "l'édification d'un consensus africain solide".

Redonner à la culture africaine la place qu'elle mérite

Dans une déclaration publiée sur le site de l'UA à l'occasion de la journée africaine, M. Faki, a expliqué que "l'Afrique a longtemps occulté le rôle de la culture dans la promotion et la formation des Nations africaines". Le président de la Commission entend, au cours de son mandat, "corriger cette tendance" et compte s'intéresser, plus qu'il ne l'a fait par le passé, à la culture et à la pensée africaines.

"J'ai indiqué que je ferais appel aux universitaires et aux sociologues de tous les espaces culturels pour apporter leur contribution à l'édification d'un consensus africain solide et réalisable", a-t-il fait savoir. En effet, a écrit le président, "l'Union africaine a prescrit aux Etats africains de chercher dans leurs repères culturels et leurs valeurs ancestrales le soutien de leur essor, tout en s'inscrivant dans l'évolution du monde.

Longtemps anesthésié par les effets de la colonisation, l'Africain doit puiser au

plus profond de son patrimoine culturel et artistique les clés de son épanouissement". En effet, "c'est ce message que voudrait véhiculer l'UA à travers le thème de l'année 2021 consacré aux Arts, culture et patrimoine comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons", a expliqué le chef de la commission. Il a noté que le thème de cette année a été symboliquement combiné avec la Journée de l'Afrique pour procéder au lancement de l'entrée en vigueur de la Charte de la Renaissance Culturelle africaine adoptée depuis 2006 à Khartoum au Soudan.

L'un des objectifs de cette Charte est de renforcer le rôle de la culture dans la promotion de la paix et de la bonne gouvernance.

L'Union africaine est consciente du rôle que les arts, les expressions audiovisuelles et cinématographiques ainsi que d'autres industries créatives jouent dans le processus d'intégration africaine en tant que facteur de paix, de compréhension et de prévention des conflits ainsi que de croissance socio-économique. L'Union africaine estime que l'unité de l'Afrique se fonde d'abord et avant tout sur son histoire.

L'histoire de l'Afrique, qui fait partie de notre identité culturelle, est un impératif pour le développement du Continent, a ajouté M. Faki II a considéré l'histoire comme "un vecteur de formation de la personnalité africaine et d'affirmation des peuples africains dans le monde.

L'Afrique ne peut s'imposer dans le multilatéralisme et les partenariats avec le reste du monde que par l'affirmation, sans complexe, ni ombrage de son être, de sa personnalité et de son identité sur une base de totale égalité avec les autres".

PUBLICITÉ

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'ALGER

Circonscription administrative de BARAKI

Commune de BARAKI

Direction de l'urbanisme et de l'équipement

N° :369...../D.E.U/2021.

BARAKI, le... 23 MAI 2021

Mise en demeure

N°03

Mr le gérant de l'entreprise GHERBI ali demeure

A : 79 Rue 1er novembre bureau n° 02 - Rouiba -

Est mis en demeure à cause :

- vu de non lever des réserves au niveau de chantier

Relative au projet travaux de réalisation mosquée abou beker esssedik haouch mihoub 1ere tranche - BARAKI - dans un délai de 48 heures à compter de la date de l'apparition du présent avis dans la presse.

Faute de quoi, il lui sera fait application des mesures nécessaires en vigueur.

PEINTURE - EXPOSITION

"Mots dire autrement", une exposition qui maudit l'échec et le tourment du plasticien Adlane Djeflal

"Mots dire autrement", une exposition d'œuvres contemporaines de l'artiste-peintre Adlane Djeflal, dédiées à l'"Humain" dans tous ses tourments et face à l'adversité, est visible jusqu'au 6 juin prochain à la galerie "Ifrou Design" à Alger.

Organisée dans l'élan du programme d'activité qu'entretient cette galerie d'art, "Mots dire autrement" aborde en une vingtaine de toiles, une thématique existentielle, avec plusieurs questions sur le sens à donner à son existence.

Artiste non-conformiste, bravant les normes esthétiques, Adlane Djeflal exprime à travers dix-neuf toiles semi figuratives de différents formats, un "cri de révolte, un mal persistant, une douleur accrue et quelques fois une joie éphémère".

Il raconte l'Homme et ses tourments, dans différentes techniques (mixte, acrylique sur toile et sur carton, ou encore collage), dans un rendu introspectif qui invite le visiteur à se projeter dans son vécu et apprécier ses propres expériences.

Des personnages de femmes et d'hommes, expriment des émotions fortes en lien, entre autre, avec la soif de liberté, l'envie de donner un sens à son existence et le besoin de s'affirmer, conçus dans une géométrie réduite, aux couleurs dominantes

et vives, transmettant au regard du visiteur une impression de cloisonnement anxigène qui incite à la détermination et la résilience.

"Les deux joueurs", "Histoire de couple", "Le choix", "Les bouffons", "Le bonimenteur", "Repentance", "Vision fragmentée", "Errance", ou encore "L'attente", sont quelques titres parmi l'ensemble des toiles exposées, à travers lesquelles, l'artiste a essayé d'exprimer la nécessité de bien saisir sa condition pour pouvoir nourrir l'espoir d'un éventuel changement. Né en 1961 à Skikda, Adlane Djeflal, établi à Mostaganem, est diplômé des Ecoles des Beaux-Arts d'Oran et d'Alger, enseignant les Arts plastiques et occupant plusieurs postes de responsabilité artistique depuis une vingtaine d'années dans différentes écoles et instituts, ainsi que différents organismes économiques. Animateur de plusieurs ateliers d'arts en Algérie et à l'étranger, Adlane Djeflal a exposé ses œuvres en Algérie et dans plusieurs autres pays à partir de 1983. Il a pris part aux expositions du collectif "Essebbaghine" entre 2002 et 2004. L'artiste a obtenu plusieurs distinctions dont, les premiers prix, de l'affiche du théâtre amateur de Mostaganem en 1996 et de la peinture au Salon des Arts plastiques de Constantine en 1999.

APS

CYBER SÉCURITÉ
Clôture des travaux de la 3ème édition du séminaire sur la cyber-sécurité et la cyber-défense (MDN)

Les travaux de la 3ème édition du séminaire sur "La Cyber-sécurité et la cyber-défense: Enjeux et défis à la lumière des nouvelles mutations multidimensionnelles", organisée à Alger, ont pris fin lundi, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Au nom du Général de Corps d'Armée Saïd Chane-griha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général-Major Mohamed Kaidi, Chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'ANP, a supervisé au-jour d'hui, lundi 24 mai 2021, au niveau du Cercle national de l'Armée de Beni Messous, la clôture des travaux de la troisième édition du séminaire

sur la Cyber-sécurité et la cyber-défense intitulé : Enjeux et défis à la lumière des nouvelles mutations multidimensionnelles", souligne le communiqué.

Selon la même source, le Général-Major Mohamed Kaidi, Chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'ANP, a mis l'accent, dans son allocution de clôture, sur "la nécessité de concrétiser

et de mettre en place les mécanismes adéquats permettant de maîtriser la sécurité et la défense cybernétique, afin de garantir la protection et la défense de notre cyberspace et de veiller à améliorer le travail et de consolider la coordination avec tous les acteurs nationaux pour un cyberspace sûr et fiable".

Durant ces deux jours, "cette troisième édition a connu plu-

sieurs interventions de qualité ayant abouti à d'importantes suggestions et recommandations", a-t-on relevé, soutenant que cette édition "a constitué une opportunité pour les experts, civils et militaires, de la sécurité et de la défense cybernétique d'échanger les informations et les points de vue sur les défis et les enjeux qu'imposent les nouvelles formes de cyber-menaces".



PALESTINE

Les comptes WhatsApp de nombreux journalistes palestiniens bloqués

Les comptes de la messagerie WhatsApp de nombreux journalistes palestiniens ont été bloqués ces derniers jours dans la foulée de la guerre éclair entre l'entité sioniste et la résistance palestinienne dans la bande de Gaza, ont indiqué des reporters et des organisations locales.

Peu après l'annonce d'un cessez-le-feu, dans la nuit de jeudi à vendredi, au terme de 11 jours de guerre, deux journalistes du bureau de l'AFP à Gaza ont reçu en arabe une notice de WhatsApp leur soulignant que leur compte avait été bloqué.

D'autres journalistes palestiniens en Cisjordanie, à Al Qods et dans la bande de Gaza ont confirmé avoir aussi vu

leurs comptes bloqués, notamment une équipe de la chaîne qatarie al-Jazeera, qui a toutefois indiqué avoir récupéré les comptes bloqués après s'en être plaint auprès de Facebook, propriétaire de WhatsApp.

Selon Tahseen al-Astall, vice-président du Syndicat des Journalistes palestiniens, "environ 100 journalistes" de la bande de Gaza ont vu leur compte WhatsApp suspendus ces derniers jours.

Les communiqués du mouvement de la résistance palestinienne, Hamas, considéré comme terroriste par l'entité sioniste, les Etats-Unis et l'Union européenne, circulent souvent entre journalistes dans des groupes WhatsApp sans qu'ils adhèrent au contenu des communiqués.

Ces cas ne sont pas isolés, le Centre arabe pour l'évolution des médias sociaux, une ONG aussi nommée Zameh, qui a documenté 500 "violations des droits numériques des Palestiniens", entre le 6 et le 19 mai dernier, soit des manifestations musclées à Al Qods-Est à la veille de l'annonce de la trêve entre l'entité sioniste et la résistance palestinienne.

"Des contenus ou des comptes ont été supprimés ou limités, des mots-dièse (hashtags) ont été cachés, et du contenu d'archives effacé.

50% des plaintes portent sur Instagram, 35% sur Facebook, 11% sur Twitter et 4% sur Tik Tok", détaille l'ONG dans un rapport. Au cours des dernières semaines, marquées par des affrontements entre

des Palestiniens et la police israélienne à l'Esplanade des Mosquées de Al Qods, puis par la guerre en Israël et dans la bande de Gaza, "nous avons constaté une escalade à l'encontre des droits numériques des Palestiniens", a indiqué Mona Shtaya, responsable du plaidoyer dans cette ONG basée à Haïfa, dans le nord de l'entité sioniste, faisant aussi de plaintes envers WhatsApp.

La guerre éclair l'entité sioniste et la résistance palestinienne a fait 252 morts dans la bande de Gaza, dont 66 enfants et de nombreux combattants, selon les autorités locales, et 12 morts en Israël, incluant un enfant, une adolescente et un soldat.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ROUIBA - COMMUNE DE ROUIBA
NIF : 41000 20000 160850 1037
Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 06 /2021
La commune de Rouïba lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de l'opération suivante:
Aménagement Mosquée Souachette.
I. Les entreprises qualifiées en travaux de Bâtiment (activité principal ou secondaire) catégorie 02 ou plus, ayant déjà réalisé au moins un projet en travaux bâtiment (justifier par une attestation de bonne exécution) aux travaux d'aménagement ou réalisation en bâtiment et ayant un chiffre d'affaire 70 000 000,00DA des trois années (2017-2018-2019),
intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés publics de la commune de Rouïba (siège de la commune) contre paiement de 3 000,00DA auprès du trésorier communal de Rouïba. Les offres doivent être obligatoirement accompagnées des pièces ci-dessous. Les soumissionnaires sont tenus de prendre connaissance des dispositions y afférentes énumérées dans le cahier des charges pour la liste détaillée.
a- dossier de candidature comprend:
- la déclaration de candidature selon ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- la déclaration de probité selon ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- les statuts pour les sociétés.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise.
- tout documents permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
1- capacités professionnelles : certificat de qualification et classification professionnelle.
2- capacités financières : bilans financiers des trois dernières années visés par les services des impôts et références bancaires.
3- capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
b - L'offre technique comprendra:
- déclaration à souscrire selon ci-joint dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le présent cahier des charges portant dans sa dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- mémoire technique justificatif (délai d'exécution, planning d'exécution des travaux, organigramme de l'entreprise, historique de l'entreprise, qualité -expérience de l'entreprise).
NB : toutes les pièces doivent être en cours de validité le jour de dépôt des offres.
Les documents contenant les informations de la déclaration de candidature seront exigés que de l'attributaire du marché qui doit les fournir dans les dix jours qui suivent la lettre de sa saisine et en tout état de cause avant l'attribution provisoire.
c - L'offre financière comprendra:
- La lettre de soumission (selon modèle annexé au cahier des charges), dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires BPU dûment signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le devis quantitatif - estimatif de l'offre DQE dûment signé et cacheté par le soumissionnaire.
La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première publication du présent avis d'appel d'offres dans la presse ou le BOMOP. Le dépôt des offres est fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres de 08H00 à 11H00, si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, celui-ci sera prorogé au jour ouvrable suivant. Les plis doivent être déposés au niveau du service des marchés publics de la commune de Rouïba (siège de l'APC). L'ouverture des plis aura lieu le dernier jour de dépôt des offres à 11h15 en séance publique. L'ensemble des soumissionnaires sont invités à y assister.
L'offre est valable pour une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 Mois.
Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et financière, chaque un est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas, les deux enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure, fermée et anonyme, portant que la mention.
"Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres".
« Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales »

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية الدار البيضاء
بلدية بسحاب، المسزوار
قصر رقم 133 / 2020 مؤرخ في 30 ديسمبر 2020... يتضمن فسخ العقد رقم 2019/20 المؤرخ في 2019/10/24 المبرم بين بلدية باب الزوار و مكتب الدراسات " BET MENHOUK KAHINA "
المتعلق بمنعاجة إنجاز قناة التطهير من القناة الرئيسية EGCWA باتجاه قناة الجرف باب الزوار.
رئاسة المجلس الشعبي البلدي باب الزوار،
بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 المتعلق بالبلدية.
بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 المتضمن قانون الولاية.
بمقتضى القانون رقم 58/75 المؤرخ في 1975/09/26 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم.
بمقتضى القانون رقم 09/08 المؤرخ في 2008/02/25 المتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية.
بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15/247 المؤرخ في 2015/09/16 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتلويضات المراق العام.
بناء على القرار رقم 2011/م.إ.م. المؤرخ في 2018/03/04 المعدل للقرار رقم 490/م.إ.م. المؤرخ في 2018/01/17 المتضمن ديمومة المدينة / توييب آسيا مختلفة رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية باب الزوار.
بمقتضى القرار رقم 2019/20 المؤرخ في 2019/10/24 المبرم بين بلدية باب الزوار مكتب الدراسات " BET MENHOUK KAHINA " والمتعلق بمنعاجة إنجاز قناة تطهير من القناة الرئيسية EGCWA باتجاه قناة الجرف باب الزوار.
بناء على الرضاعة المؤرخة في 2020/12/15 تحت رقم 2020/SP/2990 /DTTP/163/ 2020 المتضمنة لقيام مشروع إنجاز قناة تطهير من القناة الرئيسية EGCWA باتجاه قناة الجرف باب الزوار.
نظرا لعدم إمكانية إنجاز المشروع.
تسلسل
البيانات الأخرى: يتسلسل من جانب واحد العقد المبرم بين بلدية باب الزوار و مكتب الدراسات " BET MENHOUK KAHINA " المؤرخ في 2019/10/24 تحت رقم 2019/20، المتعلق بمنعاجة إنجاز قناة تطهير من القناة الرئيسية EGCWA باتجاه قناة الجرف باب الزوار.
العامة الشفوية: الوضعية المالية هي كالآتي:
مبلغ الالتزام (لدى المراقب المالي) / مبلغ الممتلكات / المبلغ المتدفق
600.000.00 دج / 00 دج / 600.000.00 دج
العامة الشفوية: تتلزم الاسطحة المتأقفة (البلدية) بفسخ كتحقق الارتباط المتعلق بهذا العقد لدى المراقب المالي.
إمضاء الرايضية: ويكلف السيد الأمين العام، النائب المكلف بالصحة والبيئة ونظافة المحيط، أمين خزينة البلدية كل حسب اختصاصه بتنفيذ محتوى هذا القرار.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1422

approvisionnements célèbres espionne	genre de crapaud cables d'amarrage	nouée fais monter	résonna bruit de baquettes	encerclées	arme de coq	aérienne nul sur l'échiquier
irritants				outil de jardinier fit un bon choix	scène riqolote bandage de roue	
disséminée			palpe très peu courant			
élargiraient						roi de Russie
naçnera			armes de duel	pièce de charrue élément de siècle	double équerre reste de moisson	
crochet d'étaier				saisies reptiles lents		éculés
venues en premier extirpe			vieille capacité rocher pointu	genre de saules doctrine du secret	lettre grecque crétin	
incoercibles mesurer avec soif		appuyer mauvaise passe			propulsé personnel	vraiment importante
				mises en forme pas très brillant		
frappa fortement	astre chevelu rétribués			passer l'été sont aux aguets	chinois	saint raccourci cupide
						natte
danse à trois temps	champion durs à avaler		il suit le bis coordination	poinçon pâte cuite moulée		
domina très mauvaise note			matières colorées symbole du radian		planchettes similaire	
scène de catcheur marraine de conte			libre de parler émanation	partie d'église île de Charente	fait d'hiver marque d'infinifit	partie dure
		technique raffinée				
ce Louis dut décapité				vallée envahie		saint de Normandie
				illusions		

Solution

Sudoku n°2722

1	4	7	8	6	9	6	2	3
2	9	8	3	1	6	4	7	5
6	5	3	4	2	7	1	9	8
7	2	9	1	8	4	3	5	6
3	1	4	6	9	5	2	8	7
8	6	5	7	3	2	9	4	1
4	3	6	2	7	8	5	1	9
6	7	1	9	4	3	8	6	2
9	8	2	5	6	1	7	3	4
4	5	8	1	7	6	3	9	2
9	2	6	3	8	5	7	4	1
3	7	1	4	2	9	5	8	6
6	9	3	1	7	4	2	8	5
5	4	2	3	8	6	1	9	7
8	1	7	2	9	5	6	4	3
2	3	8	5	1	7	9	6	4
7	6	1	9	4	3	8	6	2
9	5	4	6	2	3	8	7	1
1	2	6	7	5	9	4	3	8
3	8	5	4	6	1	7	2	9
4	7	9	8	3	2	5	1	6
7	8	1	2	4	5	3	9	6
4	5	2	6	9	3	1	7	8
6	9	3	1	8	7	2	5	4
3	7	6	9	2	8	5	4	1
2	1	8	5	7	4	6	3	9
5	4	9	3	1	6	7	8	2
8	6	5	7	4	6	8	7	2
6	3	4	1	6	9	3	4	8
9	2	7	6	3	4	8	6	1
9	2	7	3	8	5	6	1	4
8	6	1	2	4	7	9	3	5
6	3	4	1	6	9	2	8	7
3	4	6	5	9	2	1	7	8
1	9	5	8	7	3	4	6	2
7	8	2	4	1	6	5	9	3

Mots Croisés n°2722

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	P	A	N	I	F	I	C	A	T	I	O	N
2	I	N	I	M	A	G	I	N	A	B	L	E
3	E	T	A	I	N	A	I	N	E	U		
4	T	E	N	T	A	I	E	N	A	F		
5	I	N	T	A	T	I	R	A	G	E	S	
6	N	A	T	A	I	N	E	O	R			
7	E	N	V	I	R	O	N	M	U	R	E	
8	R	O	U	F	N	E	P	E	T	E	S	
9	A	N	E	A	E	C	R	I	N	S		
10	S	E	S	A	M	E	S	E	S	T	E	

Grille géante n°1422

•	P	•	B	•	L	•	T	•	A	•	S	•	E	•	P	•	L
M	A	T	B	A	L	A	R	A	N	T	R	A	S	E	R	G	E
U	P	A	R	T	A	R	C	A	N	T	R	A	S	E	P	A	T
R	P	A	R	T	A	R	C	A	N	T	R	A	S	E	P	A	T
E	V	E	C	E	S	E	R	A	N	T	R	A	S	E	P	A	T
G	R	E	I	S	E	E	P	I	N	T	R	A	S	E	P	A	T
I	R	R	E	S	E	E	P	I	N	T	R	A	S	E	P	A	T
E	S	A	I	N	E	E	S	E	P	I	N	T	R	A	S	E	P
O	T	R	R	E	S	E	P	I	N	T	R	A	S	E	P	A	T
D	O	N	S	E	N	A	T	R	A	S	E	P	A	T	R	A	S
A	S	A	S	E	N	A	T	R	A	S	E	P	A	T	R	A	S
V	A	L	S	E	N	A	T	R	A	S	E	P	A	T	R	A	S
M	A	R	O	N	E	T	R	A	S	E	P	A	T	R	A	S	E
Z	E	R	E	I	N	G	A	R	T	E	R	A	S	E	P	A	T
F	R	E	E	I	N	G	A	R	T	E	R	A	S	E	P	A	T
S	E	I	Z	E	B	E	R	L	A	L	E						

ATHLÉTISME - JOURNÉE ELITE ET JEUNES TALENTS

Certaines épreuves délocalisées à Bordj El Kiffan (Fédération)

Certaines épreuves inscrites au programme de la Journée Elite et Jeunes talents sportifs, prévues ce vendredi au SATO du 5-Juillet seront finalement délocalisées au stade d'athlétisme de Bateau-Cassé, à Bordj El Kiffan (Alger), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAA).

"Les épreuves du lancer de marteau et de disque, ainsi que l'épreuve du saut à la perche se dérouleront le vendredi 28 mai, au stade d'athlétisme de Bateau-Cassé" a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, sans préciser le motif de cette délocalisation.

Les autres épreuves, de course de lancer et de saut sont maintenues au SATO du 5-Juillet, où elles seront jumelées avec le Championnat national seniors (messieurs et dames) du 10.000 mètres.

Les catégories d'âge concernées par la Journée des Jeunes talents sportifs sont celles des moins de 18 ans, et moins de 20 ans. Le 10.000 mètres des seniors "dames" se déroulera d'ailleurs en même temps que le 10.000 mètres des U20 (Garçons), et ce sera à partir de 16h40, alors que le 10.000 mètres des seniors "messieurs" est programmée à 19h30. Le dernier délai pour confirmer les engagements a été fixé au mercredi 26 mai, à 23h59, ont indiqué pour lequels deux

ATHLÉTISME - LIGUE DE DIAMANT (2^E ÉTAPE)

Deux Algériens présents à Doha

Les deux athlètes algériens Benmahdi Khaled et Gouaned Mohamed Ali, engagés dans l'épreuve du 800 m, seront présents vendredi à Doha (Qatar), lors de la 2e étape de la Ligue de diamant, selon le programme dévoilé sur le site officiel de la compétition.

Les deux Algériens concourront dans la série du 800 m B, en compagnie des deux Koweïtiens Al-Harbi Khaled Mohamed Jaman et Al-Zofairi Ibrahim, des deux Tunisiens Ayouni Abdeslam et Chenini Riadh, des Qataris Balla Musaeb Abderrahmane et Mubarak Rabie Mohamad, de l'Espagnol Olmedo Manuel, de l'Américain Erik Sowinski et des Marocains Smali Mustapha et Zahafi Mouad. Benmahdi et Gouaned sont engagés dans la série B du 800 m, en raison de leurs chronos personnels, qui ne leur a pas permis d'être dans la première série, marquée par la présence du Kényan Rotich Ferguson Cheruyot, médaillé de bronze aux derniers mondiaux 2019 à Doha.

La 3e étape de la prestigieuse Ligue de diamant s'est disputée dimanche à Gateshead, dans des conditions climatiques très difficiles dans le nord de l'Angleterre.

ACNOA-PRÉSIDENTENCE

L'Algérien Mustapha Berraf réélu à la tête de l'instance sportive africaine

Le président sortant de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), l'Algérien Mustapha Berraf a été réélu à la tête de l'instance sportive continentale pour le mandat olympique (2021-2024), lors des élections tenues mardi au Caire (Egypte), en marge des travaux de la 19e session ordinaire de l'assemblée générale de l'ACNOA.

Mustapha Berraf a récolté 38 voix contre 15 pour son adversaire la Burundaise Ludia Nsekera, membre du Comité international olympique (CIO). A l'issue de sa large et brillante victoire, l'ancien président du Comité olympique et sportif algérien (COA) a tenu à rendre hommage à son adversaire pour sa sportivité.

Pour rappel, Berraf (67 ans) avait été élu à la tête de l'ACNOA, en novembre 2018 à Tokyo (Japon) lors de l'assemblée générale extraordinaire et électorale de l'instance, pour les deux années restantes du mandat olympique 2017-2020, après l'éviction de l'Ivoirien Lassana Palenfo. En plus de l'élection du président Mustapha Berraf, les membres de l'Assemblée ont procédé également à la désignation de trois premiers Vice-présidents, à savoir: Joao Da Costa Alegre Afonso (Sao tomé et- Principe), Matlohan Moiloa-Ramooppo (Lesotho) et Fardouza Moussa Egueh (Djibouti). Le poste de 4e vice-président pour lequel deux



candidats étaient en course, le Marocain Kamal Lahlou et le Botswanais, Negroes Maleala Kgosietse, est revenu au représentant marocain par 27 voix contre 25 à son adversaire.

Le président réélu de l'ACNOA avait obtenu le soutien du Comité olympique et sportif algérien et celui de l'Etat algérien, avant d'annoncer officiellement sa candidature pour un nouveau mandat en avril der-

nier. Pour sa campagne électorale, Mustapha Berraf avait présenté "un plan stratégique et un programme de développement qui devrait permettre de rationaliser les ressources et les investissements pour aboutir à des perspectives d'avenir très intéressantes".

"Je compte avant tout sur le travail que j'ai fourni depuis de nombreuses années avec mes collègues au sein de l'AC-

NOA et en particulier en ma qualité de vice-président chargé de la résolution des conflits en Afrique", a-t-il indiqué.

Les élections de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) avaient enregistré la présence du président de la Fédération internationale de handball (IHF), l'Egyptien Hassan Mustafa. Les élections ont été précédées, lundi, par les travaux de la 19e session ordinaire de l'assemblée générale de l'ACNOA qui se sont déroulés en présence des représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale et des représentants du CIO. Le président du CIO, l'Allemand Thomas Bach est intervenu par visioconférence pour lancer les travaux.

La journée du lundi a été consacrée à l'adoption des procès verbaux de la dernière session tenue le 12 juin 2019 au Cap Vert, ainsi que l'adoption des bilans moral et financiers des exercices 2019 et 2020.

ECHECS - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE (INDIVIDUEL - 6^E J)

Deux victoires et deux défaites pour les Algériens

Les échéphiles algériens ont décroché deux victoires et concédé autant de défaites et un match nul, lors de la 6e journée du Championnat d'Afrique des échecs (individuel), qui se déroule à Lilongwe (Malawi) du 19 au 28 mai.

Les deux victoires algériennes ont été remportées par Ali Nacer et Manel Nacer qui ont, respectivement, disposé du Nigérian Ajibola Olanrewaju et la Sénégalaise Bobrova Lubov.

Le match nul a été obtenu par Lina Nassr face à la Zimbabwéenne Charinda Kudzanayi, alors que les deux défaites ont été concédées par Billel Bellahcene et Chafik Talbi.

A l'issue de cette 6e journée,



l'Algérienne Lina Nassr glisse à la 2e place du classement général, alors que chez les hommes, le meilleur algérien est Ali Nacer qui occupe le 8e rang. Ce rendez-vous africain est qualificatif pour la Coupe du monde (messieurs et dames), prévue à Sochi (Russie) du 10 juillet au 3 août prochain. L'Afrique sera représentée par les quatre premiers.

BASKET - BAL (GR. C)

Le GS Pétroliers éliminé après sa défaite face au Zamalek (64- 97)

Le club de algérien, GS Pétroliers, est éliminé de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), après sa défaite face à son homologue égyptien du Zamalek sur le score de (64- 97), en match comptant pour la dernière journée du groupe C, disputé lundi à Kigali (Rwanda). C'est la troisième défaite des Pétroliers dans le tournoi, après celles concédées face au Ferroviario Maputo de Mozambique (73-86) et l'AS Douanes du Sénégal (76-94). Cette rencontre de la 2e journée du groupe C, prévue initialement mercredi dernier, avait été reportée "en accord avec les règles du protocole sanitaire en place dans la bulle de Kigali", avait indiqué un communiqué de la BAL. Les quarts de finale de la BAL, qui regroupent les deux premiers de chaque poule (A, B, C) et les deux meilleurs troisièmes, sont programmés les 26 et 27 mai et seront suivis des demi-finales, prévues le 29 du même mois. La finale et le match de classement pour la 3e place se dérouleront le 30 mai. La première édition de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle, fruit d'un partenariat historique entre la Fédération internationale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), se dispute dans une "bulle" à Kigali avec un protocole sanitaire très strict pour les 12 équipes participantes, afin de faire face à la pandémie de Covid-19.

GYMNASTIQUE - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE INDIVIDUELS

La sélection algérienne à pied d'oeuvre au Caire (Fédération)

La sélection algérienne (messieurs/dames) de gymnastique a effectué deux séances d'entraînement en Egypte, pour apporter les derniers réglages à sa préparation, en prévision des Championnats d'Afrique "seniors", qui débutent ce lundi dans la capitale Le Caire, à partir de l'APS lundi auprès de la Fédération.

"La sélection nationale avait fait escale à Doha (Qatar), où elle a passé une nuit, avant de rallier Le Caire, où elle a déjà effectué deux séances d'entraînement" a indiqué l'instance fédérale, en précisant que "la première séance a été destinée

à l'équipe de gymnastique artistique, alors que la seconde, programmée un peu plus tard dans l'après-midi, était destinée à la spécialité trampoline".

Sept gymnastes, dont trois dames (6 en gymnastique artistique et 1 en trampoline) représentent l'Algérie dans cette compétition, considérée comme la dernière étape qualificative aux Jeux Olympiques de Tokyo.

En effet, à l'issue du rendez-vous cairote, quatre gymnastes auront le privilège de décrocher un billet pour les prochains JO (2 messieurs et 2 dames) en gymnastique artistique, alors que deux billets seulement (1

par sexe) seront mis en jeu en trampoline. Une spécialité qui verra la participation de seulement quatre pays au rendez-vous du Caire, à savoir : l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et l'Angola, alors qu'en gymnastique artistique, et outre l'Algérie, l'Egypte et le Maroc, il y aura également l'Afrique du sud et le Nigeria.

Liste des gymnastes algériens :
Gymnastique artistique : Temami Chama - Mokhtari Fatma Ahlam - Salem Lahna - Hellal Metidji - Mohamed Bourkik et Mohamed Aouicha.
Trampoline : Younes Belkheir.

APS



SÉLECTION ALGÉRIENNE (AMICAL) Un premier groupe de joueurs rejoint Sidi Moussa

Un premier contingent de joueurs convoqués pour les trois matchs de l'équipe nationale de football : le 3 juin face à la Mauritanie à Blida, le 6 juin devant le Mali à Blida, et le 11 juin en déplacement face à la Tunisie, ont rejoint le Centre technique national de Sidi Moussa, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne (FAF).

Il s'agit de Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), Youcef Belaïli (Qatar SC), Djamel Benlamri (O. Lyon/ France), ainsi que le gardien de but de l'Olympique Médéa (Ligue 1/ Algérie) Abderrahmane Medjadel. Ces joueurs ont rallié le CTN, à quelques jours du début officiel du stage des "Verts", prévu le lundi 31 mai.

Les autres joueurs retenus par le sélectionneur national Djamel Belmadi, arrivé ce lundi à Alger, rejoindront le lieu du regroupement à tour de rôle, et par contingents. L'aîlé droit de Manchester City (Premier league anglaise) Riyad Mahrez, concerné par la finale de la Ligue des champions, le samedi 29 avril face à Chelsea à Porto (Portugal), rejoindra ses coéquipiers tardivement, et pourrait être ménagé lors du premier test amical face à la Mauritanie, une manière de bénéficier de quelques jours de repos, souligne la même source.

Par ailleurs, le coach national Djamel Belmadi animera une conférence de presse le mardi 1er juin à Sidi Moussa, une occasion pour aborder les prochains rendez-vous des "Verts" et le choix des joueurs convoqués.

Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain.

Les champions d'Afrique débiteront à domicile face à Djibouti, avant de se dé-



placer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso.

Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barrages sont, quant à eux, programmés en mars 2022.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi et le président de la FAF Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'Urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2e tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19.

SÉLECTION ALGÉRIENNE DES U20 Deux joueurs quittent le stage de Sidi-Moussa (FAF)

Deux joueurs de la sélection algérienne des moins de vingt ans, Rayan Dehilis et Kamel Matubanzia ont dû quitter précocement le stage bloqué qui se déroule actuellement au Centre technique national de Sidi-Moussa, avant de rentrer en France, pour des raisons scolaires, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF).

"Rayan Dehilis et Kamel Matubanzia étaient dans l'obligation de rentrer en France, pour passer leurs examens scolaires" indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Dehilis (Olympique de Marseille) et Matubanzia (FC Troyes) faisaient partie d'un groupe de 37 jeunes dont treize évoluent à l'étranger, convoqués pour le stage actuellement en cours au CTN de Sidi-Moussa.

Ce qui porte à quatre le nombre de joueurs ayant quitté précocement ce stage, car deux autres joueurs s'étaient retirés du regroupement avant Dehilis et Matubanzia.

Il s'agit du gardien de l'Olympique Médéa, Abdelghani Ouakrif, et qui a été remplacé dans le groupe par son coéquipier du Paradou AC Djamel-Eddine Zidane, ainsi que le jeune joueur de l'Entente de Sétif, Messaoud Salem, et qui lui n'a pas été remplacé.

Selon la FAF, Ouakrif et Salem avaient "contracté des blessures" et cette situation les a

empêchés d'aller au bout du stage.

Par ailleurs, la sélection nationale a disputé un deuxième match amical contre l'équipe "Réserves" du Paradou AC (2-0). Soit le même score que la veille, lors d'un précédente joute amicale, contre cette même équipe du PAC.

Les réalisations de la sélection nationale lors de cette deuxième joute ont été signées Mohamed Belmokhtar et Abdelali Hammadi, alors que lors du premier match, ce sont Younès Aït Amer et Issam Bouaoun qui étaient les buteurs.

Ce stage bloqué, entamé le 21 mai avec un effectif de 37 joueurs, est le troisième pour la sélection nationale des moins de vingt ans, après celui effectué du 6 au 9 mai, et le second, qui a été clôturé mercredi dernier, également à Sidi-Moussa.

Lors du premier stage, le sélectionneur national Mohamed Lacet avait retenu un groupe de 32 joueurs, avant de faire appel à 34 autres, lors du deuxième regroupement.

Ce troisième stage est marqué par la présence de treize joueurs évoluant à l'étranger, dont deux hors du championnat de France, en l'occurrence Abdelkrim Aït Amer (Bayern Munich/Allemagne) et Samy Mahor (La Gantoise/Belgique).

La dernière sortie officielle de la sélection algérienne des moins de vingt ans remonte au mois de décembre 2020, à l'occasion du tournoi de l'Union

nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie.

Les juniors algériens, alors dirigés par Saber Bensmaïn,

n'avaient pas réussi à décrocher leur billet qualificatif, après avoir terminé à la 4e et dernière place, avec un seul point au compteur.

Le nouveau stade d'Oran est opérationnel (FAF)

Le nouveau stade de la ville d'Oran d'une capacité d'accueil de 40.000 places est apte à abriter l'éventuelle rencontre amicale de la sélection algérienne des joueurs locaux (A') le 16 juin prochain, a appris l'APS mardi de la Fédération algérienne de football (FAF). Ce constat a été fait à l'issue de la première visite d'inspection des lieux effectuée, lundi soir, par une délégation composée de représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et de FAF.

La délégation en question, de laquelle manquait l'entraîneur de la sélection A', Madjid Bougherra, en raison de ses obligations avec le staff technique de la sélection première, a été "admirative" devant l'évolution des travaux dans ce stade qui touchent à leur fin, a souligné le chargé de communication de la FAF, Salah Bey Aboud. "L'essentiel des équipements du stade, tels que le terrain et les vestiaires sont fin prêts. Quelques retouches manquent encore pour que le stade soit livré avant la date de l'éventuel match amical que la sélection A' devrait jouer dans ce stade.

Une chose est sûre : s'il y aurait rencontre à la date prévue, c'est-à-dire le 16 juin, elle sera domiciliée dans cette enceinte", a assuré le représentant de l'instance footballistique nationale.

L'occasion a été propice aussi pour que les hôtes d'Oran assistent à un nouveau test du réseau d'éclairage, "une opération effectuée avec succès", a encore jugé Salah Bey Aboud, se réjouissant au passage du fait que "le réseau d'éclairage installé répond parfaitement aux normes de la Fédération internationale de football".

Une seconde visite est programmée ce mardi au même stade par la délégation en question, qui devrait également tenir une séance de travail avec le wali d'Oran avant de regagner la capitale, a-t-on

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE - RETOUR)

JSK - Coton Sport au stade du 5-juillet

La direction de la JS Kabylie va formuler une demande mardi à l'Office du Complexe olympique, pour recevoir les Camerounais du Coton Sport au stade du 5-juillet, le samedi 26 juin, dans le cadre des demi-finales (retour) de la Coupe de la Confédération de football (CAF), a appris l'APS lundi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1.

"Nous allons saisir mardi la direction de l'OCO pour demander à jouer le match retour des demi-finales au stade du 5-juillet, le samedi 26 juin prochain.

C'est le souhait du staff technique et des joueurs, qui s'expriment mieux sur gazon naturel", a indiqué à l'APS le directeur sportif des "Canaris" Kamel Abdeslam.

La JSK a validé dimanche son ticket pour le dernier carré, malgré le nul concédé au stade du 1e-novembre de Tizi-Ouzou face aux Tunisiens du CS Sfax (1-1). A l'aller, la JSK s'était imposée à Sfax (1-0).

"Nous allons demander à la CAF de jouer en nocturne (20h00), d'autant qu'on sera au début de l'été.

Dans le cas contraire, le coup d'envoi sera donné à 17h00", a-t-il ajouté.

Avant la seconde manche à domicile, les joueurs de l'entraîneur français Denis Lavagne joueront la première manche le dimanche 20 juin au stade de Garoua.

Pour rappel, les deux équipes se sont rencontrées en phase de poules. La JSK s'est imposée à deux reprises : 1-0 à Tizi-Ouzou, 2-1 à Garoua.

L'autre demi-finale opposera les Egyptiens de Pyramids FC aux Marocains du Raja Casablanca.

informé de même source. La sélection algérienne A' effectuera son premier stage sous la houlette de Bougherra à partir du 12 juin prochain.

Ce rassemblement sera bouclé par un match amical contre un adversaire qui reste à désigner.

Le stade de 40.000 places, doté d'une excellente pelouse en gazon naturel, connaît actuellement des travaux de pose d'une piste d'athlétisme qui sont sur le point d'être achevés.

Il fait partie d'un grand complexe sportif olympique composé entre autres d'un stade d'athlétisme de 4.200 places, une salle omnisports de 6.200 places et un centre nautique de trois piscines.

Ces trois équipements devraient être livrés en septembre prochain.

La rencontre amicale qui devrait être organisée dans ce stade s'inscrit dans le cadre des préparatifs des poules de Bougherra en vue notamment de la Coupe arabe de la FIFA 2021, prévue au Qatar (30 novembre-18 décembre).

Elle marquera également l'inauguration de cette importante enceinte footballistique qui vient renforcer les infrastructures sportives dont dispose la capitale de l'ouest du pays.

Il y a quelques mois, l'entraîneur de la sélection algérienne première, Djamel Belmadi, et l'ex-président de la FAF, Khéireddine Zetchi, avaient également effectué une visite d'inspection à ce stade.

Ils se sont tous les deux montrés admiratifs devant cette enceinte, n'écartant pas l'éventualité de voir les "Verts" s'y produire à l'avenir.

Le nouveau complexe sportif olympique, implanté dans la commune de Bir El Djir (est d'Oran), abritera l'essentiel des compétitions des Jeux méditerranéens, prévus à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

INTER-RÉGIONS (GR. OUEST) Le WA Mostaganem premier qualifié aux play-offs

Le WA Mostaganem est le premier club de l'Inter-régions à avoir composé son billet pour les play-offs, et ce, à trois journées de la fin du championnat, après avoir dominé copieusement la poule A du groupe Ouest.

Le WAM, qui a retrouvé le troisième palier cette saison, a écrasé le SA Mohammadia (6-1), dimanche passé dans le cadre de la 10e journée, assurant avant l'heure sa qualification aux barrages, en devant de neuf unités le dauphin, qui n'est autre que le voisin, l'ES Mostaganem.

Un premier pari réussi pour les gars de "Mosta", se réjouit leur président, Sofiane Benamar, rappelant que son équipe était la première à avoir lancé la préparation d'intersaison "au moment où l'incertitude planait encore sur le déroulement du championnat d'Inter-régions cette saison", a-t-il déclaré à l'APS.

Malgré cette accession prématurée, le boss du WAM, également membre du conseil d'administration du MC Oran, a assuré que les siens "vont jouer à fond les trois derniers matchs, en respectant le fair-play". "Il s'agira également d'une bonne préparation pour les barrages prévus pour le 25 juin, ce qui voudrait dire qu'on a largement le temps pour préparer ce rendez-vous décisif", a-t-il estimé.

Disant s'attendre à une mission délicate pour accéder en Ligue 2, "surtout au regard du système de compétition adopté cette saison", Sofiane Benamar, qui est à sa deuxième année à la tête du WAM, s'est engagé à "mettre l'équipe dans les meilleures conditions possibles pour atteindre l'objectif assigné".

Le WAM compte un seul passage en Ligue 1 (ex-D1) à laquelle il avait accédé à l'issue de l'exercice 1995-1996 sans pour autant y faire long feu, puisqu'il a perdu sa place parmi l'élite dès la saison suivante, rappelle-t-on.

LIGUE 1 FRANÇAISE (2020-2021)

Delort termine meilleur buteur et passeur africain

L'attaquant international algérien de Montpellier HSC Andy Delort, auteur de 15 buts et 10 passes, a terminé meilleur buteur et passeur africain du championnat de Ligue 1 française de football, clôturée dimanche avec la consécration de Lille OSC.

L'attaquant algérien de 29 ans, a inscrit 15 buts cette saison en Ligue 1 en 30 rencontres loin du meilleur baroudeur de la saison, l'attaquant du PSG Kylian Mbappé auteur de 27 buts. D'autre part, le buteur algérien a terminé à la deuxième place des passeurs du championnat derrière l'international néerlandais de l'Olympique Lyon Memphis Depay (12).

Outre Delort, deux autres attaquants africains se sont distingués au cours de la saison 2020-2021, il s'agit du Camerounais Karl Toko Ekambi (O. Lyon) et du Nigérien Terem Moffi (FC Lorient).

Karl Toko Ekambi s'est offert 14 buts en 35 rencontres avec l'OL qui termine à la quatrième place de l'exercice qui vient de s'achever.

Karl Toko Ekambi avait été prêté aux Gones en janvier 2020 avec une option d'achat. Après six mois, il avait été définitivement transféré de Villarreal. De son côté, le Nigérien Terem Moffi a brillé cette saison sous le maillot des Merlus : 14 buts en 32 rencontres.

Venu de Courtrai en Belgique, Terem Moffi a fait largement partie des plans de l'entraîneur Christophe Pellissier. Terem Moffi a offert aux siens une victoire face au PSG cette saison, un triplé face à Bordeaux, et des doublés face à Monaco et Marseille.

Appelé en sélection pour la première fois, il pourrait connaître sa première cape le 4 juin contre le Cameroun, lors d'une rencontre amicale en Autriche. Terem Moffi a débuté sa carrière européenne en 2017 en Lituanie. Après trois saisons en Ligue 2, le promu a acquis son maintien en Ligue 1 grâce notamment à Moffi.

APS

LIGUE 1 (23E J) Le leader pour creuser l'écart, derbies indécis au Centre et à l'Ouest

Le leader de Ligue 1 de football l'ES Sétif, sera en appel à Magra pour affronter le NCM avec l'objectif de creuser l'écart, alors que les derbies NA Hussein-Dey - CR Belouizdad et WA Tlemcen - MC Oran, seront indécis et ouverts à tous les pronostics, à l'occasion de la 23e journée, prévue mercredi.

Large vainqueur à la maison face à l'USM Bel-Abbès (8-0), l'Entente (1e, 46 pts) aura une belle occasion de creuser l'écart face à une équipe de Magra (14e, 22 pts), dont les résultats sont irréguliers.

Les Sétifiens qui ont bien réagi après la décision de la commission de discipline de la LFP de ne pas homologuer le match nul décroché face au RC Relizane (2-2), partiront favoris, d'autant que le NCM reste sur une défaite à Biskra (1-0), qui est venue mettre fin à trois victoires de suite, toutes compétitions confondues.

La JS Saoura (2e, 42 pts), qui s'est baladée face au RCR (5-1), effectuera un déplacement à l'Ouest du pays pour défier l'un des relégables l'USM Bel-Abbès (18e, 16 pts), groggy après l'humiliation essayée à Sétif (8-0).

La JSS est capable de revenir avec le gain du match, estiment les observateurs, d'autant que les gars de Béchar, vont compter sur l'apport précieux du meilleur baroudeur du championnat Bilal Messaoudi, auteur de 16 buts, dont un quadruplé samedi dernier face au RCR.

De son côté, le MC Oran (3e, 40 pts), tenu en échec samedi dernier sur sa pelouse par l'Olympique Médéa (0-0), est appelé à disputer le derby de l'Ouest face au voisin le WA Tlemcen (15e, 21 pts), qui n'a plus droit à l'erreur après deux défaites de rang.

Si le MCO aspire à préserver sa position sur le podium, le WAT, dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur Abdelkader Amrani, aura à cœur de réagir pour s'extirper de la zone rouge.

Le NAHD sommé de sortir la tête de l'eau

L'USM Alger (4e, 38 pts), invaincue depuis l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Mounir Zeghdoud, se rendra du côté de la capitale du "Titteri" pour croiser le fer avec l'Olympique Médéa (9e, 33 pts), en baisse de régime après deux matchs de suite sans victoire.

Les Algérois, privés de plusieurs joueurs dont le défenseur Haïthem Loucif et le milieu offensif burkinabé Hamed Belem, blessés, aborderont ce rendez-vous en conquérants, pour préserver la belle dynamique.

Le CR Belouizdad (5e, 36 pts) et le MC Alger (7e, 34 pts), éliminés en 1/4 de finale de la Ligue des c ham-



pions, tenteront de relever la tête en affrontant respectivement le NA Hussein-Dey (17e, 20 pts) et le CS Constantine (11e, 32 pts).

Signataire d'un contrat avec le NAHD dimanche, l'entraîneur Youcef Bouzidi, a fini par jeter l'éponge 24 heures plus tard, de quoi mettre les "Sang et Or" dans une situation inconfortable à la veille du derby.

Le Nasria veut mettre fin à trois mois de disette en championnat (dernière victoire le 26 février, nldr).

Le MCA effectuera, quant à lui, un déplacement périlleux à l'Est pour affronter le CSC, qui reste sur une mauvaise série de quatre matchs sans victoire, toutes compétitions confondues. La JS Kabylie (6e, 35 pts), auréolée de sa qualification aux demi-finales de la Coupe de la Confédération, accueillera l'ASO Chlef (12e, 24 pts) avec l'intention de s'approcher du podium.

Le Paradou AC (9e, 33 pts), auteur de deux victoires consécutives, aspire à réussir la passe de trois.

Les "Académiciens" tenteront de s'offrir cette fois-ci à domicile l'US Biskra (13e, 23 pts), vainqueur le week-end dernier chez elle face au NCM (1-0).

En bas du tableau, les équipes menacées de relégation tenteront d'amorcer leur mission de sauvetage.

La lanterne rouge le CABB Arreridj (20e, 10 pts), auteur de son premier succès de la saison face à la JSM Skikda (1-0), sera en appel pour confirmer son réveil face au RC Relizane (15e, 21 pts), alors que la JSMS (19e, 14 pts) n'aura plus droit à l'erreur à la maison face à l'AS Ain M'lila (7e, 34 pts).

Le programme

Mercredi :

CS Constantine - MC Alger (17h00)
JSM Skikda - AS Ain M'lila (17h00)
O. Médéa - USM Alger (17h00)
NA Hussein-Dey - CR Belouizdad (17h00)
WA Tlemcen - MC Oran (17h00)
NC Magra - ES Sétif (17h00)
RC Relizane - CABB Arreridj (17h00)
Paradou AC - US Biskra (17h00)
USM Bel-Abbès - JS Saoura (17h45)
JS Kabylie - ASO Chlef (18h00)

Classement :

	Pts J
1). ES Sétif	46 22
2). JS Saoura	42 22
3). MC Oran	40 22
4). USM Alger	38 22
5). CR Belouizdad	36 20
6). JS Kabylie	35 21
7). MC Alger	34 20
--). AS Ain M'lila	34 22
9). Paradou AC	33 21
--). O. Médéa	33 21
11). CS Constantine	32 22
12). ASO Chlef	24 22
13). US Biskra	23 22
14). NC Magra	22 22
15). WA Tlemcen	21 22
--). RC Relizane	21 22
17). NA Hussein-Dey	20 22
18). USM Bel-Abbès	16 22
19). JSM Skikda	14 21
20). CABB Arreridj	10 22

NB : Ce classement prend en considération la défalcation de trois points, infligée au RC Relizane pour avoir aligné un joueur suspendu face à l'ES Sétif.

LIGUE 1 (NA HUSSEÏN-DEY) Bouzidi fait faux bond, Chérif Abdeslam pour assurer l'intérim

La direction du NA Hussein-Dey a désigné l'ancien joueur du club Chérif Abdeslam, pour diriger à titre intérimaire la barre technique, en remplacement de Youcef Bouzidi, qui a fini par se rétracter, a appris l'APS mardi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 de football. "Nous avons trouvé un accord avec Bouzidi pour reprendre la barre technique, il s'est même réuni avec les

joueurs dimanche, mais grande fut notre surprise quand nous avons appris sa décision de faire machine arrière. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur, nous avons confié l'intérim à Chérif Abdeslam", a indiqué à l'APS le directeur sportif du Nasria Chaâbane Merzekane. Bouzidi devait remplacer Dzirri Bilal, ce dernier a quitté son poste à l'amiable suite au match

nul concédé à domicile face à l'US Biskra (1-1), dans le cadre de la 21e journée du championnat. Dzirri avait rejoint le NAHD en janvier dernier, en remplacement de Nadir Leknaoui, démissionnaire. La situation est d'autant plus difficile que le NAHD n'a plus gagné depuis trois mois, soit depuis son succès décroché le 26 février dernier à la maison face au RC Relizane (3-0). "Il nous reste 16 matchs

pour tenter d'assurer notre maintien parmi l'élite, à nous de relever le défi", a-t-il ajouté. Éliminé en 1/8 de finale de la Coupe de la Ligue, le NAHD amorcera sa mission de sauvetage, en accueillant mercredi son voisin le CR Belouizdad au stade du 20-août 1955 (17h00), pour le compte de la 23e journée. Le club algérois occupe la 17e position (20 pts), synonyme de relégation.

Une offre de 17M€ arrive pour Mike Maignan

Le départ du portier tricolore se précise en vue du prochain mercato. Maintenant que le championnat est terminé, le gardien de but Mike Maignan va pouvoir penser à son mercato d'été. Sous contrat jusqu'en juin 2022 avec Lille, ce dernier dispose d'un bon de sortie. Selon les dernières informations de TMW, le portier tricolore serait toujours dans le viseur du Milan AC. Les dirigeants Rossoneri qui vont perdre Gianluigi Donnarumma, auraient préparé leur offre pour le Lille. Ils vont mettre près de 17 millions d'euros sur la table pour boucler ce dossier. Quant au gardien du LOSC, il devrait s'engager pour une durée de cinq ans avec à la clé un salaire annuel de 3 millions d'euros bonus compris.



LUKAKU : «JE SUIS FIER DE JOUER DANS CETTE ÉQUIPE»

L'attaquant belge Romelu Lukaku s'est exprimé aux micros de DAZN après le sacre de l'Inter : « Cette année a été magnifique pour nous. On a tant travaillé pour gagner ce scudetto. La saison dernière, on était proches de gagner. Cette année, on a été bons physiquement et mentalement. On a franchi une étape. Je suis fier de jouer ici. L'année prochaine, on devra être encore plus forts.

J'ai pleuré oui. Je ne voulais pas mais les émotions étaient trop fortes. J'ai pensé à mes grands-parents, je leur avais promis une belle victoire. »

MODRIC FAIT DE LA RÉSISTANCE

Luka Modric le papy qui fait de la résistance, a prolongé son bail au sein du Real Madrid.

Le milieu de terrain international croate Luka Modric a prolongé son contrat avec le Real Madrid jusqu'au 30 juin 2022. L'accord, tel que rapporté par le journal madrilène MARCA, avait été conclu trois mois avant la fin de la saison mais le club attendait jusqu'à la fin de la campagne pour l'annoncer publiquement. Modric a signé une prolongation d'un an, conformément à la politique du club de n'offrir aux joueurs que plus de 30 contrats d'une année.

Jouant 48 matchs toutes compétitions confondues en 2020/21, Modric était l'un des joueurs les plus importants de Los Blancos, cumulant 3721 minutes en tout. « Heureux et fier de continuer à porter le maillot du meilleur club du monde », a déclaré Modric dans un message sur les réseaux sociaux. Désormais, le Croate espère jouer à l'Estadio Santiago Bernabeu rénové et terminer sa carrière au Real Madrid.

FERNANDES pourrait doubler son salaire

Depuis son arrivée à Manchester United en janvier 2020, Bruno Fernandes (26 ans, 57 matchs et 28 buts toutes compétitions cette saison) ne cesse de briller et se montre toujours plus décisif. Le Portugais mène le jeu et marque des buts importants. Un joueur précieux pour les Red Devils qui souhaitent le blinder dès maintenant.

Ainsi, le tabloïd Daily Mirror nous apprend que la formation mancunienne entend revaloriser le contrat de son milieu offensif, qui court jusqu'en 2025, en lui doublant son salaire. L'ancien du Sporting verrait ainsi ses émoluments hebdomadaires passer à 232 000 euros, pour obtenir un revenu annuel proche des 12 M€. Un plan bien senti de la part de MU qui offre là une belle récompense financière à son meneur d'attaque et devrait aisément couvrir ses arrières dans ce dossier.

FLICK NOUVEAU SÉLECTIONNEUR DE L'ALLEMAGNE

Courtsé par le FC Barcelone, Hansi Flick a logiquement signé un contrat avec la sélection allemande. Il remplacera donc Joachim Löw, après l'Euro. Le désormais ancien entraîneur du Bayern Munich, Hansi Flick, a signé un contrat de trois ans afin de diriger la sélection allemande, comme annoncé par la Fédération allemande de football (DFB), ce mardi matin. Hansi Flick sera le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale. L'entraîneur de 56 ans a signé aujourd'hui un contrat au siège de la DFB à Francfort jusqu'en 2024, ce qui inclut également la durée du championnat d'Europe à domicile. Après avoir été son adjoint pendant plusieurs années, Flick devient le digne successeur de Joachim Löw qui aura occupé ce poste de sélectionneur pendant près de 15 ans.

Alli poussé vers la sortie

Convoité par le PSG notamment pendant le mercato hivernal 2021, Dele Alli a été retenu par Tottenham. Ce qui ne sera pas le cas l'été prochain. Les Spurs envisageraient désormais de vendre leur international anglais.

Dele Alli serait désormais poussé vers la sortie par Tottenham. Selon Football Insiders, les dirigeants des Spurs seraient prêts à écouter les offres pour leur joueur. L'international anglais est revenu dans l'équipe sous la direction du patron par intérim Ryan Mason, avec cinq titularisations lors des derniers matches, mais malgré tout, le joueur reste sur le départ. L'hiver dernier, Daniel Levy a bloqué son départ car le PSG ne voulait pas payer 4 millions d'euros pour le prêt du joueur. Cette fois, le président des Spurs sera à l'écoute et espère pouvoir récupérer un montant de 35 millions d'euros environ pour un joueur qui est sous contrat jusqu'en juin 2024.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

OUVERTURE DES FRONTIÈRES AÉRIENNES

6 vols hebdomadaires de/vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie

Six (6) vols hebdomadaires seront assurés par la compagnie nationale Air Algérie, à compter du 1er juin, de et vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes, a indiqué lundi un communiqué des services du Premier ministre.

Ainsi, trois (03) vols hebdomadaires de et vers la France seront assurés par la compagnie Air Algérie, à raison de deux (02) vols de/vers Paris et un (01) vol de/vers Marseille, en plus d'un (01) vol hebdomadaire qui sera assuré de et vers la Turquie (Istanbul), l'Espagne (Barcelone) et la Tunisie (Tunis), selon le communiqué.

Dans un premier temps, "seuls les aéroports d'Alger, d'Oran et de Constantine sont autorisés à accueillir les passagers à l'arrivée ou en partance de ces destinations". Ces mesures ont été arrêtées lundi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus et l'autorité sanitaire, et sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, souligne le communiqué.

Pour ce qui est des conditions d'embarquement à destination de l'Algérie, le voyageur doit être détenteur du "résultat négatif d'un test RT-PCR datant de moins de 36 heures avant la date du voyage", selon le communiqué. Il doit également disposer



d'un billet valide et de la fiche sanitaire dûment renseignée et s'acquitter préalablement des frais inhérents au confinement sanitaire obligatoire auquel doit se soumettre chaque passager à l'arrivée sur le territoire national ainsi que les frais du test de dépistage du COVID-19, prévus par les autorités sanitaires.

Le communiqué précise que les frais de séjour dans les sites d'hébergement sont à la "charge exclusive" du passager. Ces conditions "doivent être impérativement réunies avant l'embarquement". Concernant les conditions sanitaires applicables à l'arrivée (en Algérie), il s'agit d'abord de la présentation d'un test RT-PCR de moins de 36 heures.

Le passager devra se soumettre à un confinement sani-

taire obligatoire d'une période de cinq (5) jours au niveau d'un des établissements hôteliers prévus à cet effet, avec un contrôle médical permanent, avec l'application d'un test de dépistage du COVID-19 à la fin du confinement.

La levée du confinement se fera au 5^{ème} jour à la suite d'un test de dépistage du COVID-19 négatif. En cas de résultat positif, le confinement est reconduit pour une période supplémentaire de cinq (5) jours, précise la même source.

S'agissant des conditions de confinement, une liste des établissements hôteliers, offrant toutes les conditions requises pour le confinement des passagers, est arrêtée conjointement entre les secteurs de l'Intérieur, du Tourisme et de

la santé. Pour ce qui est des modalités de sortie du territoire national, les passagers demeurent soumis aux seules conditions édictées par les autorités des pays d'accueil pour leur entrée sur leurs territoires. En matière d'information et de communication, une large campagne de communication et de vulgarisation est mise en œuvre dès l'ouverture des frontières aériennes pour faciliter les déplacements.

La compagnie Air Algérie est chargée de relayer, à travers son site web, toutes les informations complémentaires et précisions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif prévu. Ces modalités opérationnelles nécessaires à la concrétisation de la décision de réouverture partielle des frontières aériennes s'inscrivent dans l'objectif de "préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (COVID-19)", selon le communiqué. Elles sont soutenues par le démarçage basé sur la prudence, la progressivité et la flexibilité et restent adaptables en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique, soutient la même source.

PALESTINE

Le Conseil de la nation réaffirme la position ferme et immuable de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne

Le Conseil de la Nation a réaffirmé par la voie de la délégation participant à la réunion extraordinaire de la Commission des affaires de Palestine de l'Union des conseils des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), tenue lundi à Téhéran (Iran), la position ferme et immuable de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne, indique un communiqué du Conseil.

Le président du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND) au Conseil, Ali Djerba a réaffirmé dans son allocution lors de la réunion le droit "inaliénable du peuple palestinien" à établir son Etat indépendant avec El Qods pour capitale, ajoutant qu'"il s'agit d'une position exprimée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune devant la 75^e session de l'Assemblée générale de l'Onu et lors d'occasions nationales et internationales". "La

position unifiée adoptée par l'Etat, le peuple, le parlement et le Gouvernement algériens est en parfaite synergie et demeure immuable en toute circonstance", a-t-il ajouté. M. Djerba a rappelé que "l'Algérie condamne et dénonce l'agression et les attaques menées par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien occupé et ses lieux sacrés, et la violation flagrante de la légalité internationale", soulignant que "la question palestinienne juste et toute question de colonisation de par le monde, est le seul critère pour mesurer la crédibilité de la communauté internationale et sa noble démarche entreprise pour réaliser les objectifs de développement durable, consacrer la paix, renforcer la sécurité et soutenir la légalité et la justice".

Et d'ajouter: "ce qui se passe en Palestine occupée est un crime de guerre à tout point de vue, néanmoins aucun suivi n'est

assuré, ni aucune sanction imposée ou confrontation en raison d'un dysfonctionnement du baromètre de crédibilité", appelant à "une révision globale des positions et politiques et à une réévaluation sérieuse des démarches, alliances et mécanismes de pression et à une exploitation des mécanismes diplomatiques disponibles, en estimant que la cause palestinienne relève d'un intérêt national qui n'obéit à aucun calcul ou considération et sera constamment présente dans les activités des associations et instances parlementaires régionales et internationales". Il a réaffirmé, par ailleurs, l'importance de "surmonter les conflits internes et multiples et de concourir à l'union des rangs palestiniens", citant dans ce sens "l'expérience de l'Algérie avec le colonialisme et sa glorieuse Révolution qui a triomphé grâce à l'unité des rangs et des sacrifices".

MALI L'Algérie rejette toute action visant à changer le gouvernement par la force

L'Algérie a exprimé, mardi, son "ferme rejet" de toute action visant à changer le gouvernement au Mali par la force, appelant les acteurs maliens à privilégier le dialogue pour un déroulement paisible de la transition, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

"L'Algérie suit avec une très grande préoccupation les derniers développements intervenus en République du Mali et souligne son ferme rejet de toute action de nature à consacrer un changement de Gouvernement par la force, en violation du principe cardinal de l'Union Africaine en la matière", souligne le ministère. Elle "appelle tous les acteurs concernés à faire preuve d'un sens de responsabilité et à privilégier le dialogue afin de préserver le déroulement paisible et pacifique de la transition et de maintenir la paix et la stabilité dans le pays", relève-t-il.

"L'Algérie réaffirme son soutien aux autorités maliennes de transition, sous le leadership du Chef de l'Etat M. Bah N'Daw, auxquelles elle n'a cessé d'apporter un appui multiforme en vue d'aboutir au retour définitif de l'ordre constitutionnel, sur la base des engagements souscrits aux termes de la Charte de transition adoptée le 12 septembre 2020, et entérinée par l'ONU, l'UA et la Cédéao", ajoute le communiqué. Au Mali, la situation est tendue depuis l'annonce lundi du nouveau gouvernement. Le président et le premier ministre de la transition, Bah N'daw et Moctar Ouane, ont été conduits sous la contrainte par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako dans un apparent coup de force après la formation du nouveau gouvernement.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Démantèlement d'un réseau criminel de six individus à Maghnia

Un réseau criminel composé de six (06) individus a été démantelé, lundi au niveau de la zone frontalière de Oued Bounaïm, commune de Bab El Assa, daïra de Maghnia (Tlemcen) par les services de la Gendarmerie nationale et les Gardes-frontières, a annoncé mardi le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à la vigilance permanente de nos unités déployées le long

de nos frontières nationales, les services de la Gendarmerie nationale et les Gardes-frontières ont démantelé, le 24 mai 2021 au niveau de la zone frontalière de Oued Bounaïm, commune de Bab El Assa, daïra de Maghnia, wilaya de Tlemcen (2^e Région militaire), un réseau criminel composé de six (06) individus", a-t-il indiqué dans un communiqué. Selon la même source, les individus arrêtés avaient en leur possession d'"énormes sommes d'argent en

monnaie nationale (billets de 1000 et 2000 dinars algériens) s'élevant à quatre (04) milliards et 108,5 millions de centimes, dont une partie en faux billets estimée à trois (03) milliards et 93 millions de centimes, qu'ils ont tenté d'introduire et faire circuler avec la complicité des réseaux criminels marocains". Cette opération de qualité, menée par les unités de l'Armée nationale populaire, s'inscrit dans la dynamique des efforts visant à mettre en échec

toute tentative de financement et de soutien aux mouvements subversifs qui tentent de porter atteinte à la sécurité et la stabilité du pays, et à semer la confusion et la discorde parmi les fils du même peuple, ainsi qu'à commettre des actes de sabotage et à épuiser les ressources de l'économie nationale, notamment en inondant le marché national en faux billets", ajoute le communiqué du MDN.